

L'écologie politique, une « famille difficile » comme les autres ?

**Expériences partisans, discriminations et
inégalités sociales au sein du parti Les Écologistes.**

K.B. Vacher (dir.), E. Machado, T. Vallipuram,
Rapport de recherche suite à un audit interne et collaboratif,
89 pages + annexes, rendu au parti Les Écologistes le 19 août 2026,
publié le 17 septembre 2026.

COMMENTAIRE PREALABLE

Le texte qui suit est un commentaire annexé par le parti Les Écologistes au présent rapport, dont il est le commanditaire. Il n'engage en rien les auteurs et autrice de l'étude.

Les Écologistes rendent aujourd'hui public un rapport de recherche commandé à l'été 2023 au Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille citoyenne (GDRV), intitulé *“L'écologie politique, une « famille difficile » comme les autres ?”*.

Ce travail a été réalisé à partir d'une enquête menée entre fin 2023 et début 2024 et documente les inégalités de représentation, les barrières à l'engagement et les expériences de discrimination vécues en politique.

Initialement prévu pour mars 2024, le rapport définitif a été rendu aux instances dirigeantes des écologistes à l'été 2026, il n'intègre donc pas un certain nombre d'actions de notre mouvement en faveur de l'inclusion, et trois élections : les élections européennes, les élections législatives anticipées et les élections municipales.

En commandant cette recherche il y a trois ans, Les Écologistes ont fait le choix de l'honnêteté et de mieux travailler à l'inclusion de toutes les formes de diversité en politique.

Avant toute chose, nous voulons vous dire notre reconnaissance. Ce travail existe grâce à celles et ceux d'entre vous qui ont pris le temps de répondre au questionnaire, de témoigner en atelier, de mettre des mots sur ce qu'ils et elles ont vécu dans notre mouvement. Cette parole a une valeur immense.

Nous voulons également remercier l'ensemble des militantes et militants, des animateurs de notre mouvement, qui font vivre le mouvement partout dans le territoire avec sincérité et générosité. Cet engagement est précieux, et le rapport le confirme : 71,77 % des répondant·es considèrent notre mouvement comme une famille politique dans laquelle ils et elles se sentent bien accueilli·es. C'est un chiffre qui nous engage autant qu'il nous honore.

À ce jour, nous sommes le seul mouvement politique à avoir engagé ce travail d'enquête, et à choisir de le publier, avec ce qu'il a d'exigeant pour nous-mêmes.

Ce choix dit quelque chose d'essentiel sur qui nous sommes : un parti qui préfère la lucidité au confort, et qui croit que la transformation interne est une condition de sa crédibilité politique. Peu d'organisations accepteraient de se regarder ainsi en face. Pour avancer, nous le faisons.

Les résultats confirment que notre parti n'échappe pas aux dynamiques systémiques de discriminations et de manque de représentativité présentes dans toutes les organisations politiques et militantes.

Il est socialement sélectif. Il recrute majoritairement parmi les diplômé·es, les cadres, les classes dominantes qui représentent 51 % des répondants à l'enquête. Il documente également un plafond de verre encore trop marqué dans l'accès aux responsabilités : les classes dominantes représentent 49 % des candidat·es, mais 75 % des élu·es.

C'est précisément ce type d'écart que nos réformes doivent continuer à combler.

L'enquête nous indique aussi que nous sommes largement un parti de personnes ayant vécu un processus de transfuge de classe et qui trouvent dans les Écologistes un lieu pour lutter contre les inégalités. Nous sommes fier·es de représenter une solution politique qui permet de transformer son vécu en réponse et en engagement politique.

Ce qui a déjà changé depuis la période de l'enquête

Conscient·es des biais et des barrières existants, Les Écologistes n'ont cependant pas attendu la transmission de ce rapport en 2026 pour engager des transformations profondes.

Notre parti a connu une hausse significative du nombre d'adhérent·es depuis 2024. Notre mouvement a changé l'ensemble de ses règles de fonctionnement interne en 2024 avec notamment : la mise en place d'un Pôle régulation pour traiter toutes les situations de conflits, de violences et de discriminations ; l'installation au sein de la direction politique d'une délégation à la parité sociale, chargée de travailler spécifiquement sur les questions de représentation au-delà du seul genre ; la constitution un groupe de travail dédié à la diversité chargé de formuler des propositions concrètes d'évolution de nos pratiques.

En octobre 2025, le mouvement a d'ailleurs adopté lors de son Conseil fédéral une motion sur la représentativité et la juste

représentation, engageant des changements dans l'accès aux mandats et dans les modalités d'accueil des nouveaux et nouvelles militant·es. Ce texte porte la conviction que la transformation interne est une condition de notre crédibilité politique ([lien](#)).

Ces travaux se poursuivent

Nous publions ce rapport par devoir de transparence et d'exemplarité mais aussi comme un engagement auprès de nos militant·es qui ont participé aux ateliers, témoigné et dont la parole compte. Nous souhaitons les remercier d'avoir pris un temps précieux afin de participer à l'amélioration nécessaire de notre mouvement.

Nous le faisons aussi parce que les questions posées doivent nous concerner toutes et tous : qui peut s'engager en politique ? quel est le coût de cet engagement ? qui accède réellement au pouvoir ?

Nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses à ces questions mais nous assumons que l'action passe par la mesure des écarts entre nos convictions et les réalités concrètes que vivent les militant·es.

Cette publication est donc un acte militant, une première pierre et une invitation à toutes les forces politiques à traiter la question de la représentation avec méthode et transparence.

Les Écologistes,
le 16 septembre 2026.

SOMMAIRE

<i>SYNTHESE (FR/EN)</i>	7
RESUME (FRANÇAIS)	7
ABSTRACT (ENGLISH)	9
<i>INTRODUCTION</i>	12
CHRONOLOGIE D'UNE LUCIDITE SANS TRANSFORMATION	12
ACCEDER N'EST PAS RESTER, IDENTIFIER N'EST PAS CHANGER	13
METHODOLOGIE	14
LA DEMARCHE COLLABORATIVE — UNE ENQUETE ISSUE D'UN RAPPORT DE FORCE INTERNE	14
PASSATION DU QUESTIONNAIRE ET TRAITEMENT DES DONNEES	15
L'APPORT DE L'ENQUETE TEO	17
UNE INNOVATION : LA CONSTRUCTION DE LA VARIABLE DE CLASSE SOCIALE	17
<i>I. QUI MILITE AUX ÉCOLOGISTES ? L'ASCENSION VERS L'ENTRE-SOI</i>	19
1.1. UN PARTI D'ELITES CULTURELLES ET MASCULINES MAIS PAS DE GRANDS BOURGEOIS	19
1.2. UNE ABSENCE STRUCTURELLE DES QUARTIERS POPULAIRES MAIS PAS DES CLASSES POPULAIRES	23
1.3. DES ADHERENT·ES EN ASCENSION SOCIALE ET EN MOBILITE RESIDENTIELLE	26
1.4. UN PARTI DOMINE PAR LES ELITES MAIS PAS TOTALEMENT HOMOGENE	29
<i>II. LA COMPETITION ELECTORALE : UNE DISTRIBUTION SOCIALE ET GENREE DES RÔLES</i>	34
2.1. L'ESCALIER DU POUVOIR : LES CLASSES DOMINANTES SURREPRESENTEE A CHAQUE ECHELON	35
2.2. LE PLAFOND DE VERRE : DE LA CANDIDATURE A L'ELECTION	36
2.3. UNE TENDANCE DE FOND : L'EMBOURGEOISEMENT DANS LE TEMPS	39
2.4. LE DOUBLE FILTRE : GENRE ET CLASSE	42
<i>III. S'ENGAGER AUX ÉCOLOGISTES : DES DISPOSITIONS QUI S'HÉRITENT ET UNE DISPONIBILITÉ QUI S'AUTO-REPRODUIT</i>	45
3.1. UNE ENTREE CONDITIONNEE PAR LA SOCIALISATION PREALABLE	45
3.2. L'ENGAGEMENT PRODUIT L'ENGAGEMENT... ET L'INEGALITE	46
3.3. LA DISPONIBILITE PERSONNELLE COMME FILTRE IMPLICITE	49
3.4. LES CONDITIONS MATERIELLES : LE PARTI QUI ACCUEILLE MAIS N'INTEGRE PAS	52
<i>IV. LE POUVOIR QUI USE, ET L'USURE D'UN SYSTEME DE POUVOIR</i>	55

4.1. UN POUVOIR DISTRIBUE MAIS...	55
4.2. UNE FORMATION PAR L'EXTERIEUR ET LE LOCAL, SIGNE D'UNE FAIBLE AUTONOMIE POLITIQUE ?	58
4.3. LES MOTIONS, LE NŒUD DU PROBLEME OU SON ENDROIT D'EXACERBATION ?	59
4.4. LE MANDAT COMME RESSOURCE INEGALEMENT VECUE	60

V. L'EXPERIENCE DU PARTI : ON RESTE QUAND-MÊME **62**

5.1. LE PARADOXE FAMILIAL : ON S'Y SENT BIEN MAIS...	62
5.2. LES RAISONS DE L'EXIT : LA CONFLICTUALITE INTERNE COMME PREMIER FACTEUR	63
5.3. DENIGREMENT ET MANQUE DE CONFIANCE : UNE EXPERIENCE MAJORITAIRE	64
5.4. DISCRIMINATIONS ET VSS : UNE REPOSE ORGANISATIONNELLE DEFAILLANTE	66
5.5. LE CUMUL DES EXPERIENCES NEGATIVES : UNE MESURE D'ENSEMBLE	67

VI. LA PERCEPTION DU PARTI : UNE FAMILLE POUR SOI, MAIS PAS POUR LES AUTRES **70**

6.1. UN PARTI-REFUGE « MALGRE TOUT »	70
6.2. L'EFFORT DE RESTER N'EST NI APAISANT NI CONTAGIEUX	74
6.3. LE SENTIMENT DE REPRESENTATION : UNE FRACTURE SOCIALE MESURABLE	76
6.4. LA DEMARCHE DE REFORME INTERNE : ENCORE DE TRES FORTES ATTENTES SITUEES SOCIALEMENT AUXQUELLES REPENDRE	78

CONCLUSIONS **82**

SYNTHESE DES RESULTATS	82
LA RECHERCHE D'UNE BOUFFEE D'OXYGENE	83
PASSER DE LA LUCIDITE A LA CONFIANCE	83
SE SAISIR DES OPPORTUNITES	84

RECOMMANDATIONS **85**

AXE 1 — RENDRE VISIBLE CE QUI EST INVISIBLE : LA DONNEE COMME CONDITION DE LA RESPONSABILITE	85
MESURE 1.1 — RECENSER LA COMPOSITION SOCIALE DES INSTANCES ET DES MANDATS.	85
MESURE 1.2 — COLLECTER SYSTEMATIQUEMENT DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES AU MOMENT DU RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION.	85
AXE 2 — LEVER LES BARRIERES MATERIELLES A L'ENGAGEMENT	86
MESURE 2.1 — CREER UN FONDS DE SOLIDARITE MILITANT.	86
MESURE 2.2 — SYSTEMATISER LES SOLUTIONS DE GARDE D'ENFANTS LORS DES EVENEMENTS MILITANTS.	86
MESURE 2.3 — DIVERSIFIER LES FORMATS ET HORAIRES DE LA VIE MILITANTE.	86
MESURE 2.4 — CREER ET FINANCER UN POSTE DEDIE A L'ACCOMPAGNEMENT ET A LA MOBILISATION SUR LES COMMISSIONS QUARTIERS POPULAIRES ET RURALITES.	86
AXE 3 — TRANSFORMER L'ACCUEIL EN PROCESSUS, PAS EN GESTE	87
MESURE 3.1 — CREER UN PARCOURS D'INTEGRATION STANDARDISE ET OBLIGATOIRE.	87
MESURE 3.2 — INSTAURER UN MENTORAT MILITANT POUR LES NOUVELLES ET NOUVEAUX ADHERENT·ES.	87
MESURE 3.3 — REVOIR LA CARTOGRAPHIE DES FORMATIONS A PARTIR DES BESOINS.	87

MESURE 3.4 — CHANGER DE POSTURE : VALORISER LES EXPERIENCES ET LES ORIGINES POPULAIRES COMME DES RESSOURCES POLITIQUES.	87
AXE 4 — FORMER LES CLASSES DOMINANTES ET LES DIRIGEANT·ES A CE QU'ELLES ET ILS NE VOIENT PAS	88
MESURE 4.1 — FORMER LES CLASSES DOMINANTES ET LES DIRIGEANT·ES DU PARTI A L'ÉCOLOGIE POPULAIRE, A LA LUTTE CONTRE LE CLASSISME ET A IDENTIFIER LEUR PROPRE POSITION SOCIALE.	88
MESURE 4.2 — CREER ET FINANCER UNE INSTANCE DE CONSEIL INTERNE PERMANENTE.	88
AXE 5 — REFORMER LES REGLES DU JEU INTERNE : TRANSPARENCE ET INVERSION DE LA HIERARCHIE SOCIALE	89
MESURE 5.1 — INVERSER LA LOGIQUE DU CONGRES : UNE CONVENTION CITOYENNE INTERNE AVANT LES MOTIONS.	89
MESURE 5.2 — INTRODUIRE LA PARITE SOCIALE DANS LES PROCEDURES DE DESIGNATION DES CANDIDAT·ES.	89
MESURE 5.3 — CONDITIONNER LES NEGOCIATIONS ELECTORALES AVEC LES AUTRES PARTIS A UNE PROGRESSION VERS LA PARITE SOCIALE.	89
MESURE 5.4 — RENDRE LES PROCEDURES DE DESIGNATION LISIBLES ET AUDITABLES.	89
AXE 6 — TRAITER LES DISCRIMINATIONS COMME UN PROBLEME ORGANISATIONNEL, PAS INDIVIDUEL	90
MESURE 6.1 — REALISER UN AUDIT DES INSTANCES INTERNES EXISTANTES DE TRAITEMENT DES DISCRIMINATIONS ET DES VSS.	90
MESURE 6.2 — RENFORCER UN DISPOSITIF DE SIGNALEMENT INDEPENDANT.	90
MESURE 6.3 — INTRODUIRE DES SANCTIONS EFFECTIVES EN CAS DE DISCRIMINATION AVEREE.	90
MESURE 6.4 — FORMER LES RESPONSABLES LOCAUX ET REGIONAUX A LA DETECTION ET AU TRAITEMENT DES DISCRIMINATIONS.	90
AXE 7 — PENSER UN MOMENTUM DE REFONDATION A LA HAUTEUR DU DIAGNOSTIC	91
MESURE 7.1 — FAIRE DES ÉTATS GENERAUX DE L'ÉCOLOGIE UNE PERIODE D'ESSAI, ET NON UNE FIN.	91
MESURE 7.2 — OUVRIR UNE REFONDATION PLUS PROFONDE OU LES CLEFS SONT DONNEES A D'AUTRES.	91
NOTE FINALE SUR LA MISE EN ŒUVRE	91
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	92
<i>ANNEXES</i>	93
ANNEXE 1 : NOTE D'OPPORTUNITE INITIALE « EXPERIENCE PARTISANE, DISCRIMINATION ET SOUS-REPRESENTATIONS A EELV » (SEPT. 2023)	93
ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE	95
ANNEXE 3 : MOBILISATION EFFECTIVE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE	119
<i>TABLE DES MATIERES (DONT FIGURES)</i>	122

SYNTHESE (FR/EN)

Résumé (français)

Ce rapport est issu d'une conflictualité créatrice : lors des Journées d'Été des Écologistes de 2023, un groupe de militant·es de classes populaires interpelle spontanément le Bureau Politique des Écologistes, en parallèle d'un karaoké devenu célèbre, sur leur expérience concrète de la vie du parti : construction d'un sentiment d'illégitimité, obstacles matériels à l'engagement, accès inégal aux mandats, non-représentation, discriminations vécues mais peu reconnues. A ce geste était associé une demande formulée très clairement : conduire un audit interne et public des discriminations sociales, mais également de genre et ethnoraciales notamment, qui mène à un changement organisationnel majeur. Cette proposition prenait place dans le contexte des Etats Généraux de l'Écologie, processus pensé initialement pour permettre l'élargissement du parti et l'orienter vers l'écologie populaire. C'est à cette demande que le Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille (GDRV), laboratoire associatif spécialisé dans les démarches de co-recherche avec des acteur·ices politiques et sociaux, a tenté de répondre, en produisant ce rapport commandité par Les Écologistes et sa direction, rendu public en juin 2026. Il s'inscrit dans une tradition de diagnostic interne — l'audit participatif de 2002, l'atelier de consensus sur la refondation de 2019 – et fait écho aux travaux de Vanessa Jérôme (*Militer chez les Verts*, 2021). Il s'articule également aux travaux du collectif Démocratiser La Politique (DLP), dont le rapport *Tous les mêmes ?* (2025) documente à l'échelle du champ politique français entier la surreprésentation structurelle des classes supérieures dans les candidatures et les mandats ; la présente étude en constitue une sorte de complément

et de déclinaison interne aux Écologistes, en investiguant l'une des racines de cette sélection sociale. Il est inédit pour deux raisons : d'abord parce qu'il est le fruit d'une recherche collaborative, où problématisation par les militant·es et méthode scientifique se sont rencontrées, puis parce que ce travail a mené à la passation d'un questionnaire auprès d'un millier de répondant·es, envoyé par les canaux de communication interne du parti. Dans une organisation dont l'identité revendiquée est explicitement inclusive et égalitaire, ce rapport se demande comment la sélection sociale opère-t-elle — et par quels mécanismes se reproduit-elle à chaque échelon de la vie partisane, de l'adhésion formelle à l'accès aux mandats électifs ? Cette sélection n'est ni accidentelle ni le propre des Écologistes, elle opère selon une logique d'entonnoir cumulatif dans lequel les dispositions culturelles, la disponibilité matérielle et les ressources symboliques des classes dominantes convertissent l'ouverture formelle du parti en entre-soi pratique. Ce rapport démontre un paradoxe : dans une société vécue comme violente, le parti fait tout autant office de refuge que d'espace organisé d'une violence interne, comme dans une famille lucide sur ses problèmes mais bien en difficulté pour les résoudre.

La population enquêtée présente un profil homogène à capital culturel élevé sans pour autant être « bourgeois » économiquement : deux tiers masculine, majoritairement diplômée du supérieur, composée à plus de 50 % de classes dominantes selon la variable tri-critérisée construite pour cette étude, quasi absente des quartiers populaires (1,4 % des répondant·es). Cependant, et a contrario de l'image renvoyée par le parti à l'extérieur, on note une présence réelle en ruralité et petites villes. Ses membres

sont souvent des personnes en ascension sociale, ils et elles sont celles et ceux qui « sont parti·es » de leurs territoires et classes d'origine. La sélection s'intensifie à mesure que l'on progresse vers le cœur organisationnel : le vivier des membres-sympathisant·es (cf. *infra*) est plus divers socialement que celui des adhérent·es, lui-même plus divers que celui des titulaires de mandats nationaux – tandis que l'accès au mandat local semble relativement ouvert (au regard de la sociologie des militant·es). Aux scrutins les plus sélectifs (européennes, Sénat), les classes populaires sont totalement absentes des rangs des élu·es sur l'ensemble de la période, un phénomène d'« absentisation » généralisé dans le champ politique.

À l'intérieur du parti, les discriminations et le dénigrement ne sont pas des expériences marginales : 58 % des répondant·es déclarent avoir eu des expériences négatives au sein du parti, 10,65 % des violences ou propos discriminatoires, dont des violences sexistes et sexuelles. En miroir, moins de 11 % des victimes citent les instances nationales comme soutien lors de cas de discriminations, ce sont les entourages qui prennent alors en charge le soutien des militant·es concerné·es. Les témoignages de violence interne sont omniprésents (comme dans bien d'autres partis), et se fixent bien souvent sur le rôle des motions internes, ce que nous relativisons ici. Elles semblent même être parfois la face visible d'un contexte organisationnel très exigeant, au sein duquel les militant·es – particulièrement les personnes minorisées – hésitent à recruter. Paradoxalement, 72% des répondant·es perçoivent néanmoins le parti comme un espace d'appartenance familiale — refuge d'autant plus significatif que 75% déclarent penser pouvoir subir des discriminations dans la société ordinaire, tandis que 55% de ces dernier·es citent leurs modes de vie, d'alimentation, comme en étant la raison. Le parti fonc-

tionne ainsi comme un espace d'entre-soi sélectif et protecteur dans le même temps, ce qui explique que la sélection sociale interne n'entraîne pas de départ massif mais une érosion progressive et à relativement bas bruit.

Le dispositif mobilisé relève d'une co-recherche assumée : le protocole d'enquête a été co-construit entre l'équipe scientifique du GDRV et un groupe de pairs composé de militant·es directement concerné·es, réuni en atelier de problématisation dès septembre 2023, en dialogue constant avec la direction du parti, dans une démarche qui s'est voulue non surplombante et ancrée dans l'expérience vécue plutôt que dans une demande verticale de la direction. Un questionnaire d'une soixantaine d'items a été ainsi construit puis administré en auto-passation auprès de l'ensemble des adhérent·es, ex-adhérent·es d'EELV et membres-sympathisant·es des Écologistes en janvier-février 2024, générant 1 072 réponses. La variable de classe sociale, construite par écrêtage quadrivarié successif (CSP × revenu × patrimoine × diplômes), constitue une innovation méthodologique permettant de rendre compte de la position sociale de façon multidimensionnelle dans un contexte où les classifications professionnelles standard sous-capturent notamment les positions dites de « transclasses ». Le recueil des expériences discriminatoires sont calibrées sur les instruments de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO, INED-INSEE). Les données électorales issues du RNE, compilées par le collectif DLP dans une base inédite, complètent les résultats du questionnaire par une mesure externe et longitudinale de la sélection ; elles ne sont pas directement comparables aux données du questionnaire en raison de constructions de catégories de classe distinctes, et les rapprochements inter-sources sont présentés comme des tendances convergentes plutôt que comme des équivalences exactes. Deux biais structurels sont

explicitement assumés : un biais d'intérêt (surreprésentation probable des personnes sensibilisées à la question de la représentation sociale) et un biais de survivance (invisibilité des militant·es ayant quitté le parti avant la passation), second angle mort qui constitue la limite théorique la plus significative de ce travail.

Ce rapport se conclut enfin par la présentation de 22 mesures, réunies en 7 axes, qui pourraient permettre un renversement provisoire des rôles dans un contexte de refondation, souhaité par la grande majorité des répondant·es, particulièrement les classes populaires. Ces mesures ont été pensées à partir des conclusions scientifiques de l'étude. Elles sont systémiques et applicables à court ou moyen terme, pour viser la construction d'une parité sociale en actes, qui ne se limitent pas à un enjeu statistique ou de quota, mais à une transformation des fondations de la construction idéologique, de la culture du pouvoir et de l'accompagnement de l'engagement au sein des Ecologistes. Bien évidemment, ces mesures n'ont de sens que si elles permettent aux militant·es et à leur direction d'ouvrir un réel débat, dans des conditions favorables aux personnes les plus discriminées. Ainsi, elles peuvent être prises comme prétexte à une nouvelle séquence de conflictualité créatrice, comme celle de laquelle est née ce rapport.

Abstract (english)

This report emerged from a form of creative conflict: during the 2023 Summer Days of the Ecologists, a group of working-class activists spontaneously challenged the Ecologists' Political Board, alongside a karaoke performance that later became well known, regarding their concrete experience of party life: the construction of a sense of illegitimacy, material barriers to engagement, unequal access to elected office, underrepre-

sentation, and forms of discrimination experienced but only weakly acknowledged. Associated with this intervention was a very clearly formulated demand: to conduct an internal and public audit of social discrimination, as well as gender-based and ethno-racial discrimination in particular, leading to major organizational change. This proposal emerged in the context of the States-General of Ecology, a process initially designed to broaden the party and orient it toward a more working-class-oriented form of ecology. It is to this demand that the Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille (GDRV), an associative research collective specializing in co-research approaches with political and social actors, sought to respond through the production of this report, commissioned by The Ecologists and their leadership, and made public in June 2026. It forms part of a tradition of internal diagnosis — the participatory audit of 2002 and the consensus workshop on refoundation in 2019 — and echoes the work of Vanessa Jérôme (*Militer chez les Verts*, 2021). It also connects to the work of the collective Democratizing Politics (DLP), whose report *Same Difference?* (2025) documents, at the scale of the French political field as a whole, the structural overrepresentation of the upper classes in candidacies and elected office; the present study constitutes a kind of complement and internal extension of that work within The Ecologists, by investigating one of the roots of this social selection process. It is unprecedented for two reasons: first, because it is the product of collaborative research, in which problem formulation by activists and scientific methodology were brought together; second, because this work led to the administration of a questionnaire to one thousand respondents, distributed through the party's internal communication channels. Within an organization whose explicitly claimed identity is inclusive and egalitarian, this report asks: how does social selection operate —

and through which mechanisms is it reproduced at every level of party life, from formal membership to access to elected office? This selection is neither accidental nor specific to The Ecologists: it operates through a logic of cumulative funneling, in which the cultural dispositions, material availability, and symbolic resources of the dominant classes transform the party's formal openness into practical social closure. This report demonstrates a paradox: in a society experienced as violent, the party functions both as a refuge and as an organized space of internal violence — like a family lucid about its own problems, yet deeply struggling to resolve them.

The surveyed population displays a relatively homogeneous profile marked by high levels of cultural capital without necessarily being economically “bourgeois”: two-thirds male, predominantly university-educated, composed of more than 50% members of the dominant classes according to the tri-criteria variable constructed for this study, and almost entirely absent from working-class neighborhoods (1.4% of respondents). However, contrary to the image projected by the party externally, there is a real presence in rural areas and small towns. Its members are often individuals experiencing upward social mobility; they are those who have “left” their territories and classes of origin. Social selection intensifies as one moves toward the organizational core: the pool of supporter-members is more socially diverse than that of formal members, itself more diverse than holders of national mandates — whereas access to local office appears relatively open (relative to the sociology of party activists). In the most selective elections (European Parliament and Senate elections), working-class individuals are entirely absent from the ranks of elected representatives throughout the entire period, a phenomenon of generalized “absentification” across the political field.

Within the party itself, discrimination and disparagement are not marginal experiences: 58% of respondents report having had negative experiences within the party, and 10.65% report discriminatory violence or discriminatory remarks, including sexist and sexual violence. Conversely, fewer than 11% of victims cite national party bodies as sources of support in cases of discrimination; instead, support is primarily provided by activists' personal circles. Testimonies concerning internal violence are omnipresent (as in many other political parties), and often focus on the role of internal factions or “currents”, a point that we relativize here. These factions sometimes appear to be merely the visible face of a highly demanding organizational environment within which activists — particularly minoritized individuals — hesitate to recruit others. Paradoxically, however, 72% of respondents still perceive the party as a space of familial belonging — a refuge made all the more significant by the fact that 75% believe they could face discrimination in ordinary society, while 55% of the latter cite their lifestyles or dietary practices as the reason. The party thus functions simultaneously as a selective and protective social enclave, which helps explain why internal social selection does not produce massive exits, but rather a gradual and relatively low-noise process of erosion.

The methodological framework employed here is one of explicitly acknowledged co-research: the survey protocol was co-constructed between the GDRV scientific team and a peer group composed of directly concerned activists, brought together in problematization workshops beginning in September 2023, in constant dialogue with the party leadership, through an approach intended to avoid top-down dynamics and remain grounded in lived experience rather than in a vertical demand is-

sued by leadership. A questionnaire comprising around sixty items was thus constructed and self-administered to all members, former members of EELV, and supporter-members of The Ecologists during January–February 2024, generating 1,072 responses. The social class variable, constructed through successive quadrivariate capping procedures (occupation $\times$ income $\times$ wealth $\times$ educational credentials), constitutes a methodological innovation designed to account for social position multidimensionally in a context where standard occupational classifications under-capture so-called “transclass” positions. The collection of discriminatory experiences was calibrated on the basis of the instruments used in the Trajectories and Origins survey (TeO, INED-INSEE). Electoral data drawn from the National Register of Elected Representatives (RNE), compiled by the DLP collective into an unprecedented database, complement the questionnaire results through an external and longitudinal measure of selection; they are not directly comparable to the questionnaire data due to distinct constructions of class categories, and cross-source comparisons are therefore presented as convergent trends rather than exact equivalences. Two structural biases are explicitly acknowledged: an interest bias (the probable overrepresentation of individuals already

sensitized to the issue of social representation) and a survivorship bias (the invisibility of activists who left the party before the survey was administered), the latter constituting the most significant theoretical blind spot of this work.

Finally, this report concludes with the presentation of 22 measures, organized into 7 axes, which could allow for a provisional reversal of roles within a context of re-foundation desired by the great majority of respondents, particularly among the working classes. These measures were designed on the basis of the study's scientific conclusions. They are systemic and applicable in the short or medium term, aiming toward the construction of social parity in practice — not limited to a statistical issue or quota system, but involving a transformation of the foundations of ideological production, power culture, and the support structures surrounding political engagement within The Ecologists. Naturally, these measures only make sense insofar as they enable activists and party leadership to open a genuine debate under conditions favorable to the most discriminated-against groups. As such, they may be taken as the pretext for a new sequence of creative conflict, similar to the one from which this report itself emerged.

INTRODUCTION

Chronologie d'une lucidité sans transformation

En 2002, Les Verts se sont livrés à un exercice apparemment rare et ambitieux dans la vie d'un parti politique : un audit interne et participatif, et dont les conclusions semblent d'avoir épargné aucun aspect de l'organisation. On y trouve déjà, formulé avec une netteté qui n'a pas vieilli, le profil sociologique de ses membres : « une large majorité des adhérents, militants, cadres et responsables des Verts disposent d'un capital culturel élevé (haut niveau d'éducation, aptitude à s'exprimer, à développer une argumentation, etc.) [...]. Ce profil spécifique des militants Verts rend difficile l'élaboration et la poursuite de projets collectifs et durables au sein des Verts » (Rapport final de l'audit interne participatif, Les Verts, 22/10/2002, p. 61). On y trouve aussi, dès le §2.1.5.4, intitulé « Faiblesse de politique de formation et d'accueil », le témoignage d'un·e adhérent·e, qui résume à lui seul ce que l'enquête ici présentée continuera de documenter vingt-quatre ans plus tard : « ça fait plus d'un an que j'adhère, j'en veux, mais j'ai vraiment l'impression que je n'intéresse personne » (*ibid.*, p. 41). Et l'on y lit encore, à propos de la transmission des savoir-faire internes : « nous entretenons l'ignorance du "déjà fait" » (*ibid.*, p. 41).

L'opacité organisationnelle, enfin, y était décrite non comme un dysfonctionnement marginal mais comme une ressource inégalement distribuée, activement entretenue : « L'accommodement des dysfonctionnements devient alors une arme pour ceux/celles qui savent comment exploiter les failles du système » (*ibid.*, p. 61). Le secret semble ici profiter à la reproduction de rap-

ports de pouvoir dysfonctionnels. Le « bordel » est décrit comme une « culture » à laquelle les membres réagissent de façon fataliste (*ibid.*).

Dix-sept ans plus tard, en avril 2019, les mêmes constats remontaient dans un atelier de consensus sur la refondation d'EELV. Les motions, constataient les participant·es, « servent plutôt d'écuries à élu·es / responsables politiques internes » et leur fonctionnement « renforce en partie les opinions et stratégies clivantes tout en rendant conflictuelle et souvent peu efficace la gouvernance nationale du parti » (Atelier de consensus sur la refondation d'EELV, synthèse, 16/04/2019). Le manque d'accueil et de formation y était une fois encore qualifié de constat « récurrent dans l'histoire du parti » (*ibid.*). La question posée en creux à l'ensemble des échanges disait l'essentiel : « Un faible brassage sociologique : comment dans ces conditions promouvoir une écologie populaire et sociale ? » (*ibid.*). Déjà, le parti s'interrogeait sur sa capacité de mutation sociologique et théorique.

Dix-sept ans séparaient cet atelier de l'audit de 2002. L'histoire semble se répéter, sans que cette mémoire interne de l'expérience partisane ne semble avoir eu d'effet satisfaisant, le parti et ses membres semblent après avoir appris à vivre avec ce secret de polichinelle : on sait, mais on s'y résout. En découvrant cette documentation, nous ne pouvions donc qu'être saisi d'un doute : si l'histoire est connue, documentée, que le parti fait figure de « bon élève » de par son attrait pour l'auto-analyse et une certaine culture de la critique, à quoi bon tenter une nouvelle étude ?

La sociologie est venue confirmer ce que les documents internes avaient documenté abondamment. En 2021, Vanessa Jérôme publie *Militer chez les Verts*, la première ethnographie systématique du parti, reçue de façon critique par ses dirigeant·es, comme nous l'avons constaté dans nos réunions de pilotage de la présente enquête. Elle y documente les mécanismes concrets par lesquels l'organisation « sélectionne de manière implicite les novices les mieux disposés » et « politise tout et empile les pratiques distinctives ». Elle forge le concept d'« habitus minoritaire » (*Militer chez les Verts*, Presses de Sciences Po, 2021, p. 25) — cette disposition à l'empathie avec les minorités en lutte et qui fait écho à la propre position du parti dans l'espace partisan, héritée de trajectoires familiales et scolaires spécifiques, qui constitue le profil-type du militant vert et peut, paradoxalement, coexister avec un fonctionnement d'entre-soi : militer aux Verts, c'est aussi signaler une appartenance, cultiver une identité distinctive « consciente » (d'aucun·es diraient « woke » aujourd'hui), et cette fierté peut jouer contre l'ouverture sociale. La culture scientifique largement diffusée dans le parti, qu'il s'agisse d'une forte appropriation des sciences sociales ou des sciences techniques ou climatiques, fondatrices de l'écologie politique actuelle, illustre ce paradoxe : une écologie qui se veut populaire, accessible, qui vise à devenir potentiellement majoritaire, mais dont les fondements intellectuels sont très situés socialement. Le fort renouvellement militant — jusqu'à un tiers des effectifs renouvelé chaque année dans certains groupes locaux — serait entretenu, selon l'analyse de l'autrice, par un apprentissage de la vie militante sur le tas et par l'opacité des règles de sa compétition interne.

Ce rapport s'inscrit dans cette accumulation. Il ne repart pas de zéro et tente d'affiner le regard. Dans la tradition de co-recherche à laquelle se réfère le laboratoire

GDRV, nous avons dès lors tenté un addenda de posture, de méthode : les données présentées ici ont été produites de manière collaborative, avec l'ambition que leur appropriation soit ainsi facilitée par celles et ceux qui se vivent en position marginale du parti, notamment les classes populaires (qu'elles soient rurales ou urbaines), en vue d'une mise en action. Si ce rapport est rendu à son commanditaire, le parti Les Écologistes et sa direction, il est également à l'attention de toutes celles et ceux qui souhaitent transformer la gauche et l'écologie française en partageant ce projet politique avec et à ceux et à celles à qui il doit profiter. S'il se concentre sur un parti, qui a eu l'opportunité et l'audace de mener ce nouvel audit de façon transparente, il dit plus globalement des rapports de pouvoir qui traversent l'ensemble des partis politiques sans exception, même si chaque parti a ses spécificités. Il part dès lors d'un postulat normatif mais documenté scientifiquement (*Tous les mêmes ?*, collectif dlp·ed al., 2025) : la parité sociale est, chez les écologistes comme ailleurs, un enjeu éthique et démocratique mais aussi un instrument puissant pour transformer la société.

Accéder n'est pas rester, identifier n'est pas changer

Le laboratoire GDRV et le collectif démocratiser la politique (dlp) ont récemment mis à jour l'inégal accès au pouvoir politique. Avec l'accord du collectif dlp, nous présentons ici des données inédites quant à la sociologie des candidat·es et élu·es écologistes sur ces 24 dernières années, qui abonderont dans le même sens. La démarche de cette étude va plus loin. En menant ce que nous pouvons qualifier d'« audit interne », les participant·es à cette recherche (cf. *infra*), le parti et notre laboratoire avons voulu documenter les mécanismes sous-jacents et explicatifs d'une telle inégalité. La sélection sociale ne commence pas à la désignation des

candidat-es. Elle opère par discrimination, par inégale distribution des ressources et des dysfonctionnements : dans la vie militante ordinaire, en amont, par l'accumulation de filtres implicites (même si connus) qui favorisent certains profils sans intention délibérée. Ces filtres ne sont pas des actes individuels — ils sont le produit d'effets de structure : une organisation construite par et pour des personnes déjà familiarisées avec ses formes légitimes de prise de parole, ses modes de conflictualité interne, ses codes de socialisation politique. Entrer aux Écologistes est relativement accessible, nous disent les répondant-es au questionnaire qui est au cœur de cette étude. En contrepoint du reste de la société, on s'y sent bien, comme dans une famille, dirons-nous. Y rester, s'y impliquer durablement, y détenir un pouvoir réel — demande à franchir un autre parcours d'obstacles.

L'inclusion symbolique et l'adhésion peuvent ainsi précéder l'exclusion organisationnelle. Le parti peut se vivre sincèrement comme ouvert, attirer à lui des personnes-ressources pour sa transformation « populaire », tout en les invisibilisant – y compris dans leurs propres consciences d'elles-mêmes, de leurs vécus et de leurs potentiels, et en reproduisant, dans ses structures, des filtres dont personne ne revendique la paternité. C'est ce paradoxe que cette enquête s'attache à documenter et en miroir, c'est à cet enjeu qu'elle veut répondre : identifier les forces et faiblesses d'une organisation n'est pas si difficile, c'est la déconstruction des mécaniques du pouvoir qui l'est.

Les écologistes ne semblent pour autant pas être un cas particulier, l'inégal accès aux positions de pouvoir est le propre des partis politiques, construits pour redistribuer ce dernier dans le cadre d'une compétition ardue qui ne profite que rarement aux moins dotés en capitaux économiques, culturels ou sociaux. Si les partis ouvriers ont un

temps disposé de mondes sociaux qui formaient et valorisaient la contribution de ces derniers à l'action comme à la construction du socle idéologique de l'organisation, plus aucun parti de gauche – ou ailleurs dans le champ politique – ne peut se prévaloir d'un fonctionnement égalitaire. Ce qui nous a frappé dans cette enquête, c'est la lucidité des écologistes à leur propos, les militant-es issu-es de classes populaires apparaissant – à l'image du parti – comme des « bons élèves » eux et elles également. Ce paradoxe contribue à exacerber le *hiatus* entre la promesse inclusive et démocratique et la réalité. Dans cette famille, on se déclare régulièrement son affection politique – notamment pour les personnes minorisées, on s'engage tout aussi régulièrement, on partage une connaissance fine des dysfonctionnements – parfois publiquement, on se sent souvent chez soi, mais la même chape de plomb continue de peser à chaque repas.

Méthodologie

La démarche collaborative — une enquête issue d'un rapport de force interne

Aux Journées d'Été des Écologistes de l'été 2023, lorsque les smartphones étaient tournés vers un karaoké devenu bien célèbre, un groupe de militant-es écologistes issu-es des quartiers populaires a directement interpellé le bureau politique sur la sous-représentation de leurs milieux au sein du parti. Ils et elles ont alors proposé cette démarche d'audit interne, qu'ils et elles ont ensuite suivi jusqu'à son aboutissement. Cette enquête est, pour large partie, le produit de cette conflictualité créatrice — elle hérite de ces frustrations autant que de la volonté de la direction d'y répondre sérieusement.

Quelques semaines plus tard, en septembre 2023, un atelier de problématisation

réunissait en visioconférence une dizaine de ces militant·es dans un groupe de pairs (ils et elles sont toutes et tous issu·es des classes populaires, racisé·es ou non, de territoires ruraux et urbains et à parité de genre) aux côtés de l'équipe du laboratoire GDRV. L'équipe du GDRV en profite ici pour leur adresser un remerciement appuyé, pour leur contribution, leur lucidité et leur sincérité. Si leurs témoignages ont été ici anonymisés, ceux-ci ont eu une importance centrale dans la construction de cette étude, sa problématisation et l'analyse des résultats. Hélène Hardy y portait l'intention du bureau politique : s'affronter au problème de l'élargissement de la base sociale du parti, en continuité avec les États Généraux de l'Écologie engagés en février 2023 et alors en cours. Ces militant·es ont contribué à la construction du questionnaire, en ont validé les formulations, et certain·es ont ensuite intégré un « comité de garant·es », élargi à d'autres membres et élu·es du parti, tou·tes issu·es des classes populaires, qui ont validé chaque étape de cette enquête. Ils et elles se sont réunis à nouveau lors des Journées d'Été d'août 2024 pour discuter des premiers résultats. Une demi-douzaine de réunion ont également eu lieu avec toute ou partie de la direction du parti, donc une session physique de 3h dédiée à une lecture collective des résultats – signe d'un engagement apparemment fort dans la démarche. Un atelier de lecture collective a enfin été tenu aux mêmes journées d'été, réunissant plus d'une centaine de participant·es, pour beaucoup directement concernées par la question sociale, un engouement notable et encourageant.

Cette genèse depuis l'espace militant et non en surplomb (ni de la part de notre équipe scientifique, ni de la part de la direction du parti) et ces allers-retours constants ont, nous l'espérons, permis de construire un protocole d'enquête adapté aux besoins et attentes, d'intégrer les questionnements

de chacun·e ainsi que des témoignages qualitatifs précieux. La livraison de ces résultats a ensuite connu de nombreux aléas et retards, que nous regrettons : le financement d'une telle étude complexe car recueillant des informations sensibles au regard du RGPD, la difficulté de lancement de la passation du questionnaire, puis la dissolution de l'Assemblée Nationale en 2024 ont de façon conséquente retardé le travail réalisé, jusqu'à le faire entrer dans une période de bouchon qui nous a obligé à reporter la finalisation de ce rapport. Nous remercions les militant·es impliqué·es pour leur patience et surtout leur implication et contributions, ainsi qu'Hélène Hardy et Jean-Baptiste Pegeon, qui se sont relayé·es pour suivre patiemment et avec conviction cette étude au nom du bureau politique.

Passation du questionnaire et traitement des données

Le questionnaire a été transmis en janvier et février 2024 à l'ensemble des adhérent·es, ex-adhérent·es et sympathisant·es des Écologistes — environ 130 000 personnes contactées. 1 072 réponses ont été obtenues, pour la plupart issu·es des premiers cercles du parti. Cette enquête ne prétend pas à la représentativité statistique : elle ne constitue pas un échantillon aléatoire et ses résultats ne peuvent être mécaniquement extrapolés à l'ensemble de la population militante. Elle permet en revanche d'identifier des tendances significatives et des expériences récurrentes, à partir d'un volume de réponses qui autorise des traitements statistiques internes — notamment des tests d'association entre variables — présentés avec leurs seuils de significativité.

Le questionnaire complet est fourni en annexe à ce rapport, ainsi qu'un tableau résumant la mobilisation ou non des réponses, choix qui ont été opérés et ici documentés au vu de la significativité statistique

(cf. encadré ci-après) ou de la pertinence descriptive desdites réponses.

Deux biais structurels traversent l'ensemble des données. Le biais par l'intérêt : les répondant·es sont probablement plus sensibilisé·es à la question des discriminations et de l'entre-soi que la population militante générale. Le biais des survivant·es : l'enquête interroge ceux et celles qui ont tenu dans l'organisation ou dont l'intérêt porté à son avenir reste suffisamment fort. Les fractions des classes populaires les moins intégrées, celles qui sont parties avant d'avoir pu répondre, sont par définition quasi absentes de l'échantillon. Les chiffres présentés dans ce rapport sont donc à considérer comme des planchers, non des plafonds.

Il faut enfin noter qu'en raison de difficultés d'agenda de parts et d'autres,

ainsi que de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, ce rapport a été rendu plus tardivement que prévu. Les données sociographiques générales qui y sont présentées, particulièrement dans la première section, sont donc une photographie datant de janvier et février 2024. Cela étant, aucun indice ne tend à contredire les résultats et conclusions présentés dans les sections suivantes. Si le parti affiche un nombre d'adhérent·es supérieur et des victoires dans 2 communes de région parisienne, ces éléments semblent respectivement conjoncturel (notamment du à une période de congrès et de préparation de l'élection présidentielle) et relevant d'alliances localisées. Sur tout, aucun de ces éléments ne relève d'une transformation des structures du parti ni n'aurait en un temps si court pu faire évoluer en profondeur l'expérience partisane différenciée des militant·es, laquelle est l'objet principale de cette étude.

Encadré 1 — Limites structurelles de l'échantillon

Deux limites structurelles doivent guider la lecture. La première tient à la taille des sous-groupes : sur 673 adhérent·es et ex-adhérent·es, les classes populaires représentent environ 18% de l'échantillon, soit un effectif d'environ 120 personnes. Ce volume est insuffisant pour réaliser l'ensemble des croisements systématiques que nous aurions souhaité entre appartenance de classe et variables d'expérience partisane — les résultats doivent être lus comme des tendances confirmées toutefois par des seuils de significativité acceptables, qui ont été consolidées grâce aux divers ateliers menés.

La seconde limite tient au taux de couverture : avec 569 adhérent·es et 104 ex-adhérent·es répondant·es pour un parti qui s'estimait alors à 7 000-8 000 adhérent·es, on couvre entre 8 et 10% de la population militante formelle. Certaines personnes ont par ailleurs pu être empêchées du fait de la passation numérique du questionnaire, quand bien même un système de sauvegarde anonymisé a été mis en place. Ce taux autorise des analyses de tendance sérieuses – que nous avons vérifiées grâce à des tests de significativité statistique – mais rend fragiles les croisements portant sur des sous-populations restreintes. Une troisième catégorie mérite d'être signalée : 399 personnes ont été conservées dans l'échantillon bien que leur statut soit plus difficile à établir avec certitude. Le processus des États Généraux de l'Écologie permettait de devenir membre des Écologistes sans adhésion formelle au sens statutaire — créant un profil intermédiaire de « membre », entre sympathisant·e et adhérent·e. Cette zone grise affecte marginalement les croisements portant sur le statut, sans remettre en cause les grandes tendances observées. Cette sous-population n'est pas systématiquement intégrée aux traitements présentés ici.

L'apport de l'enquête TeO

Les questions portant sur les expériences vécues au sein du parti — dénigrement, refus de mandat, discriminations et violences sexistes et sexuelles etc. — sont directement inspirées de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO, INED). La démarche consiste, plutôt que d'évaluer des ressentis subjectifs (souvent minimisés par les personnes minorisées du fait de l'intégration du stigmat ou de la violence ordinaire), à identifier des expériences concrètement vécues, sans demander nécessairement à ce qu'elles soient conscientisées comme discriminatoires par la personne elle-même. Cette approche permet de capturer des mécanismes de discrimination structurelle que les enquêtes par opinion sous-estiment.

Une innovation : la construction de la variable de classe sociale

La variable de classe sociale mobilisée dans ce rapport (Classes dominantes / moyennes / populaires) constitue une innovation méthodologique construite spécifiquement pour cette enquête. Elle repose sur une méthode dite d'écrtage, qui consiste à partir d'une classification ternaire des CSP (Catégories Socio-Professionnelles, supérieures, intermédiaires, populaires), puis à reclasser itérativement des individus présentant des niveaux de revenu, de patrimoine ou de diplôme non attendus pour leur catégorie de départ. L'objectif est de produire une mesure de la position sociale qui

tient compte de l'ensemble des capitaux — économique (revenu et patrimoine) et culturel (diplôme) — plutôt que de la seule CSP, dont les limites pour rendre compte des situations matérielles et des rapports au monde sont bien documentées.

La méthode procède en trois itérations successives, autour de quatre variables (dite « quadri-variée » : (1) croisement CSP × revenu → classes intermédiaires A1/A2/A3 ; (2) croisement A × patrimoine → classes intermédiaires B1/B2/B3 ; (3) croisement B × diplôme → classification finale CDM / CMOY / CPOP. À chaque étape, un individu peut être reclassé vers le haut (écrtage ascendant) si ses ressources sont atypiquement élevées pour sa CSP d'appartenance, ou vers le bas (écrtage descendant) dans le cas inverse.

Cette méthode pourrait être reproduite dans de nouvelles études souhaitant mesurer de façon multidimensionnelle la position sociale de populations militantes ou associatives, pour lesquelles la seule CSP est fréquemment insuffisante. Le tableau ci-dessous en présente la logique complète.

Nous avons également pu documenter les origines sociales et nationales, sur une ou deux générations. Le taux de réponses étant inégal, cette variable est sous-utilisée mais offre quelques résultats toutefois intéressants.

Encadré 2 — Matrice d'écrtage pour la construction de la variable classes sociales

Étape 1 — CSP × Revenus → Classe A

	>3 880€	1 940–3 880€	1 383–1 940€	789–1 383€	<789€
CSP+	A1	A1	A1	A1	A2
CSP moy.	A1	A2	A2	A2	A3
CSP–	A2	A3	A3	A3	A3

Étape 2 — Classe A × Patrimoine (cf. catégories en annexe questionnaire) → Classe B

	Patrimoine ++	Patrimoine +-	Patrimoine -+	Patrimoine –
A1	B1	B1	B1	B2
A2	B1	B2	B2	B3
A3	B2	B3	B3	B3

Étape 3 — Classe B × Diplôme → CDOM / CMOY / CPOP

	Bac+5 et +	Bac+3	Bac	Sous le Bac
B1	CDOM	CDOM	CDOM	CMOY
B2	CDOM	CMOY	CMOY	CPOP
B3	CMOY	CPOP	CPOP	CPOP

CDOM = Classes dominantes | CMOY = Classes moyennes | CPOP = Classes populaires

I. QUI MILITE AUX ÉCOLOGISTES ? L'ASCENSION VERS L'ENTRE-SOI

1.1. Un parti d'élites culturelles et masculines mais pas de grands bourgeois

La population répondante à cette enquête (n = 1 072) est à deux tiers masculine (66,7%, ce chiffre correspond d'après la direction du parti aux données relevées par le parti dans son fichier d'adhérent·es), très largement diplômée du supérieur (Figure 1 et Figure 2). La majorité des répondant·es possède un diplôme de niveau Bac+5 ou plus (64,83%), soit six fois plus que dans la population française. La catégorie INSEE « Cadres et professions intellectuelles supérieures » au sens large représente également 64,83% des répondant·es, contre 10,20% dans la population générale — soit un écart de x6,4 (Figure 3). Cette catégorie recouvre à la fois les cadres du secteur privé (23,75%), les cadres du secteur public (19,6%), ainsi que les enseignant·es du supérieur, chercheur·es et professions intellectuelles.

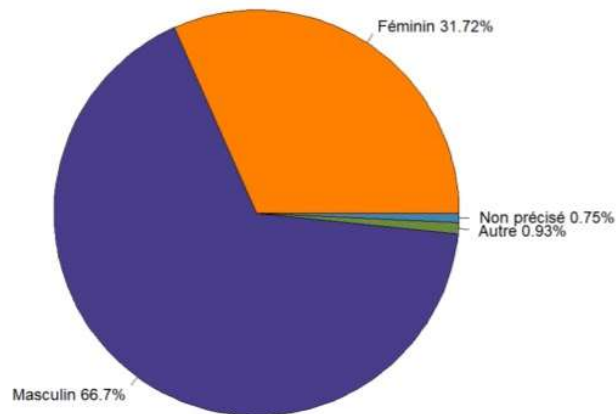
Les écologistes n'est pas un parti d'élites économiques. C'est un parti de la petite bourgeoisie intellectuelle, et la nuance est importante. Près de la moitié des répondant·es (49,63%) situent leurs revenus entre 1 940 € et 3 880 € nets mensuels — soit entre le salaire médian français et le seuil de richesse (Figure 4). Le patrimoine se concentre à 42,44% dans la tranche 180 000

€–700 000 € (Figure 5). Pour contextualiser : la moitié des ménages français a un patrimoine inférieur à 177 200 €, et seuls 10% des ménages ont un patrimoine supérieur à 700 000 €. On est loin de la grande bourgeoisie économique. L'entre-soi tient au capital culturel, pas à la rente ni à une autre forme de capital économique. Cette précision n'est pas anodine : elle permet de comprendre pourquoi le parti se vit sincèrement comme proche des gens, partageant avec les classes moyennes économiques des conditions matérielles similaires, tout en fonctionnant comme un club de pairs.

L'homogamie sociale vient confirmer et compléter ce tableau. 60% des conjoint·es de cadres répondant·es sont elles-mêmes ou eux-mêmes des cadres. Aussi : 36% des employé·es et 39% des ouvrier·es sont en couple avec des employé·es (Figure 6).

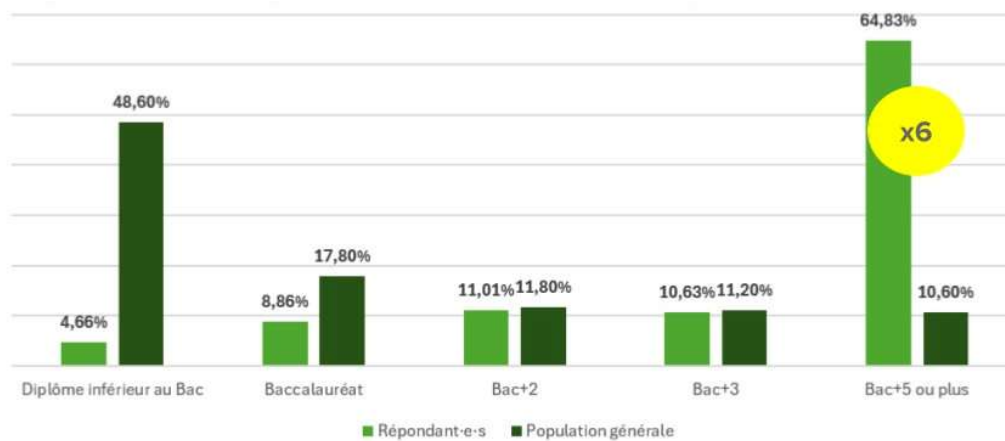
Cette homogénéité culturelle dominante est donc une entrave à des socialisations partagées, à des rapports au monde hybrides et enrichis. Elle auto-confirme des rapports dominants au monde et empêche une valorisation et une requalification des « compétences ordinaires du politique » (JOIGNANT, 2007) propres aux classes populaires et aux moins diplômé·es (extrêmement sous-représenté·es), au profit de celles légitimes apprises dans ces entre-soi

Figure 1 : La répartition des répondant·es selon le genre



Champ : Ensemble des répondant·e-s (1 072)

Figure 2 : La répartition des répondant·es selon le niveau de diplôme

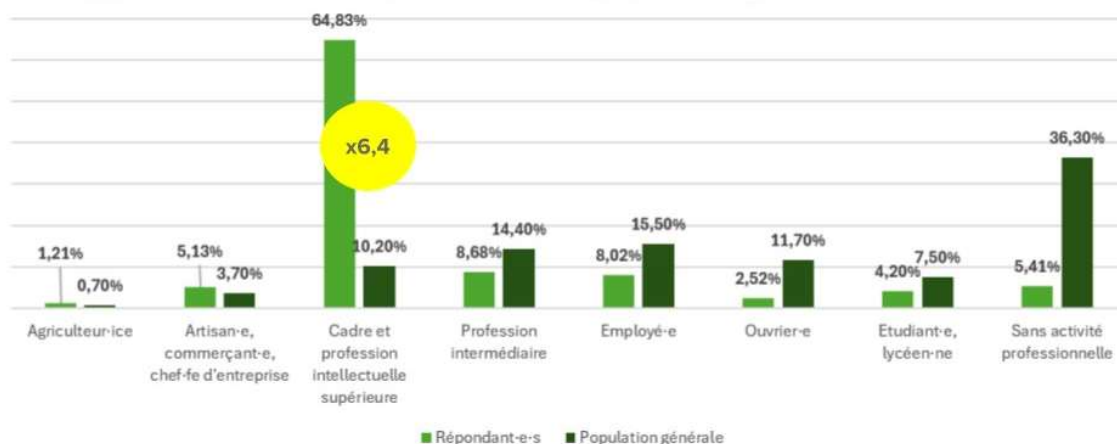


Champ : Ensemble des répondant·e-s (1 072)

Source : Insee, Recensement de la population, données 2021

La majorité des répondant·e-s possède un diplôme de niveau Bac+5 ou plus (64.83%), c'est 6 fois plus que l'ensemble de la population française. En revanche, seulement 4.66% des répondant·e-s ont un faible niveau de diplôme ou ne sont pas diplômé·e-s.

Figure 3 : Comparaison des CSP : répondant·es VS population générale

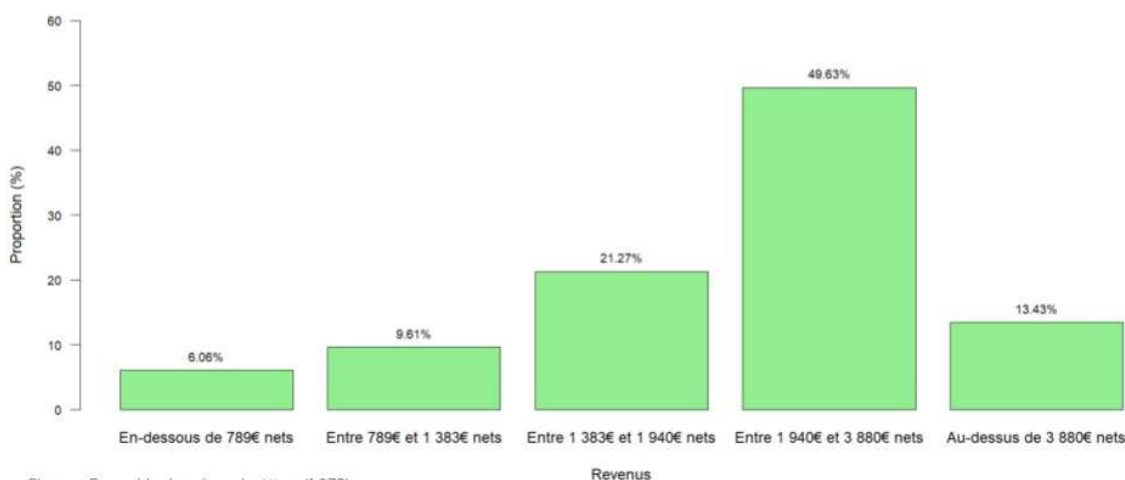


Champ : Ensemble des répondant·e·s (1 072)

Source : Insee, recensement de la population - données

Les cadres sont 6,4 fois plus représentés parmi les répondant·e·s par rapport à leur proportion dans la population générale.

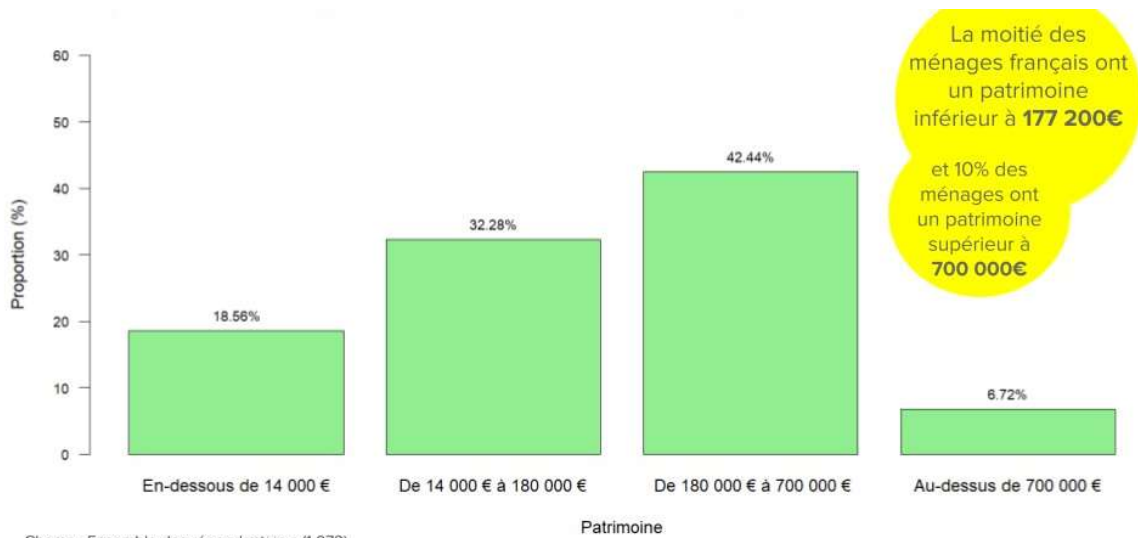
Figure 4 : La répartition des répondant·es selon les revenus mensuels



Champ : Ensemble des répondant·e·s (1 072)

Près de la moitié des répondant·e·s ont des revenus mensuels nets compris entre le salaire médian et le seuil de richesse (entre 1 940€ et 3 880€ nets par mois). 6,06% ont des revenus mensuels nets inférieurs au seuil de pauvreté (789€) et 13,43% ont des revenus mensuels supérieurs à 3 880€.

Figure 5 : La répartition des répondant-es selon le niveau de patrimoine



Champ : Ensemble des répondant·l·es (1 072)

42.44% des répondant-e-s ont un patrimoine compris entre 180 000€ et 700 000€.

Figure 6 : L'homogamie sociale des répondant-es

		CSP des conjoint-e-s						
		Agriculteur-ices	Artisan-es, Commerçant-es, Chef-fes d'entp.	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employé-es	Ouvrier-es	Sans activité professionnelle
CSP des répondant-e-s	Agriculteur-ices	40%	0%	20%	20%	0%	10%	10%
	Artisan-es, Commerçant-es, Chef-fes d'entp.	0%	7%	49%	22%	10%	0%	12%
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	1%	2%	60%	16%	12%	1%	7%
	Professions intermédiaires	0%	3%	43%	34%	11%	1%	8%
	Employé-es	0%	6%	30%	15%	36%	4%	9%
	Ouvrier-es	0%	0%	15%	8%	39%	23%	15%
		Sans activité professionnelle	0%	0%	40%	12%	12%	8%
		Total						

Chi² = 263.7626 d.f. = 36 p < 2e-16***

Champ : L'ensemble des répondant-e-s en couple (775)

Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

60% des conjoint-e-s de cadres sont elleux-même des cadres. Respectivement 36% et 39% des employé-e-s et ouvrier-e-s sont en couple avec des employé-e-s.

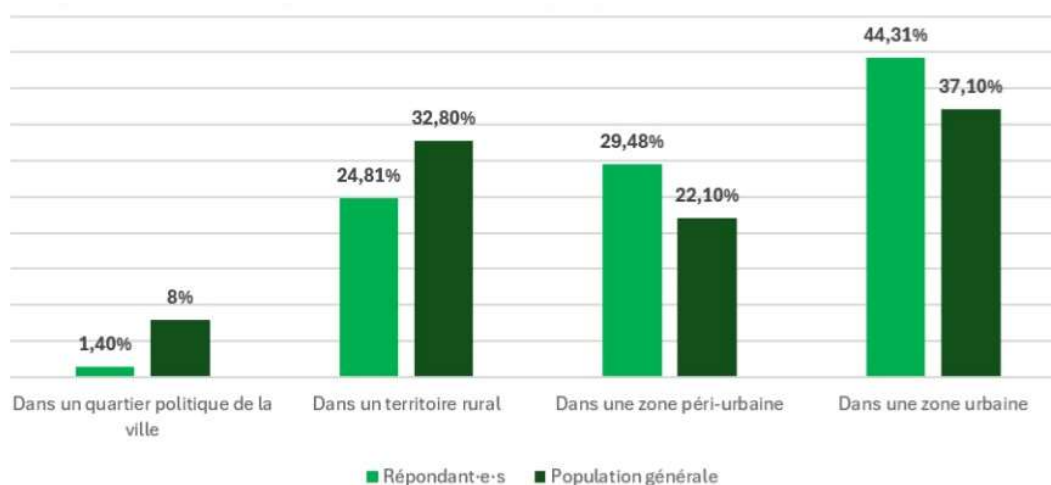
1.2. Une absence structurale des quartiers populaires mais pas des classes populaires

Le chiffre le plus frappant de l'ensemble du profil sociologique n'est pas un pourcentage élevé — c'est un pourcentage nul, ou presque. Seulement 1,4% des répondant-es résident dans un quartier populaire (Figure 7). Seulement 2,06% en sont originaires (Figure 9). L'absence est quasi totale. Si un biais de réponse peut exister, la distorsion par rapport à la population française (8% des habitant-es vivent en QPV, Insee Première, août 2024) est clairement un fait majeur.

Lors de l'atelier avec le bureau politique de septembre 2024, la réaction à ces données a été sans détour : « C'est flippant à voir et à constater » (atelier BP, 05/09/2024). Une organisation qui se définit comme prônant une écologie populaire et dont les quartiers populaires sont structurellement absents, peut-elle trouver des ressources pour une refondation sociale telle qu'espérée ? La question fait réagir unanimement.

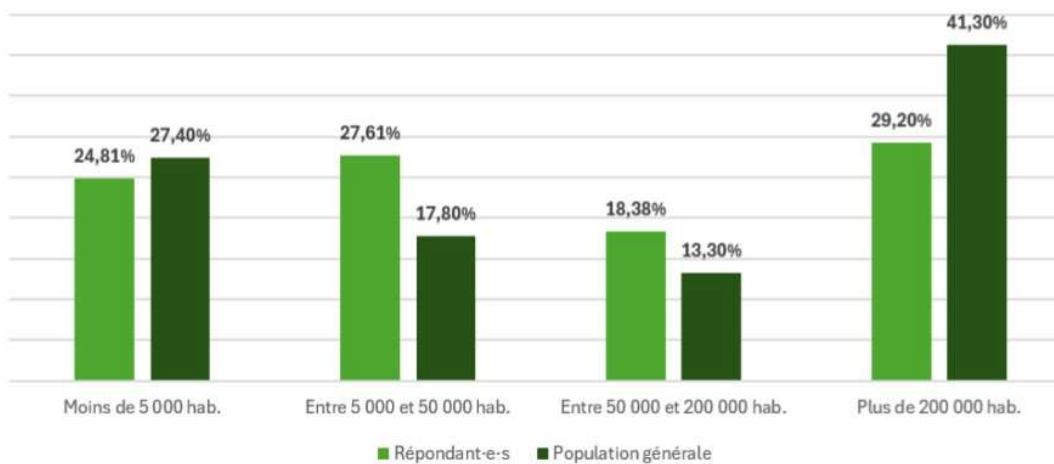
Les classes populaires ne sont pas pour autant absentes du parti. Celles présentes dans l'enquête sont, pour l'essentiel, celles qui résident dans les zones rurales et périurbaines (hors QPV) : les données montrent qu'elles y sont en fait surreprésentées par rapport aux zones urbaines (Figure 10). Le parti a davantage de liens avec une certaine ruralité populaire qu'avec les quartiers populaires urbains — ce qui n'est pas sans conséquences sur les représentations, les pratiques et les discours qu'il est capable de produire. Lors des divers ateliers de restitutions des données menés, cette observation a surpris tant la distorsion entre la façon dont le parti se vit (et est vécu depuis l'extérieur) et ce qu'il est se joue à un triple niveau : les classes populaires ne sont pas autant absentes du parti que celui-ci se l' imagine, les quartiers populaires sont eux quasi inexistants malgré des discours et actions menées depuis de nombreuses années (et des expériences d'implantation historiques ou récentes comme à Roubaix ou Marseille par exemple), les ruralités populaires sont présentes, de façon très significative, mais semblent peu mobilisées et mises en avant.

Figure 7 : La répartition des répondant-es selon le type de territoire de résidence



44,31% des répondant-e-s résident dans une zone urbaine, 29,48% dans une zone péri-urbaine, 24,81% dans un territoire rural et seulement 1,4% dans un quartier populaire.

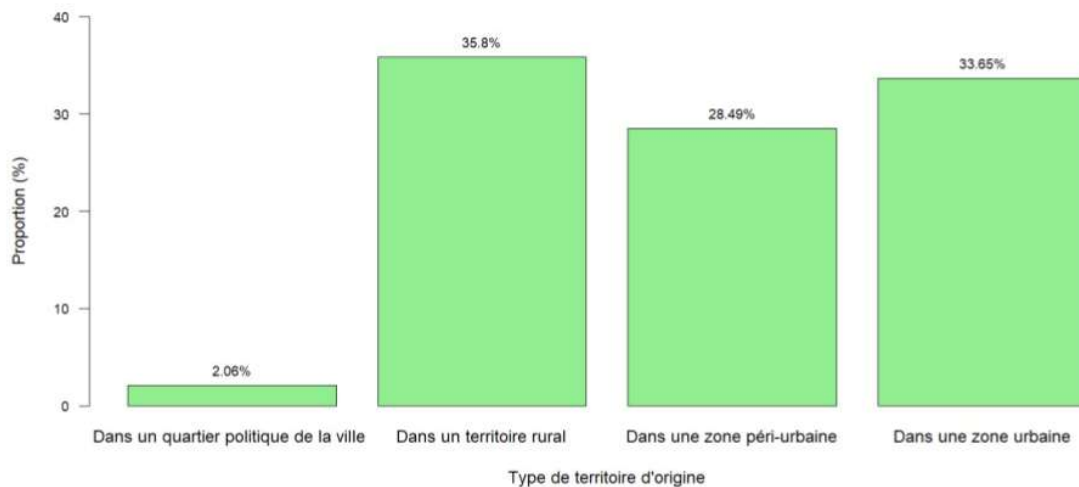
Figure 8 : La répartition des répondant-es selon la taille du territoire de résidence



Source : Insee, Recensement de la population - données 2020

29,2% des répondant-e-s résident dans une ville métropolitaine de plus de 200 000 habitant-e-s. Près d'un quart réside dans des bourgs ou villages de moins de 5 000 habitant-e-s.

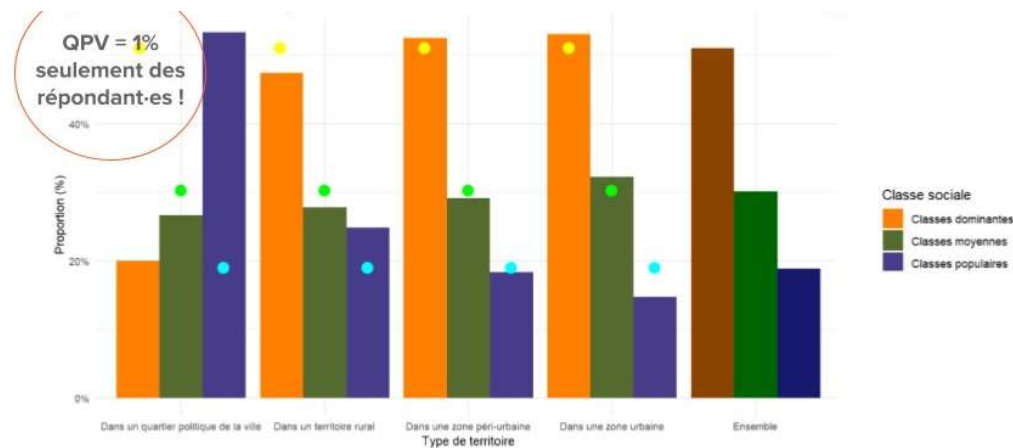
Figure 9 : La répartition des répondant·es selon le type de territoire d'origine



Champ : Ensemble des répondant·e-s (1 072)

Plus de la moitié des répondant·e-s sont originaires d'une zone urbaine ou péri-urbaine, 35.8% d'un territoire rural et seulement 2.06% d'un quartier populaire.

Figure 10 : La répartition des répondant·es en classes sociales selon le type de territoire



Champ : Ensemble des répondant·es (1 072)

Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

Chi² = 24.1609 ; d.f. = 6 ; p = 0.000488***

14.7% des répondant·e-s résidant dans dans une zone urbaine appartiennent aux classes populaires, alors qu'elles représentent 18.8% de l'ensemble des répondant·e-s, il y a donc une sous-représentation des classes populaires parmi les résident·e-s des zone urbaines. Elles sont largement sur-représentées parmi les quartiers populaires et les zones rurales.

1.3. Des adhérent·es en ascension sociale et en mobilité résidentielle

37,78% des répondant·es sont issu·es des classes populaires — leurs parents appartenaient aux CSP- (Figure 14). 42,07% connaissent une ascension sociale par rapport à leur milieu d'origine (Figure 15). 70,39% ne résident plus dans leur département d'origine, et 35,8% sont originaires d'un territoire rural (Figure 11 et Figure 9). Ces chiffres pourraient, à première lecture, accréditer l'idée d'un parti ouvert aux classes populaires. C'est l'un des paradoxes les plus frappants de cette étude, venant confirmer la littérature existante : le parti recrute préférentiellement parmi les fractions culturellement intégrées des classes populaires : celles qui ont déjà franchi le diplôme, quitté leur territoire d'origine, intériorisé les codes de la politisation légitime. Le parti Les écologistes n'arrive pas au début de la trajectoire — il en est souvent un rouage d'aboutissement et d'accélération. Un·e participant·e à l'atelier JDE formulait cette dynamique en mobilisant le travail de Benoît Coquard sur les classes populaires rurales : « les militant·es de l'écologie, c'est précisément « ceux qui partent » » (ref. à Ceux qui restent, La Découverte, 2019, cité dans l'atelier JDE, 23/08/2024) — ceux qui ont effectué une mobilité résidentielle et sociale, qui ont décroché d'un milieu d'origine dont ils ont conservé la mémoire mais pas les contraintes.

En l'état, donc, l'ascension sociale ne crée pas une passerelle et une loyauté stable

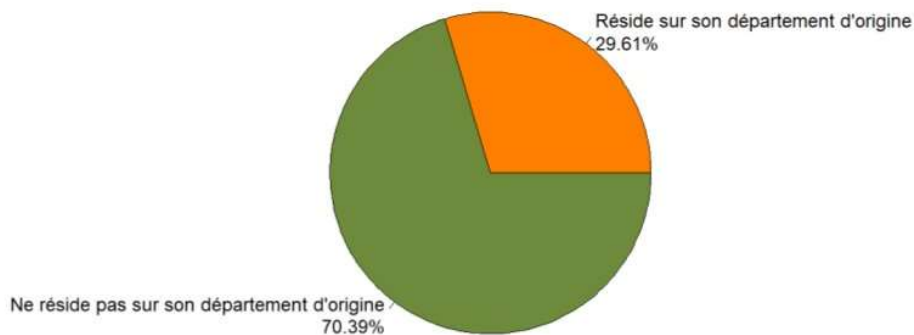
envers les classes populaires. Elle peut créer une communauté de transfuges plutôt que de transclasses (JACQUET, 2014), liés par un parcours commun de distinction culturelle et résidentielle sans présager de ce que nous appellerons ici une fidélité de classe d'origine.

Les CSP des parents viennent compléter ce portrait. Près de 17% des répondant·es ont un père cadre du secteur privé mais 11% ont un père ouvrier qualifié, 7% un père agriculteur, 9% un père artisan ou commerçant (Figure 12). Du côté des mères : près de 30% ont une mère sans activité professionnelle, 10,5% une mère professeure des écoles, plus de 15% une mère employée (Figure 13). Ces données confirment la forte proportion de transclasses dans le parti.

Une première esquisse de préconisation peut dès lors être posée : si tant est qu'un parti, ou une quelconque organisation, puisse se réformer structurellement depuis l'existant, quels sont les processus de reconstruction d'une fidélité de classe nécessaire à rompre avec les situations de « gate keeper » (DEVULDER, 2024). Autrement dit : ces personnes transclasses peuvent-elles être des ressources de la transformation d'une organisation politique en compétition vers le pouvoir, donc produisant par définition des ascensions sociales attendues ?

En effet, si ces histoires familiales pourraient devenir des ressources d'ancrage, encore faut-il qu'elles soient conscientisées et ne deviennent pas des prétextes à parler « à la place de ».

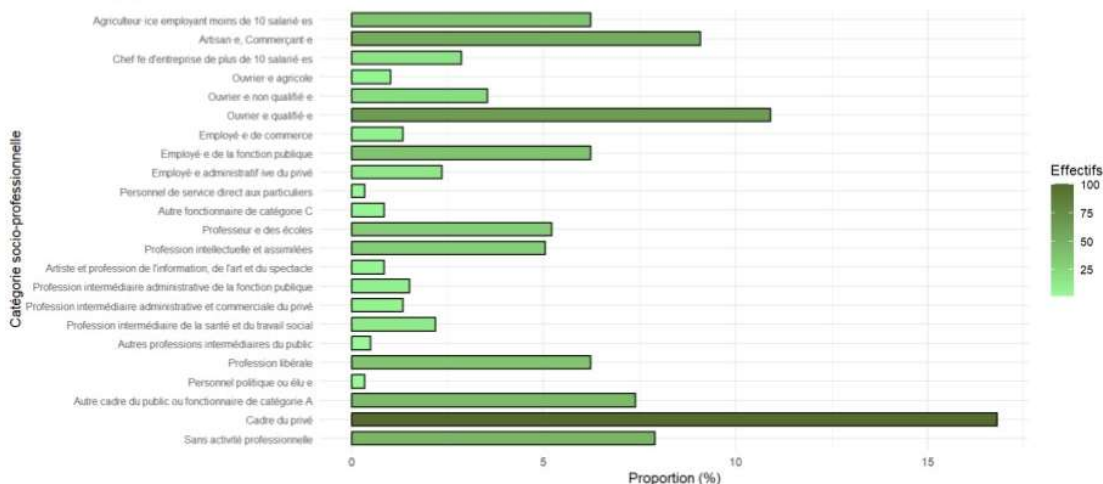
Figure 11 : La répartition des répondant-es selon la mobilité résidentielle



Champ : Ensemble des répondant-e-s (1 072)

70.39% des répondant-e-s ont connu une mobilité résidentielle : iels ne résident pas dans leur département d'origine. 29.61% résident encore dans leur département d'origine.

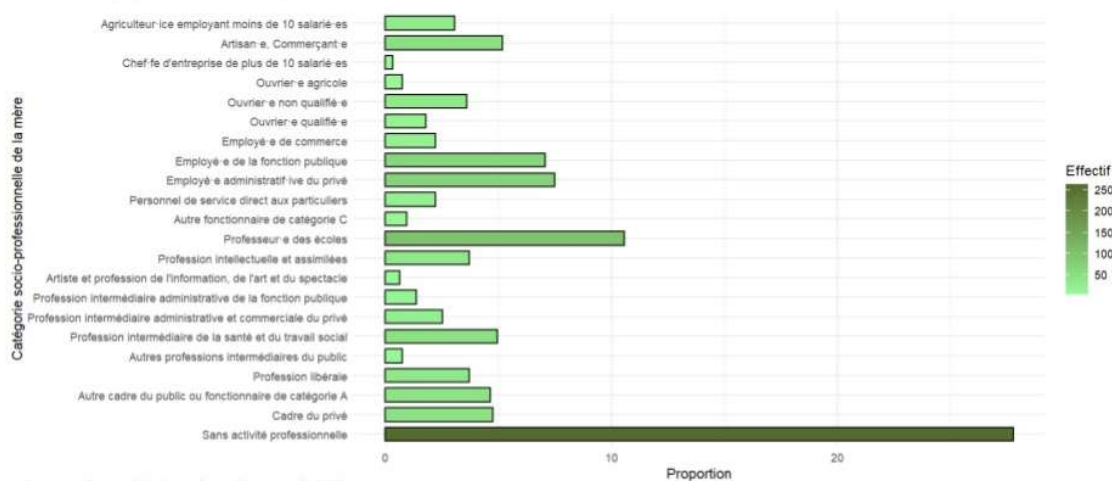
Figure 12 : La catégorie socioprofessionnelle du père



Champ : Ensemble des répondant-e-s (1 072)

Près de 17 % des répondant-e-s ont un père cadre dans le secteur privé, tandis que 11 % ont un père ouvrier qualifié et 9 % un père artisan ou commerçant.

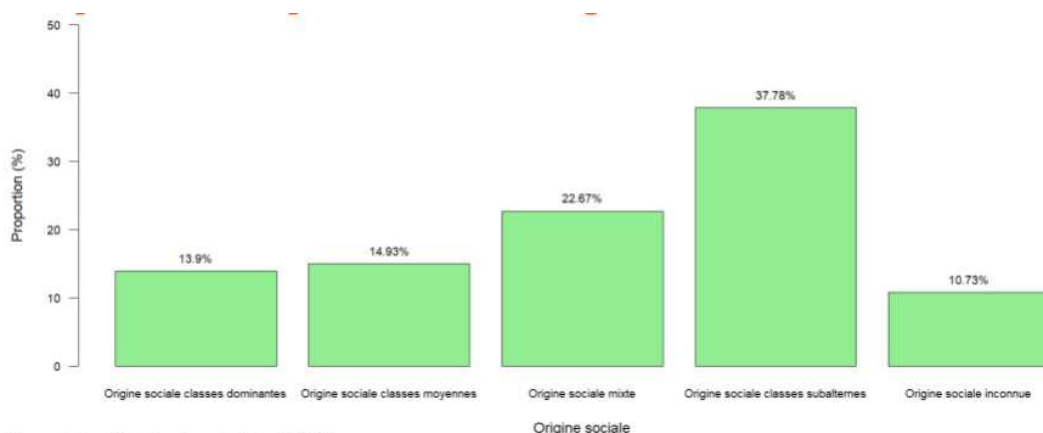
Figure 13 : La catégorie socioprofessionnelle de la mère



Champ : Ensemble des répondant·e·s (1 072)

Près de 30% des répondant·e·s ont une mère sans activité professionnelle, tandis que 10.50% ont une mère professeure des écoles, plus de 15% ont une mère employée (secteurs publics et privés confondus).

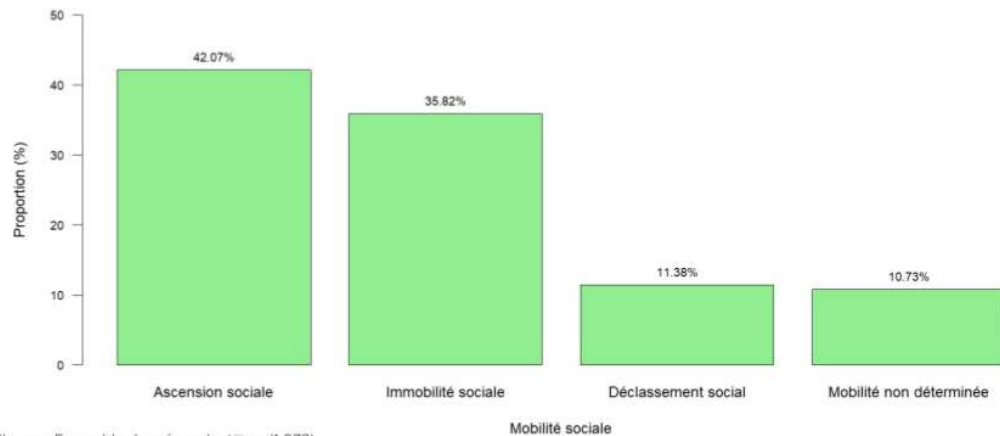
Figure 14 : La répartition des répondant·es selon l'origine sociale



Champ : Ensemble des répondant·e·s (1 072)

37.78% des répondant·e·s proviennent des classes subalternes, c'est-à-dire que leurs parents appartiennent aux CSP-. 14.93% sont issu·e·s des classes moyennes, tandis que 13.90% viennent des classes supérieures. En outre, 22.67% des répondant·e·s présentent une origine sociale mixte, avec un parent appartenant à une classe plus favorisée que l'autre. Enfin, pour 10,73% des répondant·e·s, l'origine sociale reste indéterminée.

Figure 15 : La répartition des répondant-es selon la mobilité sociale



42.07% des répondant-e-s connaissent une ascension sociale, c'est-à-dire que leurs parents occupaient des positions socio-économiques inférieures à celles qu'ils occupent actuellement. 35.82% occupent la même position sociale que leurs parents, tandis que 11.38% ont connu un déclassement. La mobilité sociale reste indéterminée pour 10.73% des répondant-e-s.

1.4. Un parti dominé par les élites mais pas totalement homogène

La sous-représentation des classes populaires est plus forte parmi les adhérent-es (le noyau militant formel) que dans l'ensemble des répondant-es. Les classes populaires représentent 18,84% de l'ensemble de la population répondante (Figure 16). Elles sont à l'inverse mieux représentées parmi les sympathisant-es-membres (Figure 17), qui constituent le cercle le moins engagé formellement. Deux interprétations sont dès lors possibles et non contradictoires : la sélection sociale s'intensifie donc à mesure que l'on progresse vers le cœur de l'organisation ; le parti bénéficie d'une relative attraction vers les classes populaires sur laquelle il s'agirait de capitaliser.

Les jeunes de moins de 30 ans constituent une exception partielle : 47,5% d'entre eux-elles appartiennent aux classes populaires (Figure 18). Cette donnée doit être interprétée avec prudence : elle reflète en partie le fait que les étudiant-es sont classé-es parmi les classes populaires dans la

méthodologie de l'enquête du fait de leurs faibles revenus et patrimoines (cf. limite de la méthode d'écrêtage).

La distribution géographique des répondant-es — 44,31% en zone urbaine, 24,81% en zone rurale, 29,48% en zone péri-urbaine, et 1,4% en QPV (Figure 7) — suggère que le parti s'implante là où les coûts sociaux d'entrée dans l'écologie politique sont les plus supportables, où le parti bénéficie de ressources et où les universités produisent des militant-es « aptes » à l'écologie politique telle qu'elle est aujourd'hui. Les classes dominantes bénéficient donc d'un double avantage dans les centres urbains denses, là où se concentre le pouvoir économique et institutionnel (Figure 19), une dynamique d'accélération de la préemption du pouvoir que le collectif dlp a déjà longuement documenté (*op. cit.*).

Pour autant, ni la part de classes populaires, ni les origines sociales des militant-es, ni encore leurs territoires de résidence ne viennent valider l'image d'un parti homogène, bourgeois des métropoles. Au contraire, il faut noter une réelle présence (même si minoritaire, mais là encore cette

sociologie n'est pas surprenante pour un parti politique dans les années 2020) de classes populaires et de personnes vivant en territoires ruraux ou péri-urbains, donne à voir des poussées d'hétérogénéité, minoritaire mais non exceptionnelle, mais surtout sous-visible dans l'imaginaire et les discours du parti.

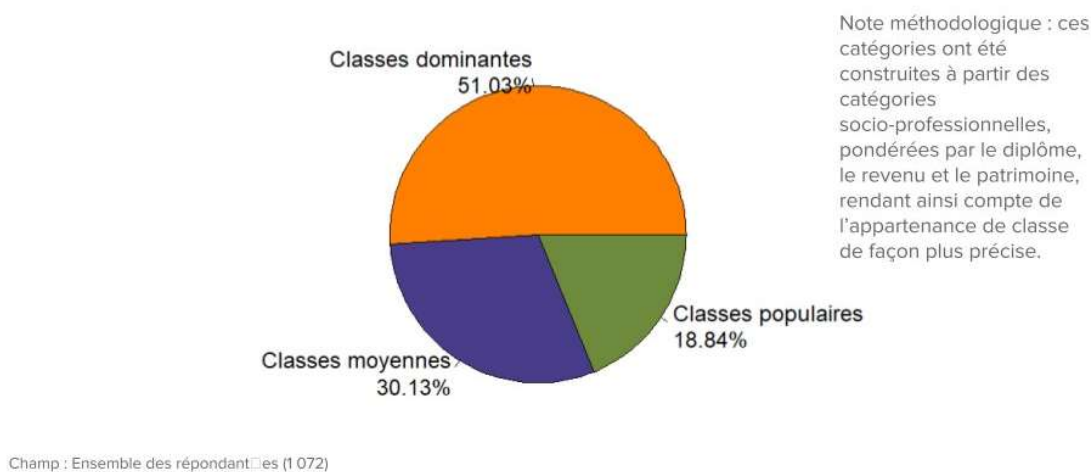
Sur les origines nationales, même constat : 88,58% des répondant·es n'ont aucun parent de nationalité étrangère. 4,03% ont un parent d'origine étrangère, 7,39% en ont deux (Figure 20). Ces chiffres sont donc assez proches des données existantes sur le sujet quant à la population française : 9 % de la population sont immigré·es, 12 % sont descendant·es d'immigré·es de 2e génération (parent·es étranger·es) et, parmi les moins de 60 ans, 10 % sont descendant·es d'immigré·es de 3e génération (LÉ, SIMON, COULMONT, INSEE Première, 2022). Si ces données sont à ne pas confondre avec une potentielle donnée sur la racialisation (ce que le questionnaire initial prévoyait de tenter d'identifier à travers les variables liées à la discrimination, mais que le nombre de répondant·es ne nous permet pas d'obtenir avec fiabilité), elles donnent plutôt à voir un parti semblable à la sociologie du pays. Cette hétérogénéité n'implique pourtant pas mécaniquement – nous le verrons – que l'expérience partisane est vécue comme positive et égalitaire. Aussi, comme l'ont montré De-

moulin et Bacqué (2025), les positions politiques acquises par les personnes racisées de haute lutte sont fréquemment occupées par des personnes en forte ascension sociale, un constat cohérent avec les résultats présentés ci-dessus.

Ces données donnent tout de même en creux l'indice d'une logique d'entonnoir, qui démarre par l'entrée sélective au sein du parti de profils sociaux plutôt dominants et en ascension sociale. Que ce soit par l'homogamie sociale, la forte présence de classes dominantes dans les zones urbaines où se situent les espaces de décision institutionnels, ou l'intensification mesurable de la sélection à mesure que l'on progresse vers le noyau formel de l'organisation, les classes dominantes bénéficient comme dans d'autres partis d'un double avantage structurel : celui d'être là où se joue le pouvoir partisan, et celui d'y être déjà reconnues comme légitimes. Ce n'est pas que le parti soit fermé — la présence réelle de classes populaires, notamment en ruralité, dément ce cliché – mais qu'il sélectionne.

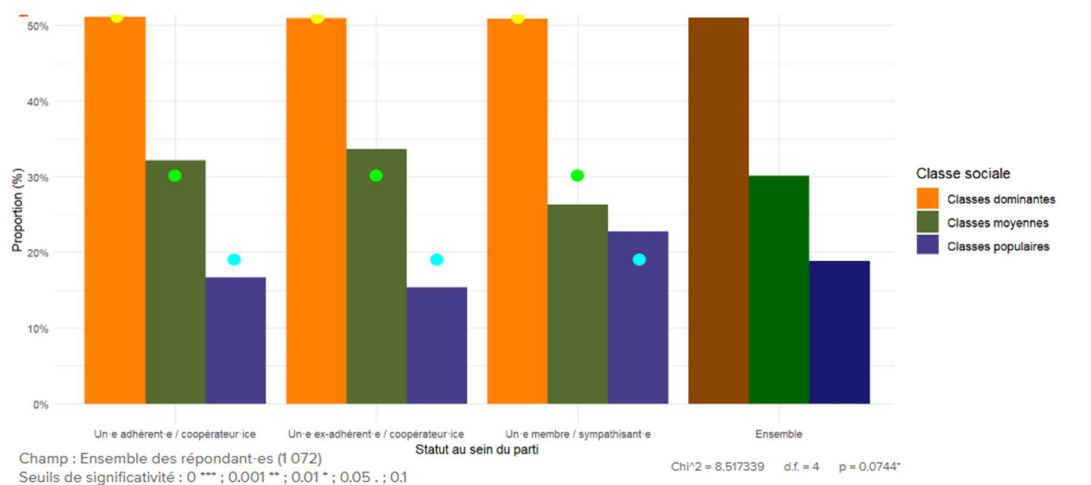
Une question reste ouverte à ce stade : cette dynamique de sélection progressive se prolonge-t-elle, et s'intensifie-t-elle, au moment du passage à la compétition électorale ? C'est ce que la Partie II examine, à partir d'une exploitation inédite des données sur les candidatures écologistes sur la période 2007-2024.

Figure 16 : La répartition des répondant-es en classes sociales



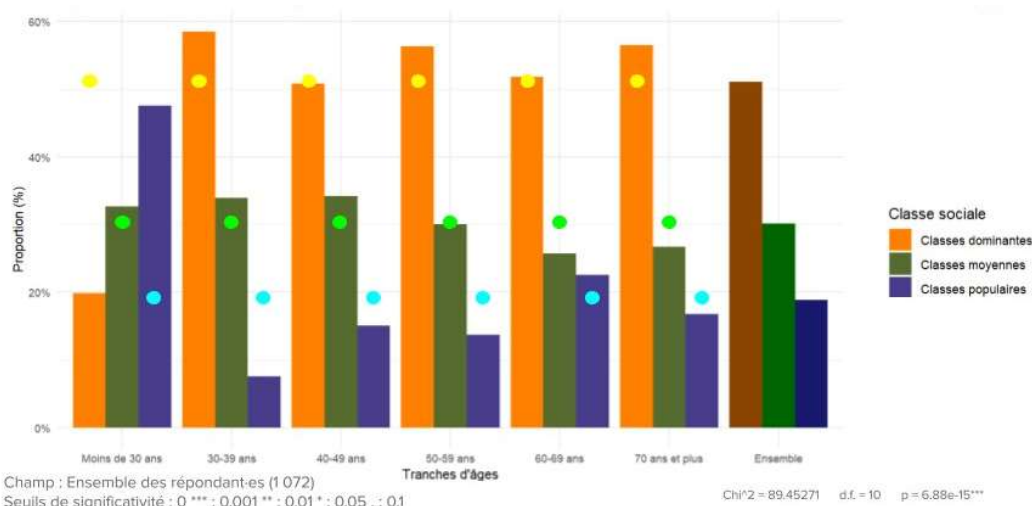
La moitié des répondant-es appartiennent aux classes dominantes (51.03%), 30.13% aux classes moyennes et 18.84% aux classes populaires.

Figure 17 : La répartition des répondant-es en classes sociales selon le statut au sein du parti



16.7% des adhérent-e-s appartiennent aux classes populaires. Ces dernières représentent 18.8% de l'ensemble des répondant-es. Il y a donc une sous-représentation des classes populaires parmi les adhérent-e-s. Elles sont à l'inverse sur-représentées parmi les sympathisant-e-s.

Figure 18 : La répartition des répondant-es en classes sociales selon la tranche d'âge



47.5% des répondant-e-s de moins de 30 ans appartiennent aux classes populaires. Celles-ci représentent 18.8% de l'ensemble des répondant-e-s, il y a donc une sur-représentation des classes populaires parmi les plus jeunes. Les classes dominantes sont sur-représentées parmi les 30-39 ans.

Figure 19 : Les classes dominantes bénéficient d'un double avantage dans les zones urbaines denses

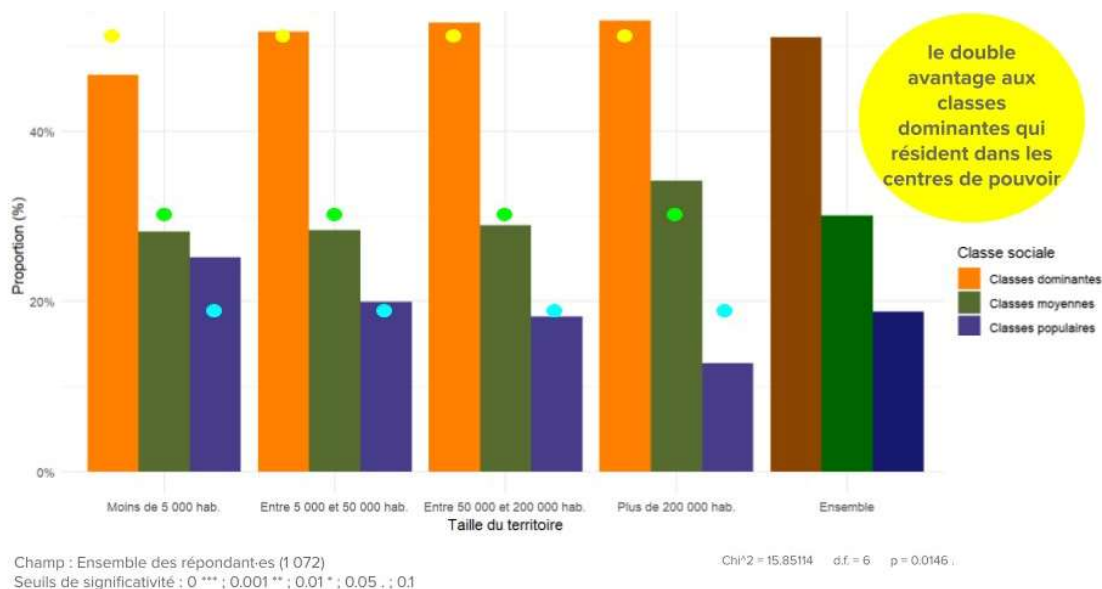
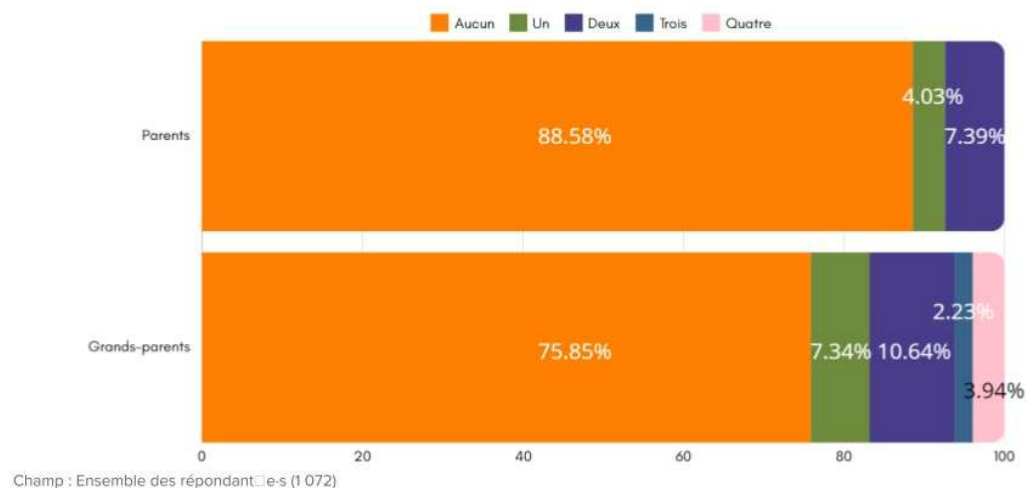


Figure 20 : La répartition des répondant·es selon l'origine nationale des parents et grands-parents



4.03% des répondant·e-s ont un parent de nationalité étrangère, 7.39% en ont deux.
10.64% des répondant·e-s ont deux grands-parents de nationalité étrangère.

II. LA COMPETITION ELECTORALE : UNE DISTRIBUTION SOCIALE ET GENREE DES RÔLES

Le collectif démocratiser la politique (DLP), accompagné par le laboratoire GDRV, a compilé et mis à disposition une base de données inédite sur l'ensemble des candidat·es et élu·es depuis 2002 à partir du Répertoire National des Élections (RNE, Ministère de l'Intérieur), exploitable en ce qui concerne les écologistes (cf. encadré suivant)

sur les élections législatives, départementales, européennes et sénatoriales de 2007 à 2024. Ces données permettent, pour la première fois, de mesurer la composition sociale des candidat·es et des élu·es écologistes sur quasiment deux décennies et d'en suivre l'évolution dans le temps. Leur exploitation confirme les tendances observées dans le questionnaire.

Encadré 3 — Périmètre, sources et limites des données issues de la base DLP

Sources. Données issues du RNE (Ministère de l'Intérieur), compilées par le collectif DLP dans une base de données inédite. Les candidat·es écologistes sont identifié·es par la variable « nuance » (catégorisation préfectorale) ou « étiquette politique » (déclaratif du candidat). La variable de classe (CDOM / CMOY / CPOP / RET) correspond à la nomenclature C4 du collectif DLP, basée sur la profession déclarée dans le RNE, différente de la nomenclature issue du questionnaire de cette étude.

Scrutins exclus. Municipales et régionales : la catégorisation par le ministère des listes d'union de gauche ne permettent pas d'isoler les candidat·es EELV. Législatives 2022 : fusion dans la NUPES (aucune distinction par parti dans le RNE, contrairement à 2024).

Scrutins retenus. Législatives 2007, 2012, 2017, 2024 (n=1 329 candidat·es, n=32 élu·es) · Départementales 2008, 2011, 2015, 2021 (n=3 608, n=175) · Européennes 2009, 2014, 2019, 2024 (n=369, n=24) · Sénat 2008, 2011, 2014, 2017, 2020, 2023 (n=578, n=22). Note : pour les législatives 2024, n=14 candidat·es identifié·es, du fait de l'intégration de la majorité des candidat·es EELV dans les listes NFP. La catégorie « étiquette politique » fonctionnant par déclaration du/de la candidate au préalable, le recensement est imparfait, particulièrement pour les législatives de 2024 (non étiquetage car candidatures « société civile sur quota écologiste » ou changement de groupe parlementaire après l'élection).

Non-comparabilité avec les données du questionnaire. La variable de classe est construite différemment (C4 vs écrêtage trivarié) et les retraité·es ne sont pas qualifié·es par classe d'origine dans le RNE. Les comparaisons entre les deux sources sont pertinentes mais

doivent s'appuyer sur les seules classes actives (CDOM, CMOY, CPOP hors RET) pour les rapprochements les plus directs et doivent être considérées comme des tendances du fait de la nature très différente de la collecte (CSP agglomérées dans le questionnaire vs professions reclassées pour les candidatures + volatilité de l'attention dans l'auto-déclaratif des candidat·es vs probabilité d'une précision plus grande dans le remplissage du questionnaire)

2.1. L'escalier du pouvoir : les classes dominantes sur-représentée à chaque échelon

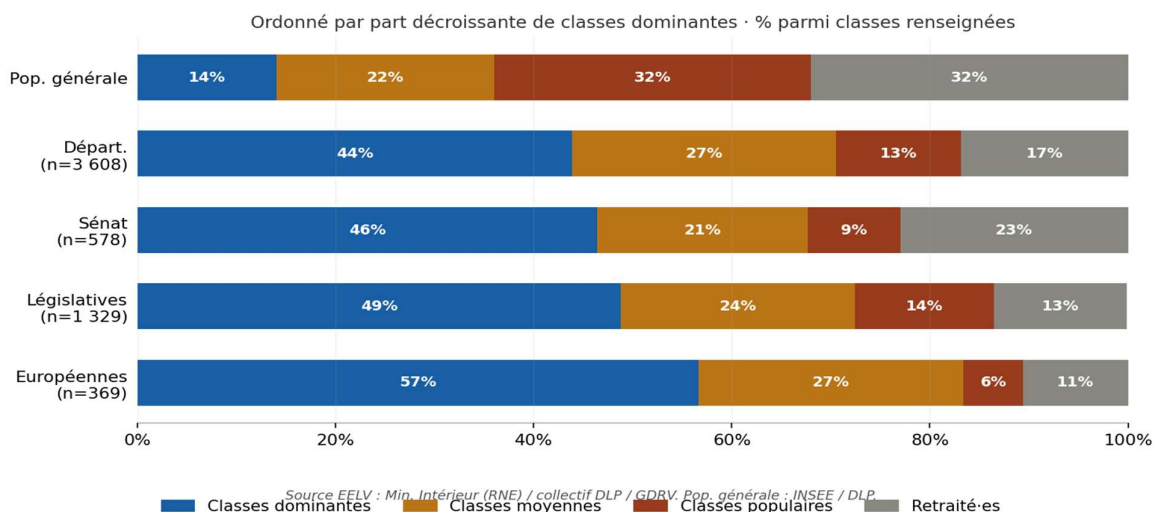
La figure 21 présente la composition sociale des candidatures (agglomérées, donc certain·es candidat·es sont compté·es plusieurs fois – ce traitement dit donc « combien de fois les écologistes ont investi/fait élire telle classe sociale ») pour chaque scrutin, sur l'ensemble de la période étudiée, en comparaison avec la population générale. Le constat est sans surprise : à chaque marche de l'escalier (inspiré de « l'escalier périlleux du pouvoir » du rapport *Tous les mêmes ?*), les classes dominantes sont surreprésentées par rapport à leur poids démographique (14 %), et les classes populaires sous-représentées par rapport à leur poids réel (32 %). Parmi les candidatures, la part des classes dominantes varie de 44 % (départementales) à 57 % (européennes).

Les Écologistes ne font donc pas exception à une tendance documentée dans

l'ensemble du champ politique. Le collectif DLP note que les partis politiques fonctionnent, quelle que soit leur couleur, comme des accélérateurs de la sélection sociale : dans les candidatures de gauche affiliées à des partis, la part des classes populaires tombe à 23 %, contre 29 % pour l'ensemble des candidatures de gauche (tous scrutins confondus, de 2002 à 2024), inclus les « divers gauche », hors partis (DLP, *Tous les mêmes ?*, 2025, p. 35).

Ici comme dans l'ensemble du champ politique (id.), les européennes se révèlent être les scrutins les plus difficiles d'accès, tandis que la sociologie des candidatures aux départementales semble plus proche de la sociologie du parti, les élections législatives et sénatoriales occupant une place intermédiaire. Les militant·es sont donc sélectionné·es socialement : cette marche périlleuse vers le pouvoir devient d'autant difficile en ce qui concerne les élections parlementaires, tandis que la plus grande accessibilité des élections départementales semble indiquer une distribution des rôles entre le local et le national. Nous y reviendrons.

Figure 21 : Composition sociale des candidatures EELV par scrutin



% parmi classes renseignées. Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. Pop. générale : INSEE / DLP.

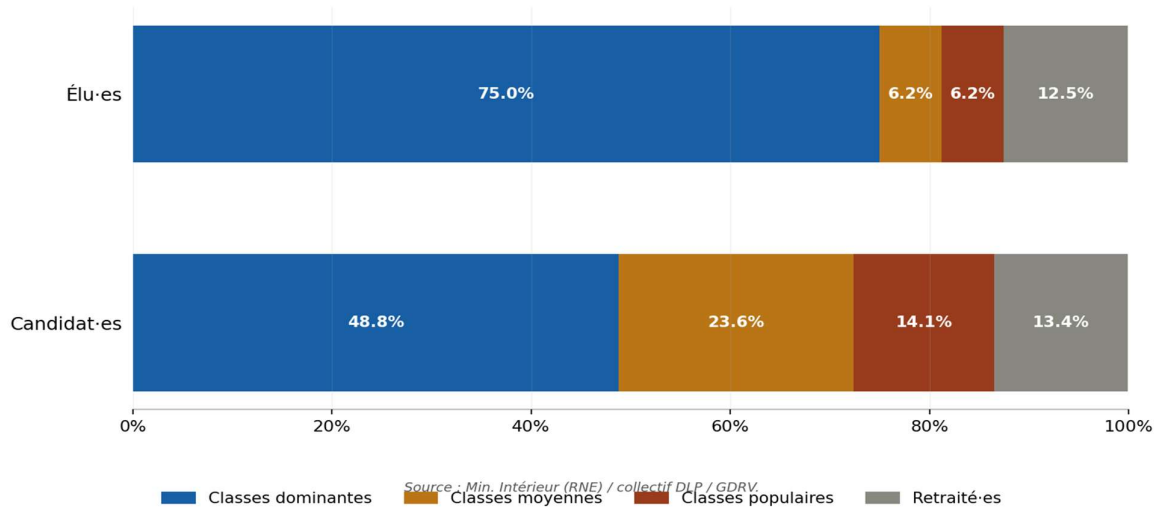
2.2. Le plafond de verre : de la candidature à l'élection

Les Figures 22 à 25 comparent maintenant la composition sociale des candidatures et des élu·es pour chaque scrutin. L'effet de sélection est ici bien plus clair : la part des classes dominantes augmente fortement de la candidature à l'élection, tandis que celle des classes populaires diminue. L'écart le plus saisissant concerne les législatives : les classes dominantes passent de 49 % parmi les candidat·es à 75 % parmi les élu·es, soit un saut de 26 points (figure 22). Aux départementales (figure 23), le saut est de 12 points (44% vs 56 %) : la marche se referme.

Aux européennes (figure 25) et aux sénatoriales (figure 26), l'effet de sélection prend une forme plus radicale : les classes

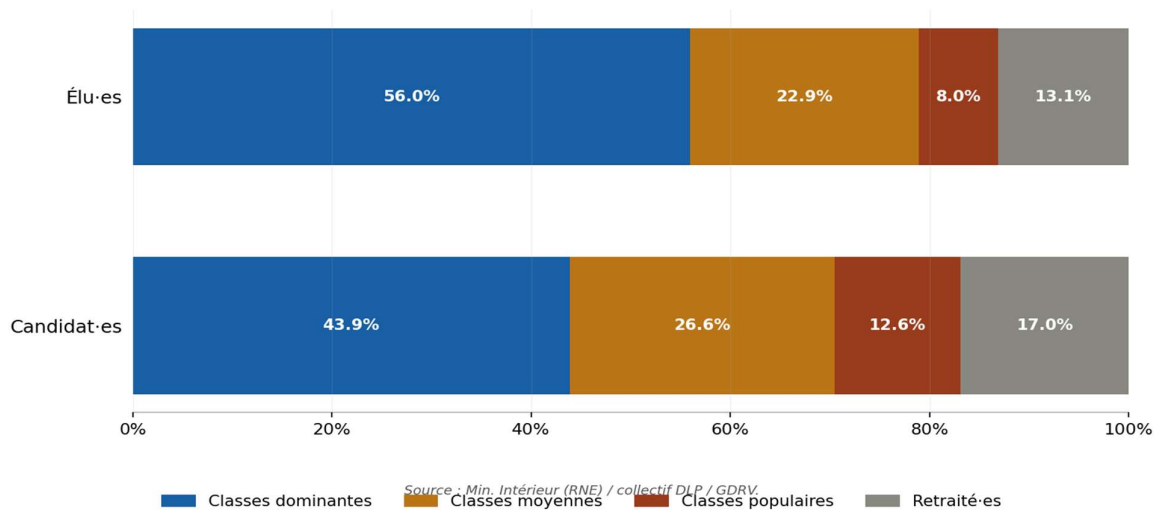
populaires sont totalement absentes des rangs des élu·es sur l'ensemble de la période. Ce phénomène d'absentisation — pour reprendre la terminologie du rapport Tous les mêmes (DLP, *op. cit.*) — n'est pas une simple sous-représentation : c'est une exclusion de fait et elle détermine les sentiments légitimes de non-représentation dont nous discuterons en sixième partie de ce rapport. Pour les scrutins de liste (européennes, Sénat), le positionnement hors des positions éligibles en est le mécanisme principal : un plafond de verre s'impose aux candidat·es issues de classes populaires, similaire à celui étudié par le collectif DLP à propos des municipales. Pour les scrutins nominaux (législatives, départementales), on peut faire l'hypothèse que la répartition sur des circonscriptions moins gagnables produit un résultat comparable.

Figure 22 : Comparaison candidatures vs élu·es — Législatives



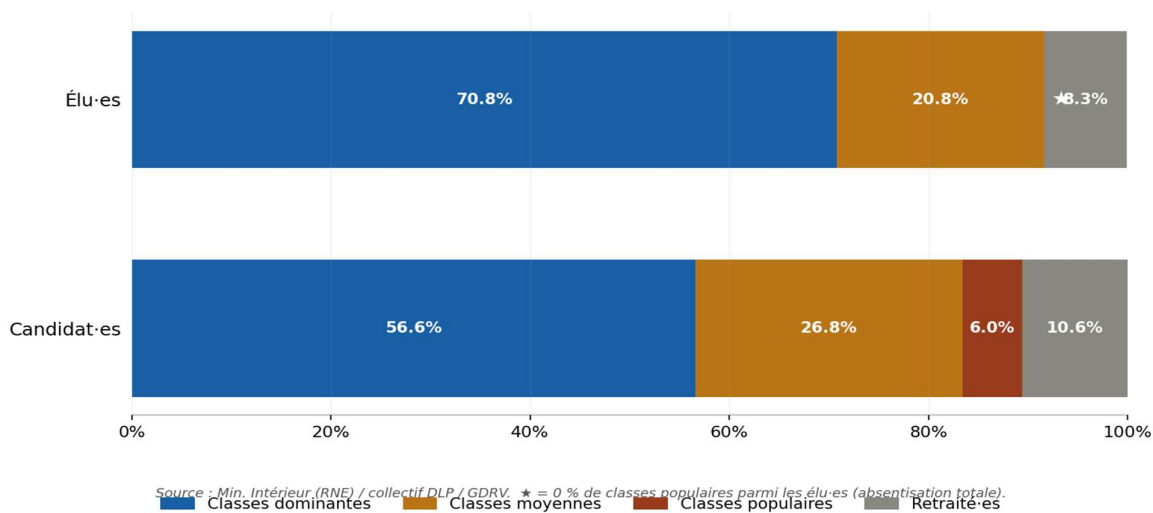
Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. (cand. n=1 329 · élus n=32)

Figure 23 : Comparaison candidatures vs élu·es — Départementales



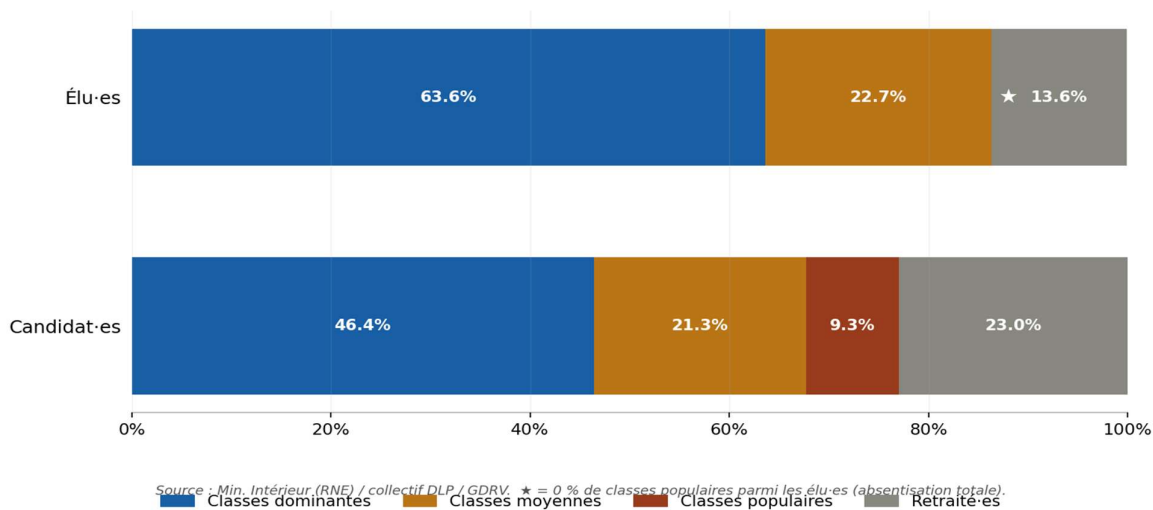
Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. (cand. n=3 608 · élus n=175)

Figure 24 : Comparaison candidatures vs élu-es - Européennes



★ 0 % de classes populaires parmi les élu-es sur l'ensemble de la période observée. Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. (cand. n=369 · élus n=24)

Figure 25 : Comparaison candidatures vs élu-es — Sénat



★ 0 % de classes populaires parmi les élu-es sur l'ensemble de la période observée. Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. (cand. n=578 · élus n=22)

2.3. Une tendance de fond : l'embourgeoisement dans le temps

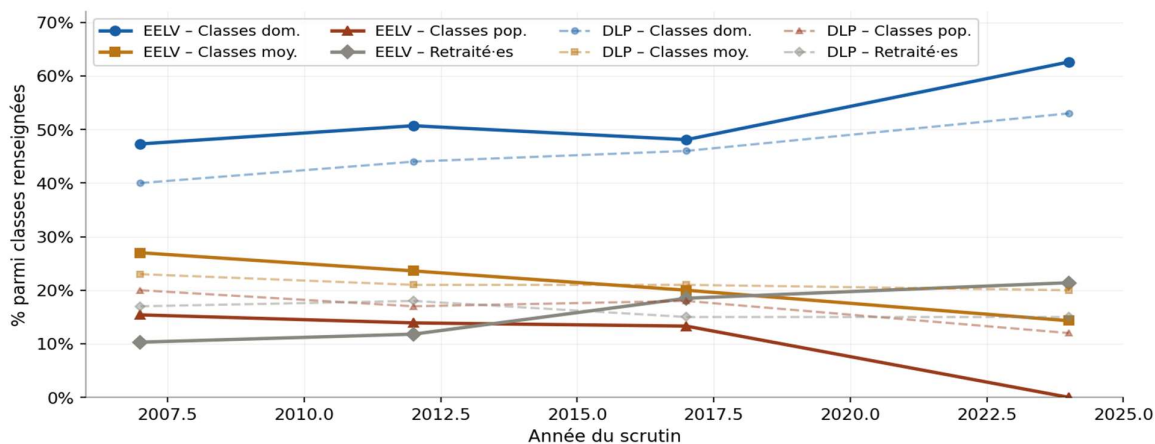
Les Figures 26 à 29 retracent l'évolution de la composition sociale des candidat·es écologistes pour chaque scrutin entre 2007 et 2024 (effectifs trop petits pour étudier les élu·es). Une tendance commune se dégage : la part des classes dominantes progresse dans tous les scrutins, tandis que celle des classes populaires recule. Ce mouvement n'est pas propre aux Écologistes. Les courbes en pointillés, issues du rapport Tous les mêmes (ibid.), représentent l'évolution de la même variable pour l'ensemble du champ politique — toutes étiquettes confondues. La convergence des tendances est nette : la hausse des classes dominantes et la baisse des classes populaires concernent le champ politique dans son ensemble et Les écologistes ne font pas exception.

Deux éléments distinguent toutefois la trajectoire des Écologistes. Le niveau de départ des classes dominantes y est systématiquement plus élevé que dans le champ politique général : dès les législatives de 2007, elles sont plus nombreuses de 7 points parmi les candidat·es par rapport au reste du champ politique (47 % vs 40 %, figure 26), et

cet écart atteint 14 points aux européennes en 2009 (52 % vs 38 %, figure 28). Cet écart se creuse ensuite : aux européennes, il passe de 14 à 24 points entre 2009 et 2024. Les Écologistes ne créent pas la tendance à l'embourgeoisement — ils la suivent et parfois l'accélèrent depuis une position déjà plus dominante que la moyenne.

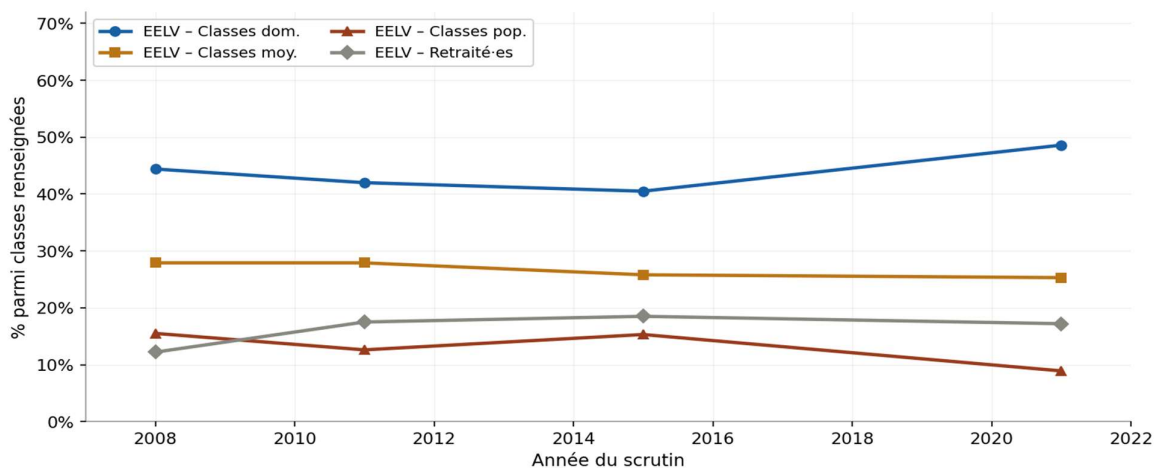
Notons toutefois qu'aux départementales (figure 27, données sur le champ politique général non documentées par DLP), cette tendance se révèle encore une fois bien moins nette. Dans un parti occupant une relativement faible position de pouvoir institutionnel, ceci n'est pas une surprise. Ce constat vient en nourrir un autre, déjà effectué à propos du RN (lui aussi, institutionnellement relativement marginal jusqu'à peu) : les classes supérieures entrent en compétition pour le pouvoir là de réelles opportunités existent, tandis que des échelles plus faibles de pouvoir peuvent être « délaissées », créant ainsi une contre-opportunité pour des catégories moyennes et populaires de se maintenir sans subir d'éviction trop forte (même si elles restent sous représentées). Rappelons toutefois que malgré ce constat, la sociologie des militant·es observé·es en partie 1 reste tout de même un palier de sélection déjà fort et opéré en amont de l'entrée en compétition électorale.

Figure 26 : Évolution de la composition sociale des candidatures — Législatives



Lignes pleines = EELV. Pointillés = champ politique général (DLP, Tous les mêmes, 2024, fig. 13).
2024 : n=14, peu robuste.

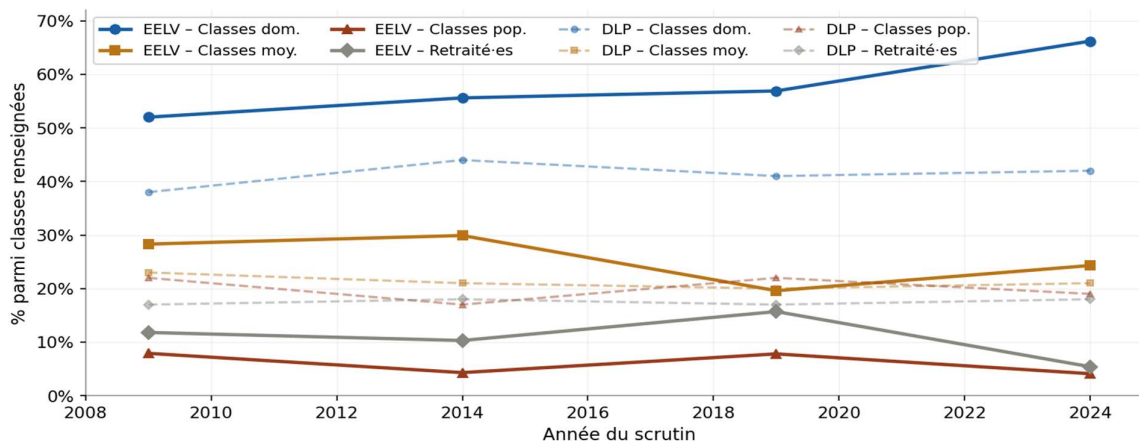
Figure 27 : Évolution de la composition sociale des candidat·es — Départementales



Pas de données de référence DLP pour les départementales. Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV.

Figure 28 — Évolution de la composition sociale des candidat·es — Européennes

(lignes pleines = EELV · pointillés = champ politique général, DLP)

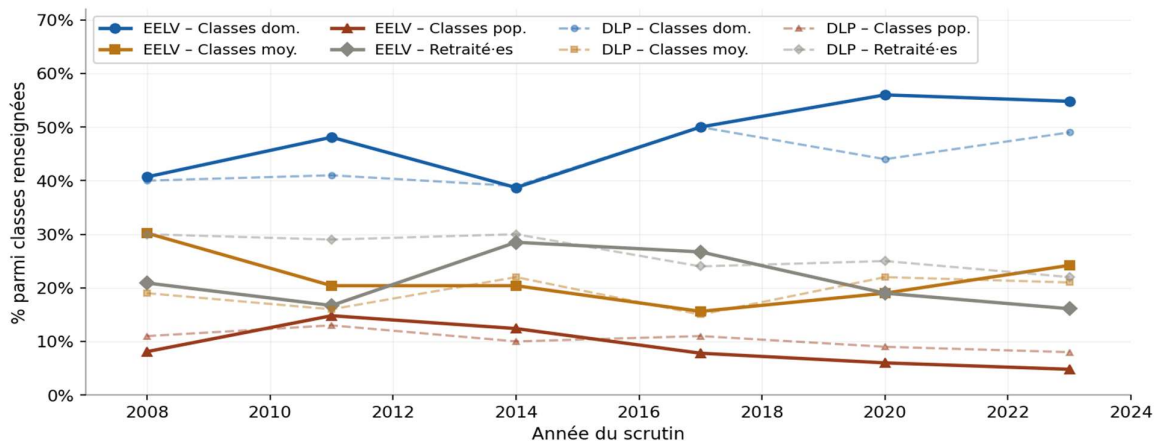


Lignes pleines = EELV. Pointillés = champ politique général (DLP, Tous les mêmes, 2024, fig. 5).

Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV.

Figure 29 — Évolution de la composition sociale des candidat·es — Sénat

(lignes pleines = EELV · pointillés = champ politique général, DLP)



Lignes pleines = EELV. Pointillés = champ politique général (DLP, Tous les mêmes, 2024, fig. 6).

Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV.

2.4. Le double filtre : genre et classe

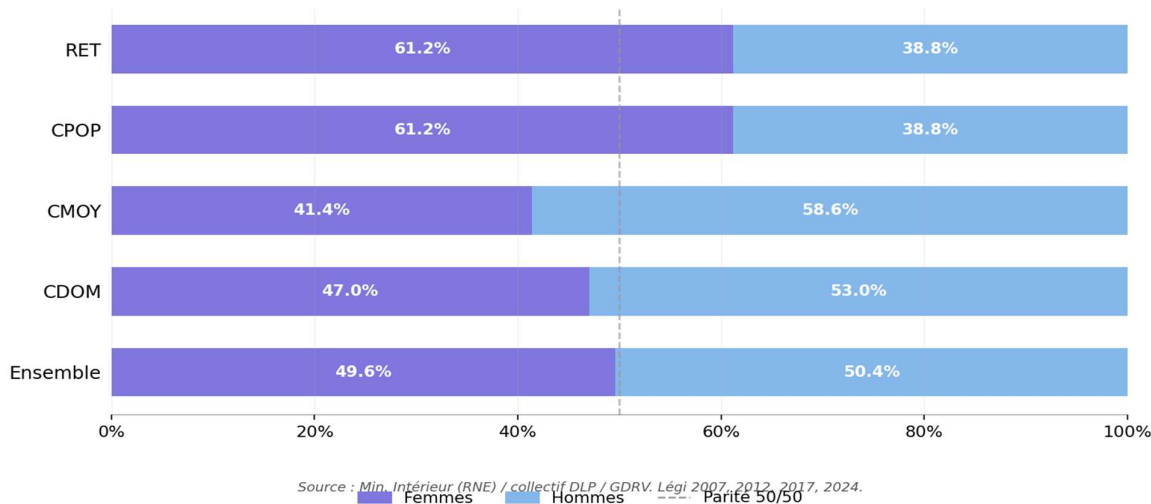
Les Figures 30 à 33 croisent maintenant le genre avec l'appartenance de classe, pour les deux scrutins disposant d'effectifs suffisants pour être significatifs (départementales et législatives).

Côté candidatures, l'obligation légale de parité de genre est respectée aux législatives (figure 30, 50 % de femmes) — ce qui distingue Les Écologistes de nombreux autres partis. Mais cette parité globale dissimule une répartition socialement différenciée : les femmes sont surreprésentées dans les classes populaires (61 % aux législatives) et sous-représentées dans les classes dominantes. Ce résultat reflète pour partie la structure démographique de la société française, où le plafond de verre professionnel renvoie plus souvent les femmes aux classes moyennes et populaires. La parité de genre se déploie donc de façon socialement inégalitaire : ce sont les femmes des classes populaires qui portent la parité, depuis les positions les moins valorisées.

Le passage à l'élection (figure 31) creuse cet écart aux législatives, montrant ainsi les effets propres au parti : la part des femmes parmi les classes populaires chute de 61 % parmi les candidat·es à 50 % parmi les élu·es. Être un homme *et* appartenir aux classes dominantes constitue un double avantage cumulatif dans l'accès aux mandats. Les femmes de classes populaires subissent a contrario un double effet de sélection, sociale et genrée, qui détermine leur sous-positionnement sur les listes ou dans les circonscriptions, et donc un résultat électoral moins favorable.

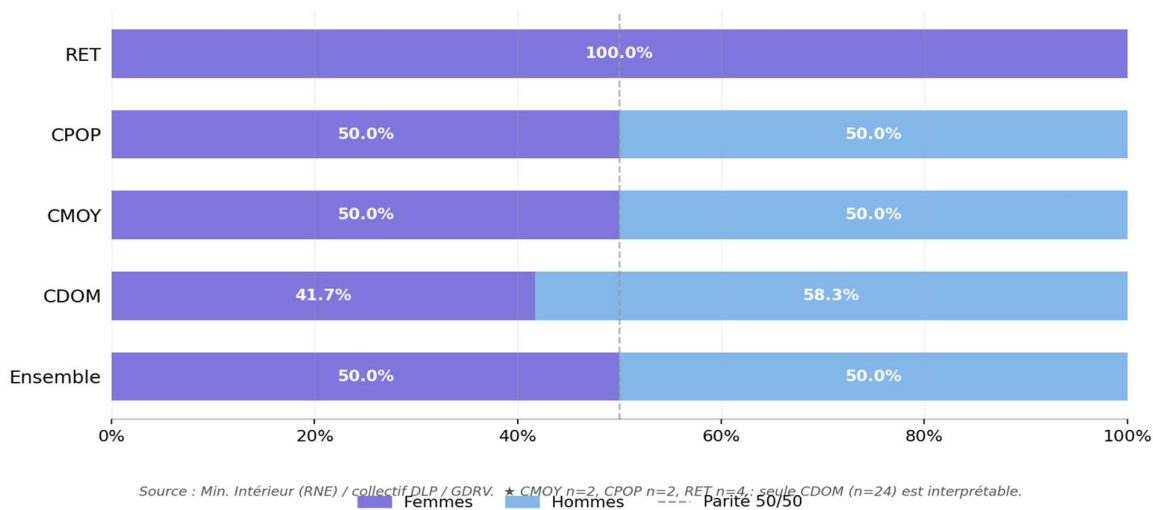
A contrario, aux départementales, l'espace laissé à une catégorie discriminée — ici les femmes, précédemment les classes populaires — est bien plus important. Si les femmes sont minoritaires dans l'ensemble des candidatures (figure 32, 43%), elles sont majoritaires parmi les élu·es (figure 33, 54%), une progression notable quelle que soit la classe sociale. Comme nous le verrons en partie 3.2., le local semble donc une nouvelle fois, chez les écologistes, un espace de pouvoir relativement accessible.

Figure 30 — Double filtre genre × classe — Législatives, candidat·es



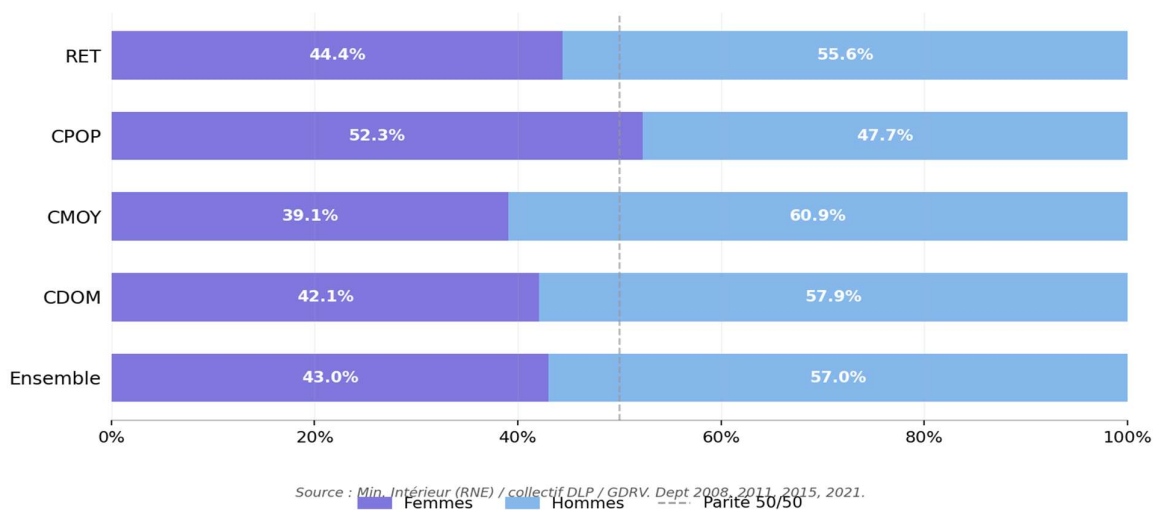
Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. Légi 2007, 2012, 2017, 2024. n = 1329

Figure 31 — Double filtre genre × classe — Législatives, élu-es



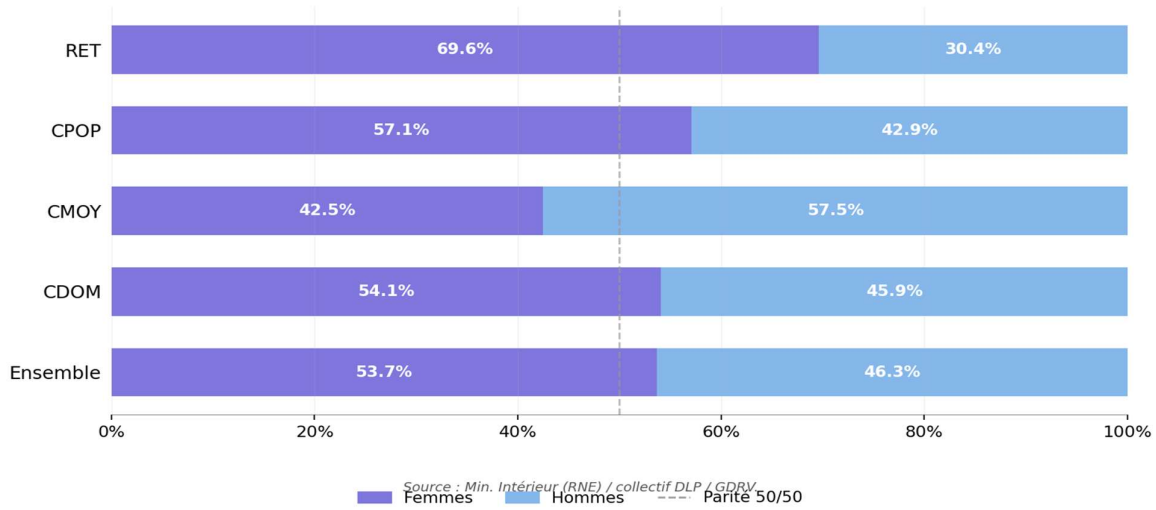
CMOY n=2, CPOP n=2, RET n=4 : seule la CDOM (n=24) est interprétable correctement. Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. N = 32

Figure 32 — Double filtre genre × classe — Départementales, candidat-es



Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. Dept 2008, 2011, 2015, 2021. N = 3608

Figure 33 — Double filtre genre × classe — Départementales, élu-es



Source : Min. Intérieur (RNE) / collectif DLP / GDRV. N = 175

Ces données électorales confirment et prolongent le portrait dressé par le questionnaire. La sélection sociale documentée dans la vie militante ordinaire produit des effets mesurables au stade de la compétition électorale. Le parti recrute dans son vivier de candidat-es depuis une position déjà plus dominante que dans la population et le champ politique général. Si l'entonnoir électoral est plus ouvert au niveau des élections locales, la sélection opérée en vue des investitures aux élections parlementaires, puis la compé-

tition pour le positionnement éligible amplifie encore cette distorsion. Plus on monte dans la hiérarchie des scrutins, moins les classes populaires sont présentes — jusqu'à disparaître entièrement aux européennes et au Sénat. L'analyse des parties 3 à 5 permettra d'explorer les mécanismes partisans en amont du moment électoral, dans la vie militante quotidienne — qui constituent la dimension sous-jacente de cette dynamique de préemption du pouvoir politique par les classes supérieures.

III. S'ENGAGER AUX ÉCOLOGISTES : DES DISPOSITIONS QUI S'HÉRITENT ET UNE DISPONIBILITÉ QUI S'AUTO-RE-PRODUIT

3.1. Une entrée conditionnée par la socialisation préalable

L'engagement politique ne surgit pas dans un vide social. Il suppose une exposition préalable aux pratiques, aux réseaux, aux codes de la politisation, que ce soit par, par exemple, des réseaux affinitaires ou familiaux, des parcours universitaires ou par des socialisations dans d'autres espaces militants. Aux Écologistes, ce prérequis est massif.

Une variable de socialisation à l'engagement a été construite par score à partir des réponses sur l'engagement de l'entourage familial : 3 points si un parent est très engagé, 2 si peu engagé, 1 si politisé sans être engagé, 0 si non politisé. Pour le ou la conjoint·e : respectivement 1,5 / 1 / 0,5 / 0. Ce score permet de distinguer quatre profils d'entourage, du non ou peu politisé (16,76%) à l'entourage très engagé (10,89%), en passant par l'entourage politisé (39,66%) et engagé (32,68%) (Figure 34). Près de trois quarts des répondant·es ont donc un entourage au moins politisé.

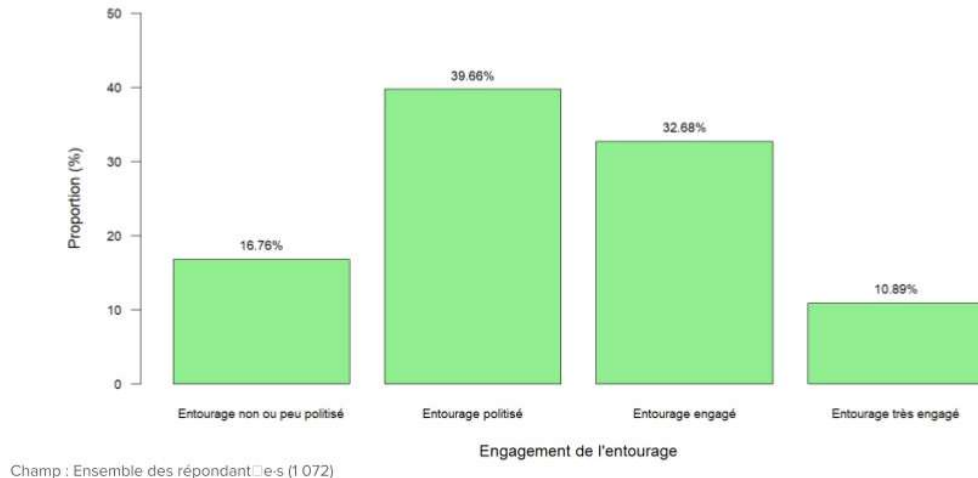
On n'arrive généralement pas au parti par hasard — on y arrive parce qu'on en connaissait déjà quelqu'un, ou parce qu'on avait été formé, ailleurs, à ce type d'engagement. Ce que confirment les études internes précédentes citées en introduction comme les données de notre enquête : 81,45% des répondant·es sont multi-engagé·es, et la plupart ont un parcours militant antérieur à leur arrivée aux Écologistes (Figure 35). Le parti ne crée pas l'engagement — il sélectionne parmi ceux qui l'ont déjà.

A l'inverse, si ces courrois de recrutements n'existent pas, l'entrée peut se révéler difficile. Mehdi (l'ensemble des prénoms ont été modifiés), responsable syndical, décrit son arrivée lors de l'atelier de problématisation de septembre 2023 : « J'ai écrit sur le messenger d'EELV 93, personne ne m'a répondu — je demandais comment adhérer. J'ai rencontré quelqu'un qui travaille dans la même collectivité que moi. Il m'a dit : "EELV, ah oui je connais, on m'a posé des questions sur toi d'ailleurs." Je me suis dit bien plus tard qu'ils voulaient se renseigner sur moi avant que j'adhère — alors que la logique, c'est qu'il n'y a pas de CV à avoir. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

Ce que confirme Michèle, militante élue en Île-de-France : « Quand les personnes arrivent parce qu'elles sont amies

avec un cadre du parti, elles ont très vite l'information. Pour l'adhérent-e lambda, il n'y a pas de formation, il n'y a rien. » (*ibid*)

Figure 34 : La répartition des répondant-es selon la socialisation à l'engagement



Près de trois quarts des répondant-es ont un entourage au moins politisé, tandis que seulement 16.76% déclarent avoir un entourage non ou peu politisé.

3.2. L'engagement produit l'engagement... et l'inégalité

Le parti ne sélectionne pas seulement des individus disponibles — il sélectionne des individus déjà familiarisés avec ses formes légitimes de prise de parole, de conflictualité interne – un sujet majeur, nous le verrons, d'organisation collective. Savoir intervenir en réunion, comprendre le jeu des motions (dont le récit parfois quasi « traumatique » est omniprésent dans nos relevés qualitatifs), naviguer entre les instances, formuler une position dans le langage acceptable du débat interne — ces compétences s'acquièrent dans des trajectoires sociales spécifiques : les études, les syndicats, les associations militantes, les familles politisées.

Cette compétence militante fonctionne comme un capital : inégalement distribué selon les positions sociales, mais le caractère inégal est politiquement invisibilisé comme tel dans les partis politiques, quels qu'ils soient.

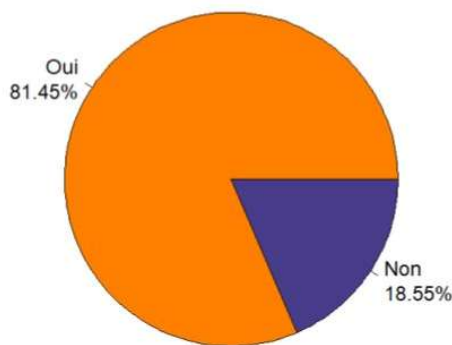
Le multi-engagement est quasi universel dans l'organisation : 81,45% des répondant-es sont engagé-es dans au moins une autre organisation en plus de leur participation aux Écologistes (Figure 35). Les formes d'engagement par ailleurs dessinent un profil cohérent : l'engagement environnemental domine (46,65% dans une association ou collectif environnemental), suivi des associations de quartier (31,79%), d'autres associations ou collectifs (31,91%), des associations caritatives (25,09%), des syndicats professionnels (20,1%) et des associations de lutte contre les discriminations (9,62%) (Figure 36). L'écologie militante se

tisse donc dans un tissu associatif large à dominante environnementale. Lors de l'atelier réalisé avec le bureau politique, le taux d'appartenance syndical a positivement surpris les participant·es, signe ici d'une ressource méconnue par le parti.

66,5% des personnes multi-engagées détiennent un Bac+5 ou plus, contre

56% des non-multi-engagé·es (Figure 37). Les personnes en ascension sociale y sont surreprésentées (Figure 38) au contraire des personnes qui appartiennent à la même classe que leurs parents. On ne cumule pas le capital militant par hasard : on cumule parce qu'on est inscrit·e dans une trajectoire cohérente d'accumulation de divers capitaux

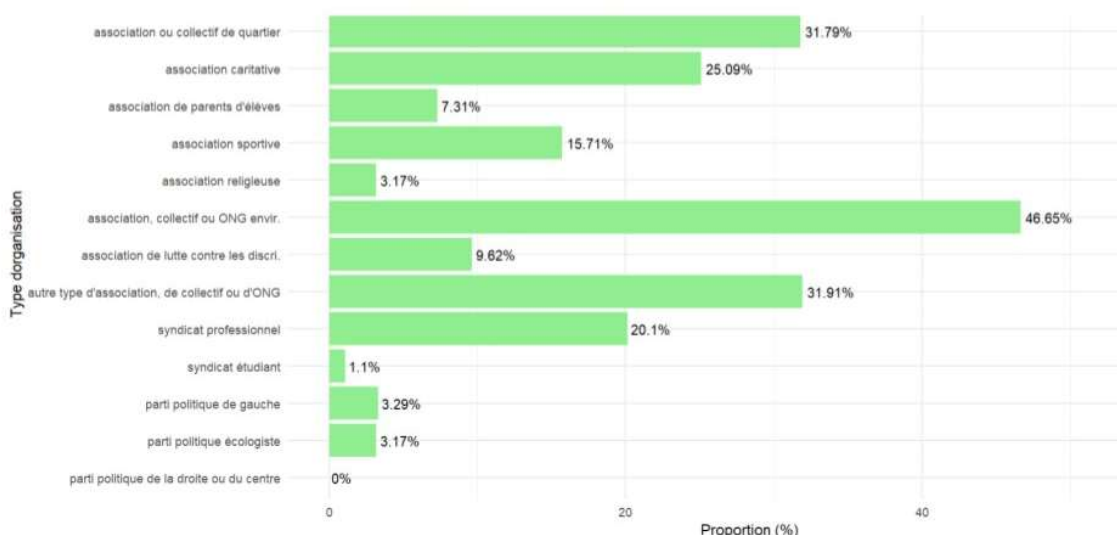
Figure 35 : Actuellement, êtes-vous également engagé·e dans une autre organisation ?



Champ : Ensemble des répondant·e·s (1 072)

Une grande majorité des répondant·e·s (81.45%) sont également engagé·e·s dans d'autres activités en plus de leur engagement militant chez Les Écologistes. Ainsi, 821 répondant·e·s sont multi-engagé·e·s.

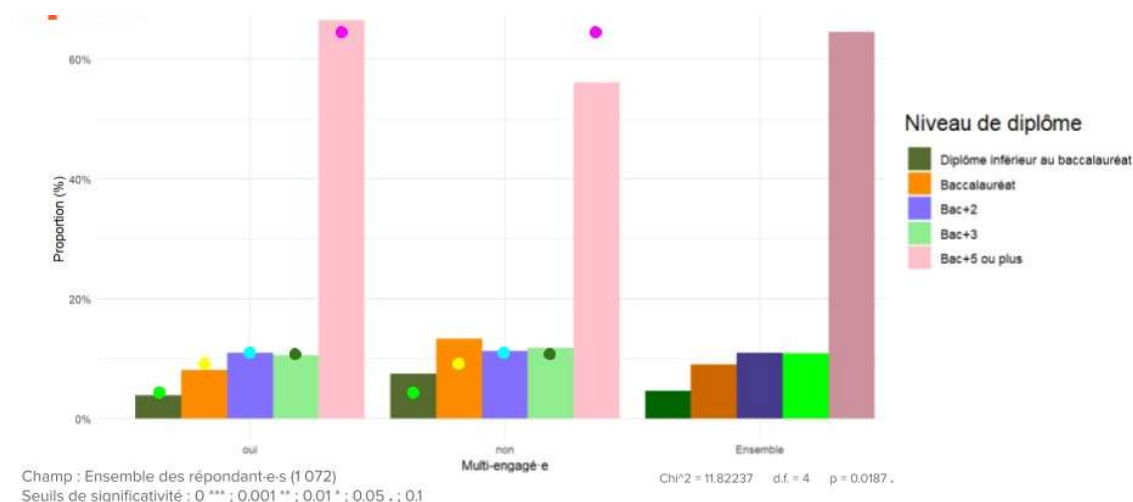
Figure 36 : Vous êtes par ailleurs engagé·e dans un(e) :



Champ : Les multi-engagé·e·s (821)

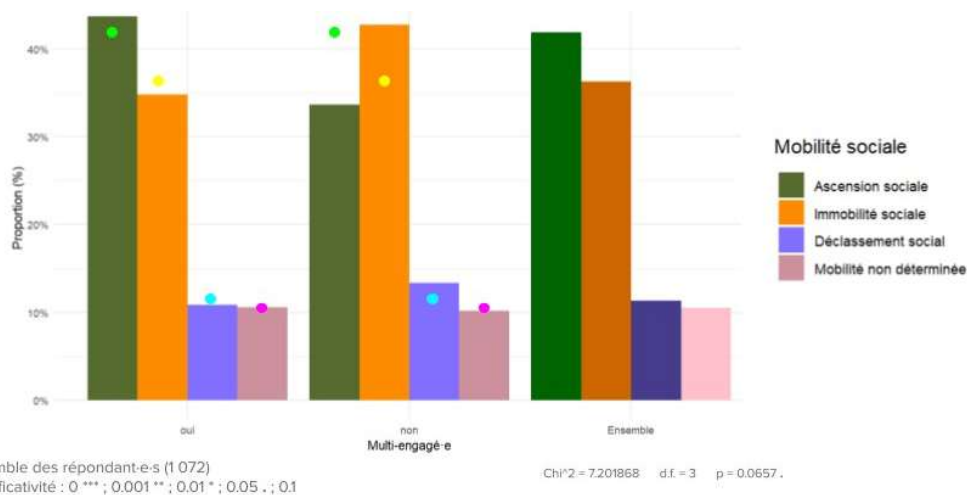
Figure 37 : La répartition des répondant·es multi-engagé·es ou non selon le niveau de diplôme

L'écologie politique, une « famille difficile » comme les autres ?



Parmi les multi-engagé-e-s, 66,5% détiennent un diplôme de Bac+5 ou plus, comparé à 64% dans l'ensemble des répondant-e-s. Cela indique une sur-représentation des diplômé-e-s de Bac+5 parmi les personnes multi-engagé-e-s.

Figure 38 : La répartition des répondant-es multi-engagé-es ou non selon leur mobilité sociale



Les répondant-e-s en ascension sociale par rapport à leur milieu d'origine sont plus souvent représenté-e-s parmi les multi-engagé-e-s.

3.3. La disponibilité personnelle comme filtre implicite

Les difficultés de conciliation entre les vies militantes et personnelles ou professionnelles apparaissent comme un facteur déterminant des freins à l'engagement. Ainsi, 40% des répondant·es éprouvent l'expérience d'une telle difficulté (Figure 39). Parmi les répondant·es éprouvant des difficultés à concilier vie militante et vie personnelle, les femmes sont surreprésentées (Figure 40) et les parents d'enfants plus encore (Figure 41). Les personnes seules avec enfant(s) sont davantage touchées que les couples sans enfant. La charge de *care*, inégalement distribuée selon le genre et la situation familiale, pèse directement sur la capacité à militer.

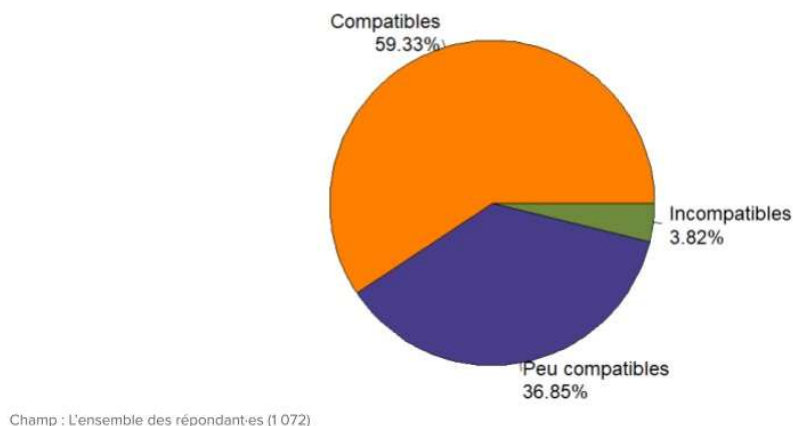
La donnée la plus frappante porte sur les obstacles à l'engagement selon la catégorie socioprofessionnelle : 66,7% des répondant·es dont l'engagement est entravé appartiennent aux CSP- (Figure 44, variable « classe » non significative statistiquement ici). Ces dernières représentent pourtant seulement 21,4% de l'ensemble des répon-

dant·es — la surreprésentation est donc considérable. Ce ne sont pas les classes populaires qui manquent de volonté d'engagement. Ce sont les conditions d'exercice de cet engagement qui leur sont structurellement défavorables.

A l'inverse, les personnes multi-engagées – dont nous connaissons désormais les priorités – n'éprouvent tendanciellement pas cette difficulté et peuvent pleinement s'investir là où elles veulent. Alors qu'elles représentent 81% de l'échantillon, elles ne sont en effet que 62,5% des répondant·es jugeant incompatibles leur engagement et leurs vies personnelles, a contrario des personnes non-multi-engagées (Figure 42).

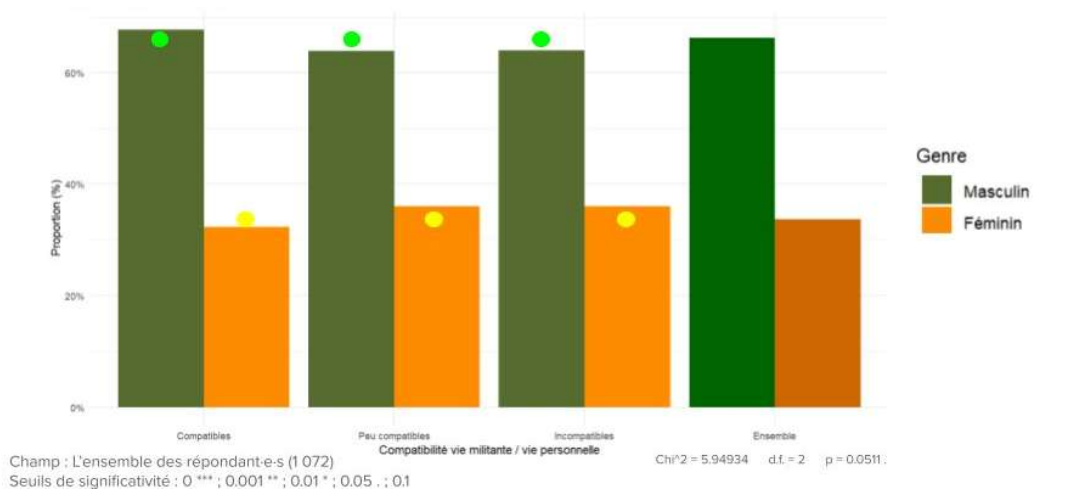
Enfin, posée sous l'angle des obstacles (Figure 43) plutôt que de façon binaire (compatibilité ou non), la difficulté de conciliation entre vies personnelles/professionnelles et militantes apparaît une nouvelle fois comme un problème massif, partagé par la majorité des répondant·es. Les problèmes d'appartenance (sentiment de ne pas être à sa place, 32%, bien-être dans un cadre militant, 27%) arrivent ensuite comme des obstacles forts et largement partagés.

Figure 39 : La répartition des répondant·es selon s'ils trouvent la vie militante compatible avec la vie personnelle



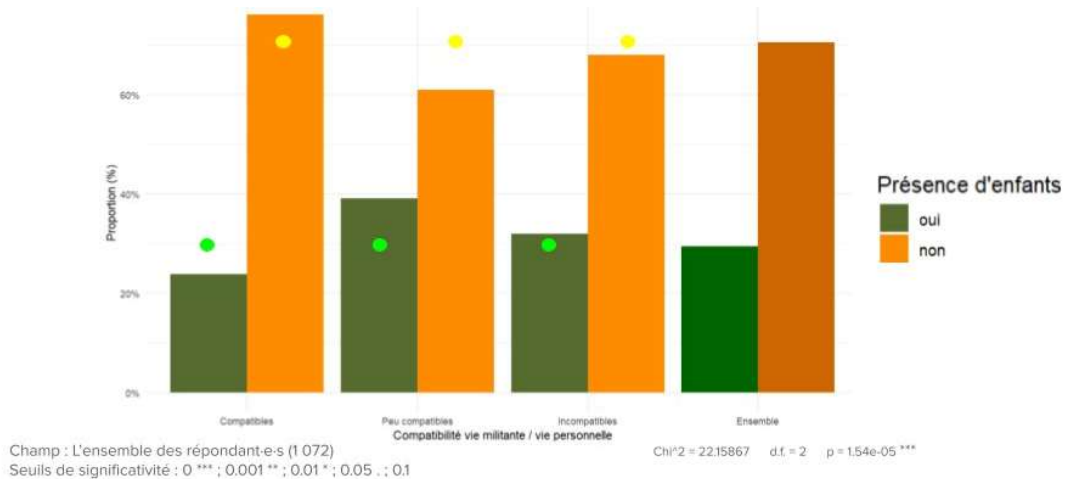
59.33% des répondant·es estiment que la vie militante est compatible avec la vie personnelle. En revanche, 36.85 % la considèrent comme peu compatible, tandis que 3.82 % la jugent incompatible.

Figure 40 : La répartition des répondant-es par compatibilité vie militante/vie personnelle selon le genre



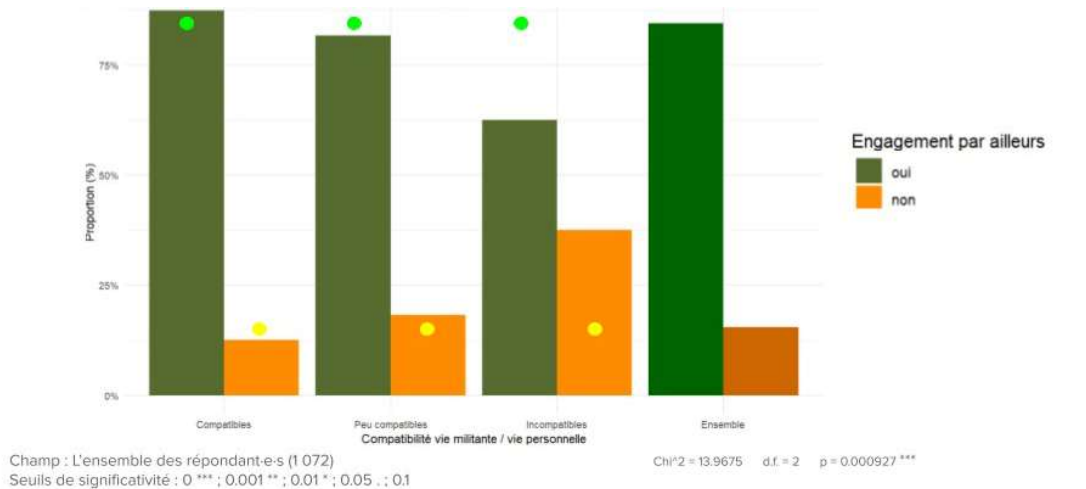
Parmi les répondant-es éprouvant des difficultés de conciliation vie militante / vie personnelle, il y a une sur-représentation des femmes. A l'inverse, les hommes sont sur-représentés parmi les répondant-es n'éprouvant pas de difficulté(s) de conciliation.

Figure 41 : La répartition des répondant-es par compatibilité vie militante/vie personnelle selon la présence d'enfant(s)



Parmi les répondant-es éprouvant des difficultés de conciliation vie militante / vie personnelle, il y a une sur-représentation des répondant-es avec enfant(s). A l'inverse, les répondant-es sans enfant sont sur-représenté-es parmi ceux qui n'éprouvent pas de difficultés de conciliation.

Figure 42 : La répartition des répondant-es par compatibilité vie militante/vie personnelle selon l'engagement par ailleurs



Parmi les répondant-es éprouvant des difficultés de conciliation vie militante / vie personnelle, il y a une sur-représentation des répondant-es non engagé-e-s par ailleurs. A l'inverse, les multi-engagé-e-s sont sur-représenté-e-s parmi ceux qui n'éprouvent pas de difficultés de conciliation.

Figure 43 : Quels sont les principaux obstacles à votre engagement personnel à EELV ?

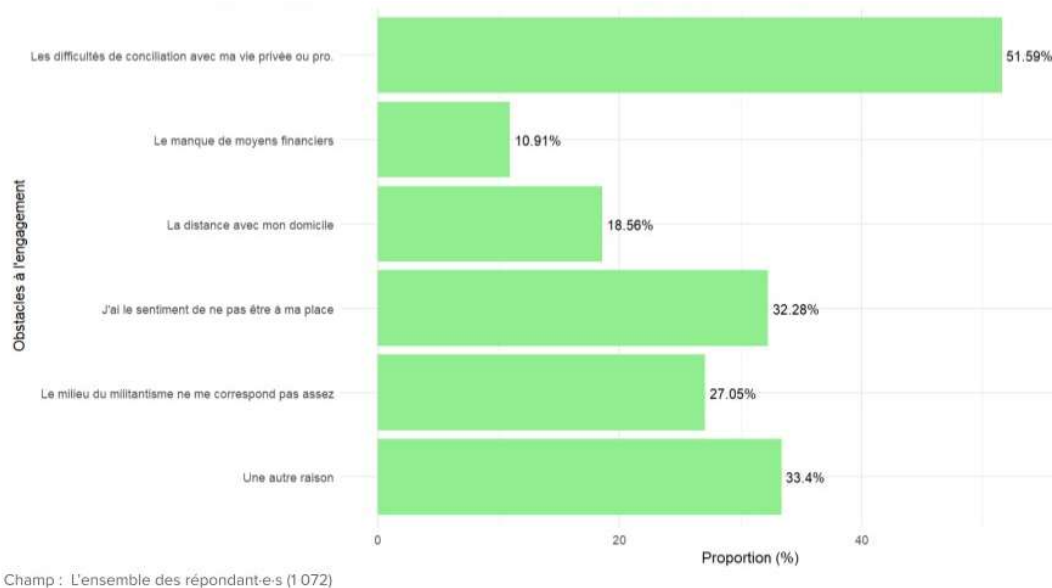
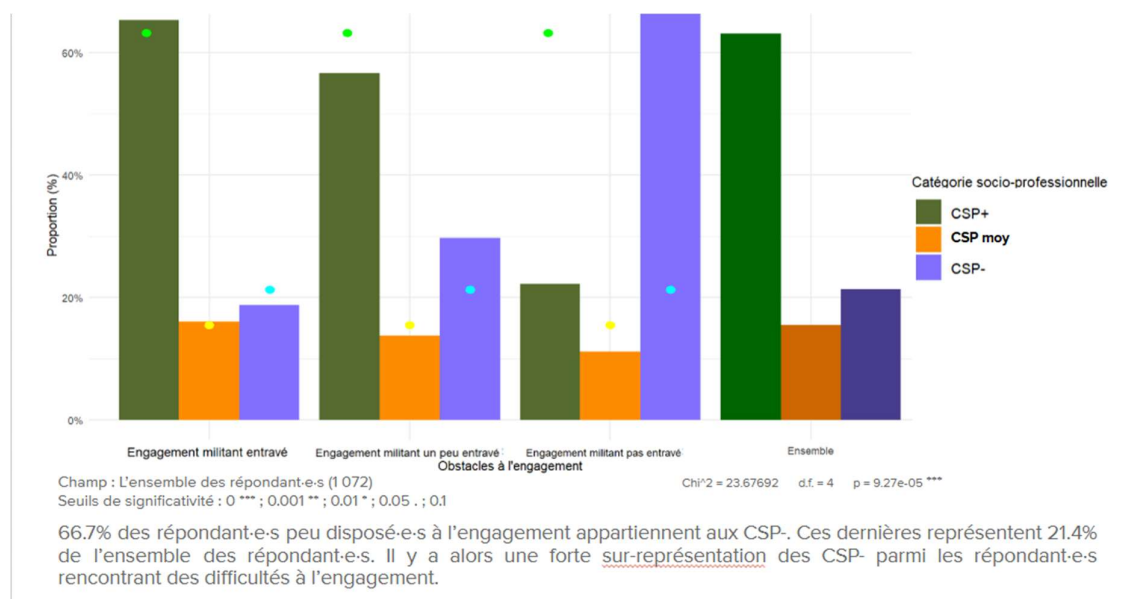


Figure 44 : La répartition des répondant·es selon les obstacles à l'engagement et la CSP

Note : nous avons construit ce score pour faire émerger des profils selon les obstacles à l'engagement rencontrés, à partir des réponses aux items présentés en Figure 43, où une réponse positive vaut 1 point :

- 0 point : engagement pas entravé ;
- 2 points ou moins : engagement peu entravé ;
- plus de 2 points : engagement entravé.



3.4. Les conditions matérielles : le parti qui accueille mais n'intègre pas

77,12% des adhérent·es et ex-adhérent·es jugent les conditions matérielles et immatérielles de la vie militante peu ou partiellement adaptées à leur situation (Figure 46 : 43,39% peu adaptées, 33,73% partiellement adaptées, 22,88% adaptées). Parmi les items les plus mal notés (Figure 45) figurent la garde d'enfants, le temps nécessaire à l'engagement, l'accès aux informations et le contenu des formations internes (deux sujets extrêmement récurrents lors des ateliers menés). Les classes populaires sont surreprésentées parmi les répondant·es jugeant les conditions peu adaptées (Figure 47).

Le coût économique du militantisme n'est donc pas une abstraction et fait écho à

la difficulté d'accéder aux espaces où se trouvent les formations et informations. Safia, militante en quartiers populaires, le formule précisément lors de l'atelier de problématisation : « Depuis quatre ans, le département ne finance plus, ne participe plus à la prise en charge des frais de déplacement des copains ou copines qui pourraient venir aux journées d'été mais qui n'ont pas l'argent. Donc, des personnes qui pourraient avoir besoin d'un soutien s'excluent seules par dignité. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

L'audit interne de 2002 avait consacré une section entière à « l'accueil des adhérents » et formulé des recommandations concrètes (Rapport final de l'audit interne participatif, Les Verts, 22/10/2002, p. 87). Vingt-deux ans après (au moment de la passation de ce questionnaire), les mêmes manques persistent. Nous allons le voir, ces

obstacles dépassent la simple inégalité matérielle ou la reproduction d'un entre-soi et de ses codes implicites, ils sont aussi le fait

de défaillances institutionnelles et d'une organisation qui laisse faire le conflit permanent.

Figure 45 : Diriez-vous que les éléments suivants sont adaptés à votre situation pour vous engager à EELV ?

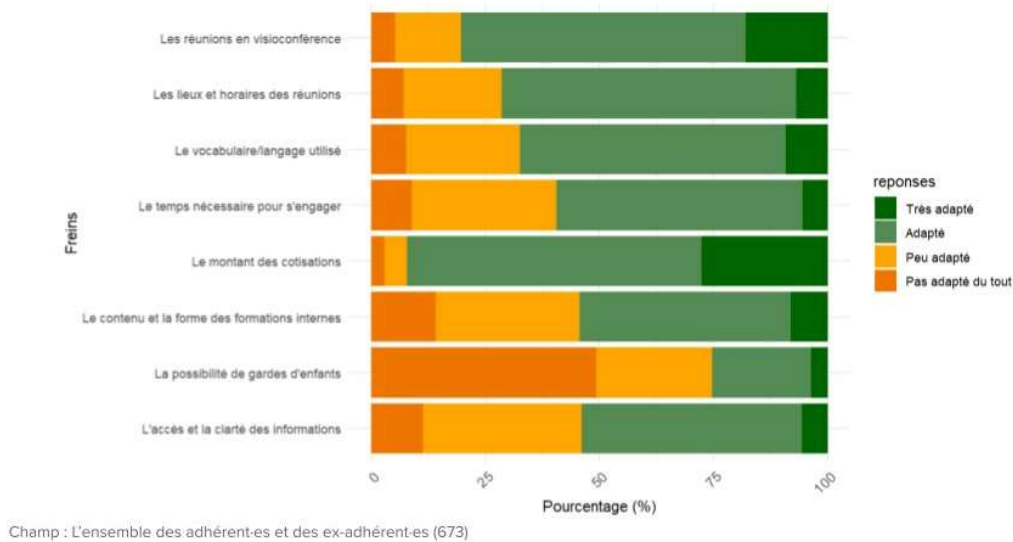


Figure 46 : Les conditions matérielles et immatérielles au sein d'EELV

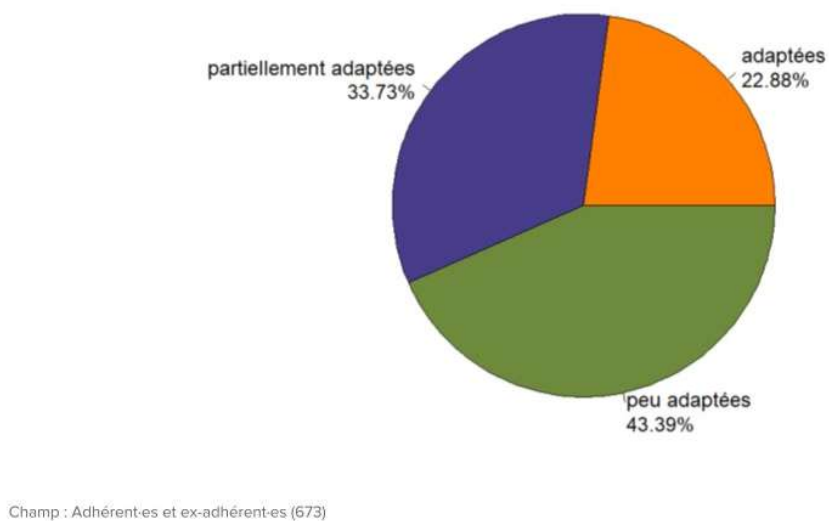
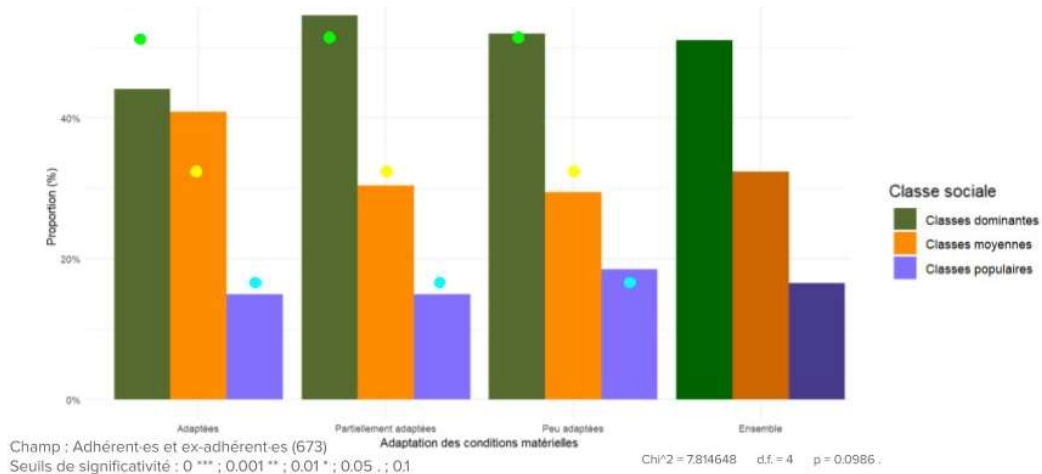


Figure 47 : La répartition des répondant-es par adaptation des conditions matérielles selon la classe sociale



Parmi les adhérent-es et ex-adhérent-es qui jugent que les conditions matérielles au sein d'EELV sont peu adaptées, 18.5% appartiennent aux classes populaires. Ce pourcentage est supérieur à la proportion de 16.5% des classes populaires dans l'ensemble de ce groupe de répondant-es, indiquant ainsi une sur-représentation des classes populaires parmi ceux et celles qui considèrent les conditions matérielles comme peu adaptées.

IV. LE POUVOIR QUI USE, ET L'USURE D'UN SYSTEME DE POUVOIR

4.1. Un pouvoir distribué mais...

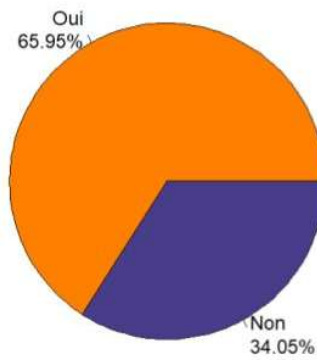
65,95% des adhérent·es et ex-adhérent·es répondant·es sont ou ont été titulaires d'au moins un mandat (Figure 48). Ce chiffre est en lui-même saisissant : il signifie que le profil dominant parmi les personnes qui ont répondu à cette enquête n'est pas le ou la militante ordinaire mais le ou la militant mandatée. Si un biais de réponse peut exister, la force conséquente de ce résultat renvoie également aux observations qui décrivent Les écologistes comme un parti en semi-professionnalisation (JEROME, *op. cit.*) et dans lequel les mandats internes sont nombreux, de par la complexité organisationnelle du parti. La concentration est plus forte encore quand on entre dans le détail : 273 personnes exercent ou ont exercé un mandat interne à EELV, et parmi elles le cumul est la règle — 125 détiennent un autre mandat interne à EELV en parallèle, 122 un mandat électif, 105 un mandat dans une autre organisation (Figure 50). Le pouvoir

interne circule dans un sous-groupe large, et il s'y cumule.

La corrélation entre multi-engagement et détention de mandat confirme des constats déjà posés : les multi-engagé·es sont significativement surreprésenté·es parmi les titulaires (Figure 51). La mobilité sociale ascendante est également légèrement corrélée à la détention de mandat : 43,5% des titulaires connaissent une ascension sociale, contre 40% parmi les non-titulaires de mandats (Figure 52), tandis qu'une nette tendance inverse (16,5% contre 9%) est observable chez les personnes en déclassement social.

La distribution par âge précise ce tableau. Les tranches 60-69 ans et 70 ans et plus sont surreprésentées parmi les mandaté·es par rapport à leur poids dans l'ensemble des répondant·es. Le pouvoir interne est tendanciellement détenu par des personnes âgées, disposant du temps nécessaire et parfois de l'expérience des rouages internes et/ou du militantisme.

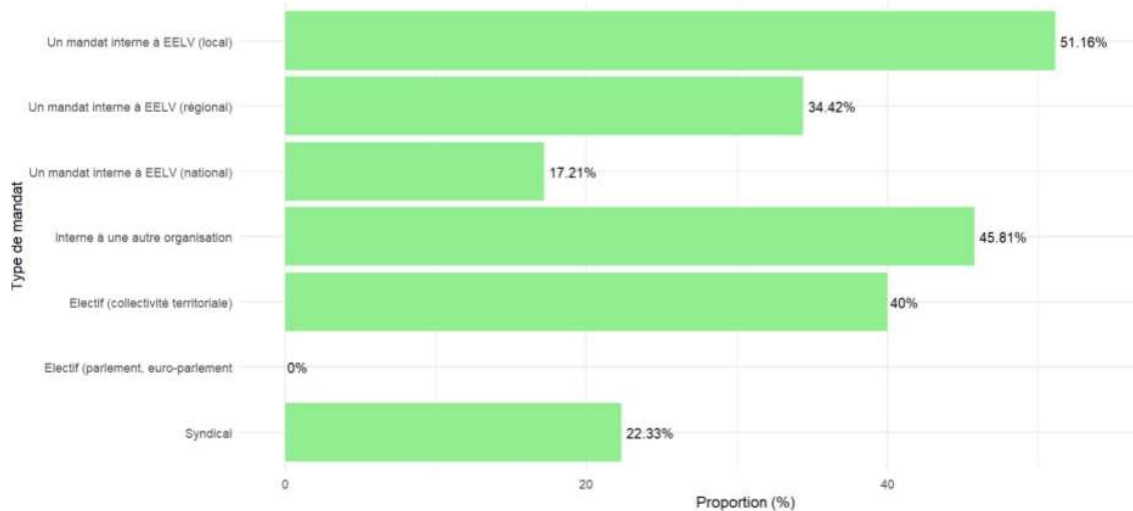
Figure 48 : Êtes-vous ou avez-vous été titulaire d'un mandat ?



Champ : Les adhérent-es et ancien-ne-s adhérent-e-s (673)

65.95% des adhérent-e-s et ancien-ne-s adhérent-e-s ont déjà été titulaire d'un mandat, où le sont au moment de l'enquête.

Figure 49 : La répartition des répondant-es selon le type de mandat

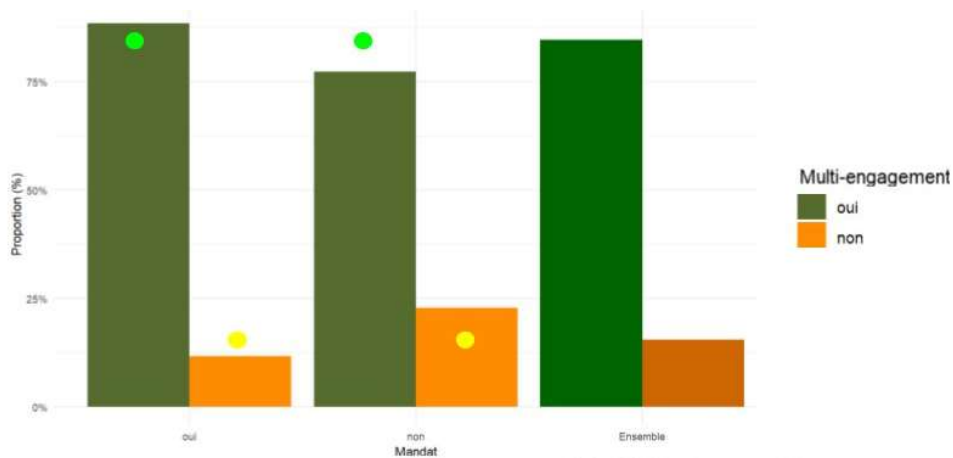


Champ : Les répondant-es titulaires ou ayant été titulaire d'au moins 1 mandat (442)

Figure 50 : Le nombre de personnes cumulant un mandat interne à EELV avec un autre mandat



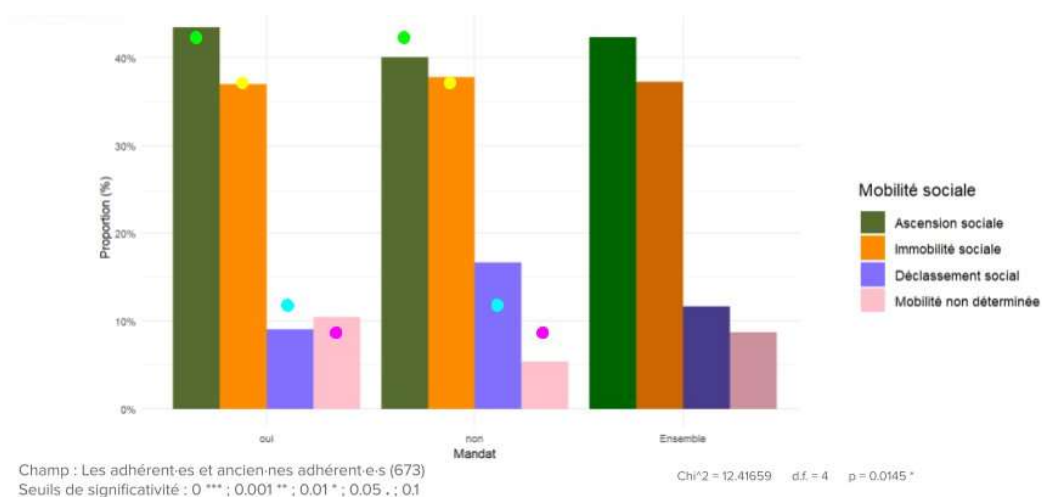
Figure 51 : La répartition des répondant-es titulaires d'un mandat ou non selon le multi-engagement



Champ : Les adhérent-es et ancien-nes adhérent-e-s (673)
Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

Il y a une sur-représentation des multi-engagé-e-s parmi les titulaires de mandat par rapport à ceux qui n'ont pas de mandat.

Figure 52 : La répartition des répondant·es titulaires d'un mandat ou non selon la mobilité sociale



43.5% des titulaires de mandat connaissent une ascension sociale par rapport à leur milieu d'origine, ils sont 42% parmi l'ensemble des adhérent·es et ex-adhérent·es. La mobilité sociale ascendante est plus fréquente parmi les titulaires de mandats.

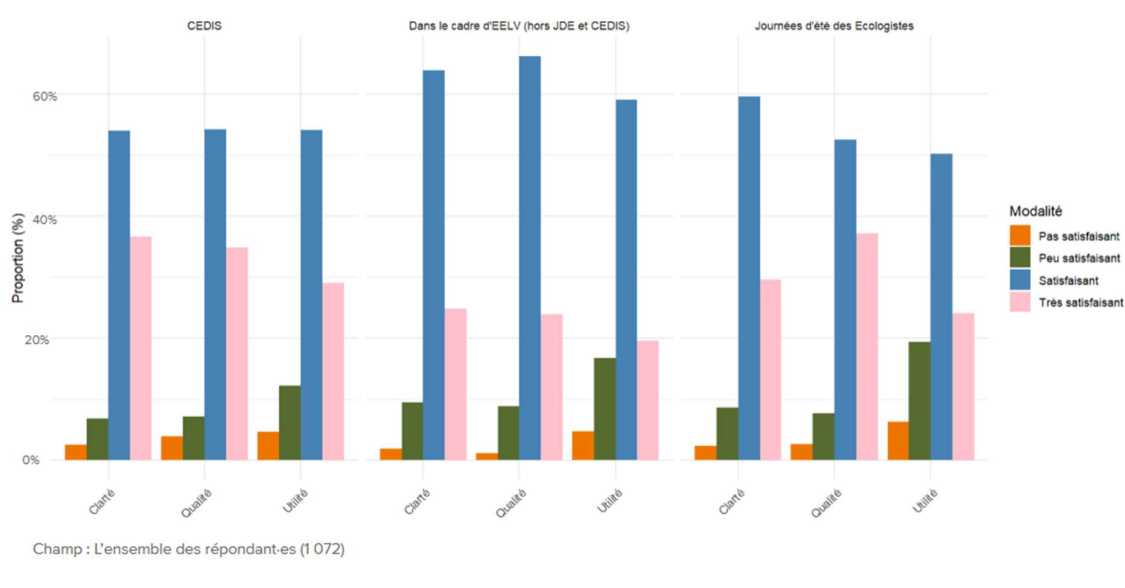
4.2. Une formation par l'extérieur et le local, signe d'une faible autonomie politique ?

Parmi les 442 répondant·es titulaires ou ayant été titulaires d'au moins un mandat, la voie d'entrée dans les responsabilités est d'abord locale et interne : 51,16% ont un mandat interne à EELV au niveau local, 34,42% au niveau régional, 17,21% au niveau national (Figure 49). Ce qui frappe également, c'est l'importance des mandats extérieurs : 45,81% détiennent également un mandat dans une autre organisation, 40% un mandat électif de collectivité territoriale, 22,33% un mandat syndical (Figure 49). Si le parti forme mal en interne, à en croire la forte critique adressée aux formations (Figure 45, près de la moitié des répondant·es ne les considère pas adaptées) ce n'est pas par manque de qualité des contenus. La Figure 53 en atteste : c'est systématiquement (que ce soit au CEDIS, en interne ou aux JDE)

l'utilité concrète de ces formations qui est jugée la moins satisfaisante, tandis que leur qualité semble plus saluée. Si les militant·es s'enrichissent intellectuellement, l'usage sur le terrain des contenus acquis est moins évident. Dans ces conditions, le parti sélectionne donc parmi ceux qui ont déjà été formés ailleurs, qui disposent de compétences militantes au préalable, ce qui peut être à la fois sa force (car le parti s'enrichit depuis d'autres expériences) et révélateur d'une faible autonomie politique par rapport à son écosystème.

Si le parti distribue largement des mandats, comme nous l'avons vu dans la section précédente, les mandats locaux-internes peuvent également sembler ardu, renvoyant à des tâches de gestion courante et surtout, le parti n'accompagne pas correctement cette prise de mandat. Les militant·es semblent donc trouver des ressources à l'extérieur du parti, que l'on peut imaginer plus réjouissantes que l'animation quotidienne d'un groupe local.

Figure 53 : Quel bilan tirez-vous des formations auxquelles vous avez participé ?



4.3. Les motions, le nœud du problème ou son endroit d'exacerbation ?

Les motions sont le sujet absolument récurrent de toute discussion que deux militant·es écologistes auront lors d'une rencontre. A tel point que l'on pourrait en faire un trait d'humour « deux militant·es écolos se croise, de quoi parlent-ils et elles ? de leurs motions ». Elles constituent un dispositif de certification interne, d'inscription dans des réseaux de confiance préalables. Appartenir à la bonne motion ne garantit pas un mandat — mais ne pas y appartenir, ou y appartenir sans les bons appuis, semble fermer des portes que rien d'officiel ne nomme comme fermées.

L'atelier de consensus de 2019 l'avait formulé collectivement : les motions « servent plutôt d'écuries à élu·es / responsables politiques internes » et leur fonctionnement « renforce en partie les opinions et stratégies clivantes tout en rendant conflictuelle et souvent peu efficace la gouvernance nationale du parti » (Atelier de consensus

sur la refondation d'EELV, synthèse, 16/04/2019).

Les réponses libres au questionnaire abondent en ce sens de façon assez rude : « Je n'étais pas dans la motion majoritaire du parti, on me la fait payer » ; « EELV fonctionne comme un pacte d'actionnaires. Les motions au Congrès obtiennent un score, transformé en dividende à valoriser pour les places électives. C'est la lutte des places, des clientèles » ; « Pas de la bonne motion et pas prête à faire de la lèche ».

Éric, militant actif de longue date, décrivait ce fonctionnement lors de l'atelier de problématisation de septembre 2023 : « De l'extérieur, le jeu des motions, c'est incompréhensible. Et à chaque coin de table, on a l'impression de voir des gens qui manigancent — on a l'impression de devoir se méfier de tout le monde. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

L'expérience de Mehdi, responsable syndical en Seine-Saint-Denis et membre du bureau départemental du 93, en donne une autre illustration. Investi dans la motion majoritaire, il s'est vu proposer la tête de liste

dans son département pour les régionales en Île-de-France — avant d'être écarté au profit d'une candidature déjà décidée en amont, selon son témoignage. « Ils savaient d'avance qu'ils allaient me sauter. Ils avaient quelqu'un en tête. » (*ibid.*). Ainsi, les accords entre motions viennent redoubler l'expérience du stigmat social et racial, que l'opacité ne permet pas de démêler, créant ainsi une expérience double d'exclusion.

Nous avons été marqués pendant cette enquête par la récurrence de ce sujet, y compris lors des comités de pilotage de cette étude. Pour autant, faut-il en conclure que ce système de motions est responsable de l'ensemble des problèmes des Ecologistes ? Nous prôtons une certaine prudence à ce propos : la sociologie des organisations nous apprend plutôt que les dysfonctionnements bureaucratiques ont des effets inégaux, socialement situés, genrés. Le manque d'accès à l'information vient compléter le tableau : le problème n'est pas le système de motion en soit, mais son opacité qui vient renforcer un inégal accès aux courrois d'accès aux meilleures positions internes.

4.4. Le mandat comme ressource inégalement vécue

14,81% des adhérent·es et ex-adhérent·es déclarent s'être vu·es refuser injustement un mandat au cours des cinq dernières

années (Figure 54). Ce chiffre doit être lu avec attention au vu du profil dominant de l'échantillon — masculin à 66%, classes dominantes à 51%, majoritairement blanc. Que 14,81% de ce profil déjà structurellement favorisé déclare un refus injuste donne une indication sur l'ampleur probable du phénomène pour des profils moins bien positionnés.

Parmi les répondant·es souhaitant renouveler leur mandat, 13% seulement appartiennent aux classes populaires, contre plus de 50% des classes dominantes et plus de 30% des classes moyennes (Figure 55). Les classes populaires, quand elles accèdent à un mandat, sont moins souvent en position de vouloir le renouveler. Plus on grimpe dans la hiérarchie interne, plus le système qui organise le mal-être se referme.

Cette inégalité dans l'exercice du mandat s'accompagne, en amont, d'une inégalité d'accès au mandat lui-même. Les données issues du RNE documentées en Partie 2 montrent que, en ce qui concerne les scrutins électoraux, les classes populaires représentent entre 6 et 14 % des candidat·es écologistes selon le scrutin — et sont totalement absentes des rangs des élu·es aux européennes et au Sénat sur l'ensemble de la période observée. La question du mandat comme ressource ne saurait être traitée sans considérer ce premier filtre d'accès.

Figure 54 : Au cours des cinq dernières années au sein d'EELV, est-il arrivé qu'on vous refuse injustement un mandat ?

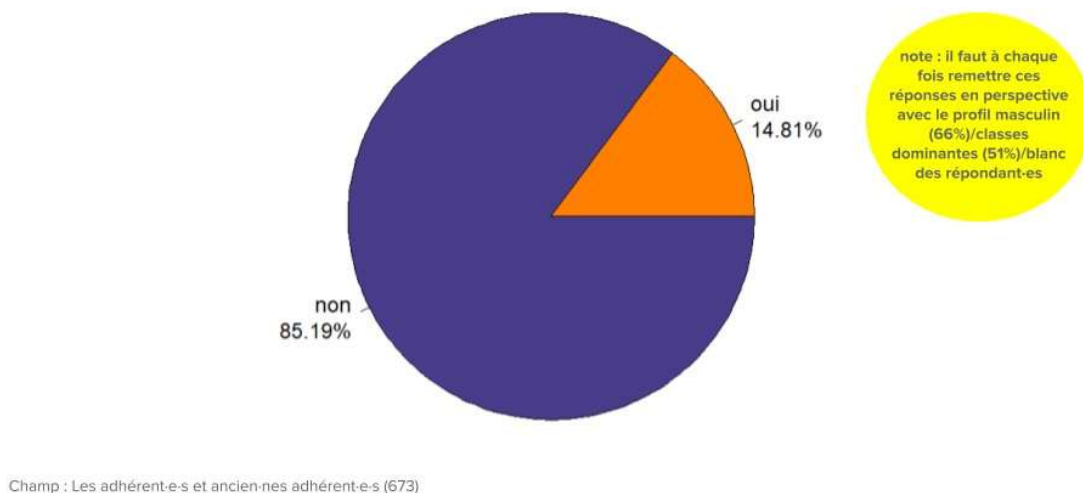
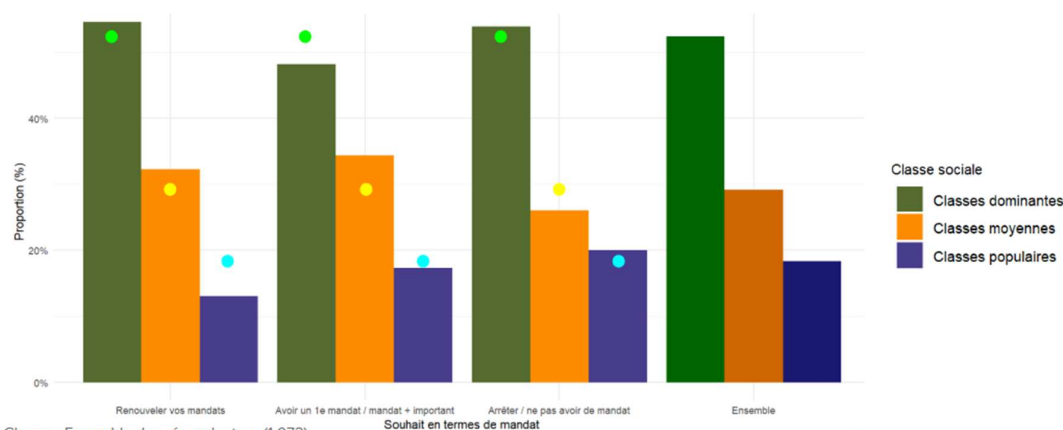


Figure 55 : La répartition des répondant-es en classe selon les souhaits en termes de mandat



Parmi les répondant-e-s souhaitant renouveler leur(s) mandat(s), 13% sont des classes populaires, contre plus de 50% des classes dominantes et plus de 30% des classes moyennes. Les classes populaires sont sous-représentées parmi ceux voulant renouveler ou avoir un mandat, sur-représentées parmi ceux voulant arrêter ou ne pas avoir de mandat.

V. L'EXPERIENCE DU PARTI : ON RESTE QUAND-MÊME

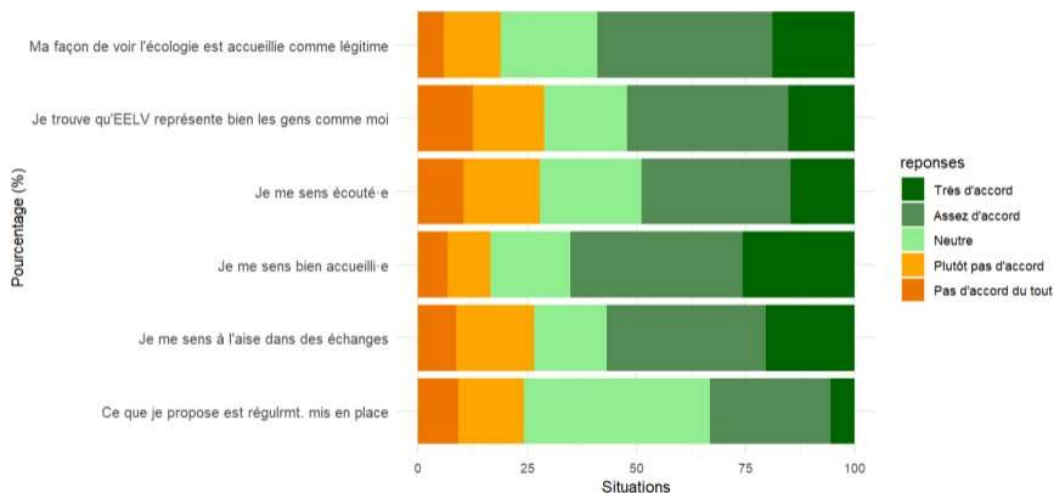
5.1. Le paradoxe familial : on s'y sent bien mais...

Le ressenti ordinaire des adhérent·es et ex-adhérent·es au sein d'EELV est loin d'être uniformément mauvais. Parmi les six items soumis aux répondant·es (Figure 56), les plus favorablement notés sont « Je me sens bien accueilli·e », « je me sens à l'aise dans les échanges » et « Ma façon de voir l'écologie est accueillie comme légitime ». L'item « Ce que je propose est régulièrement mis en place » est le seul item à recevoir de faibles scores d'accord. Ce constat va dans le même sens que nos observations sur le « parti-refuge » qui, en miroir d'une société perçue comme violente à son encontre, permet pour une majorité d'adhérent·es (même si celle-ci n'est pas écrasante) de se sentir accueilli·e.

Le parti, ses sociabilités, le sentiment d'appartenance à une famille politique créé donc des conditions pour se sentir bien accueilli·e, mais pour autant, l'on peut dans le même temps ne pas avoir prise sur les décisions ou avoir vécu des moments de marginalisation. Comme dans une famille, ces moments apparaissent comme acceptables ou du moins acceptés par ceux et celles qui sont resté·es mais sont clairement massifs.

Ce constat d'accueil positif ne doit toutefois pas invisibiliser la forte minorité de répondant·es qui, au contraire, se sentent mis·es au ban : 27% trouvent que Les écologistes ne représentent pas bien des gens comme elles et eux, 26% ne se sentent pas écouté·es, et autant ne se sentent pas à l'aise dans les échanges. Au repas familial, une contre-soirée s'organise donc

Figure 56 : Pour chacune des situations suivantes, comment vous sentiez-vous au sein d'EELV ?



Champ : Les adhérent·es et les ex-adhérent·es (673)

5.2. Les raisons de l'exit : la conflictualité interne comme premier facteur

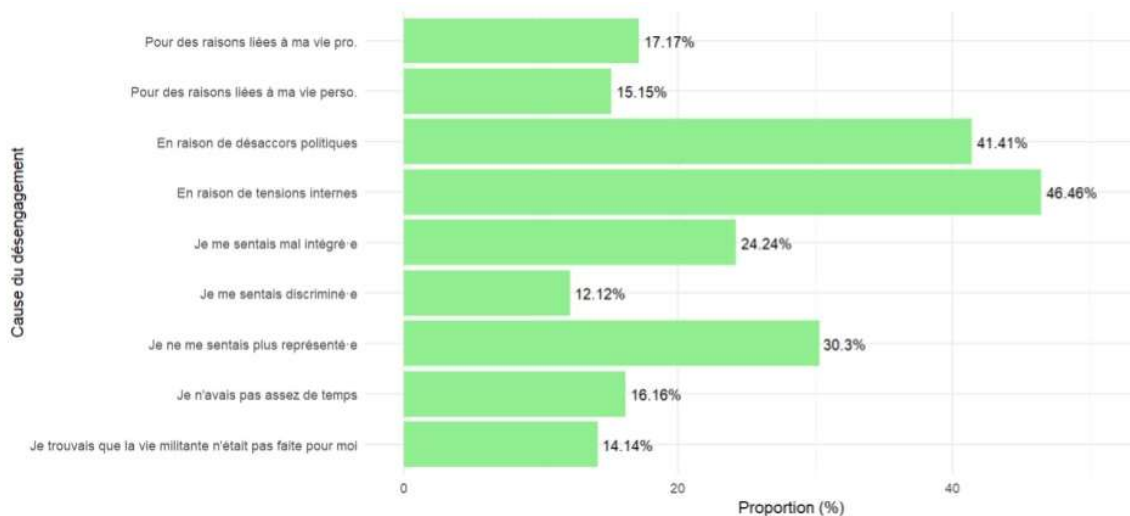
Comme nous l'avons précisé en introduction, nos résultats peuvent également être biaisés par les réponses de « ceux et celles qui sont resté-es » dans le parti. L'étude du désengagement offre donc un contre-point. Même si l'échantillon est relativement faible, quelques relevés peuvent être faits quant aux raisons des *exit*, un thème malheureusement sous étudié par la science politique (Fillieule, 2025) de par la nature du profil qui échappe aux enquêtes du fait de leurs départs. Sur les 104 ex-adhérent-es ayant répondu, les tensions internes arrivent en tête (46,46%), devant les désaccords politiques (41,41%). Le sentiment de ne plus se sentir représenté-e est cité par 30,3% des répondant-es, le sentiment de

mal-intégration par 24,24%, la discrimination par 12,12% (Figure 57).

Michèle formulait cette logique d'accumulation lors de l'atelier de problématisation : « Pour moi, on attend qu'on se casse. Qu'on en ait marre. Y en a qui se sont accrochés, mais ils étaient tellement mal traités que, passée l'élection, ils se sont dit "je lâche". Et ça ne va pas changer parce que "ceux qui bordélisent" sont toujours là. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

Comme pour les motions, ce sont donc les tensions organisationnelles, internes, qui semblent cristalliser les exit du parti. Si l'accueil fonctionne donc bien, c'est la suite du parcours qui semble difficile. Nous allons le voir en affinant les raisons du désengagement et du mal-être partisan, il faut s'attarder sur ce problème organisationnel général mais aussi sur les facteurs sociaux, raciaux ou genrés de ces situations.

Figure 57 : Pour quelle(s) raison(s) avez-vous arrêté de militer/cotiser à EELV ?



Champ : Les ex-adhérent-es (104)

5.3. Dénigrement et manque de confiance : une expérience majoritaire

55,21% des adhérent·es et ex-adhérent·es déclarent avoir subi un comportement dénigrant de la part d'un·e ou plusieurs membres du parti (Figure 58). Un·e répondant·e sur deux déclare avoir eu le sentiment qu'on ne lui faisait pas confiance (Figure 60). Ces deux expériences ne sont pas des accidents individuels — elles scindent nettement au sein de l'organisation, parmi un profil de répondant·es qui n'est pourtant pas le plus exposé, signe d'une généralisation partielle de cette expérience.

Les causes attribuées au dénigrement : tensions internes ou désaccords politiques en tête (77,4%), conflits interpersonnels (26,93%), âge (14,86%), milieu social (13,31%), raisons raciales (7,12% - nous

avons regroupé ici religion, origine et couleur de peau, des items de l'enquête TeO) et genre (7,74%) (Figure 59). Pour le manque de confiance, la structure est similaire : tensions internes (72,43%), conflits interpersonnels (22,79%), âge (13,97%), milieu social (12,87%), raisons raciales (6,25%) et genre (5,15%) (Figure 61). Au vu de la sociographie générale du parti évoquée plus haut, si les raisons organisationnelles internes sont massivement présentes, les raisons « milieu social » et « raisons raciales » semblent également très notables.

Karima, militante issue de quartiers populaires l'évoque de façon plus claire dans son témoignage : « J'ai vraiment l'impression qu'on nous suspecte de ne pas être vraiment écolos. Pourquoi on est là, quelles sont nos motivations. Et quand on est élu, c'est la surprise : quelle légitimité on avait à être élus. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

Figure 58 : Au sein d'EELV, arrive-t-il ou est-il arrivé qu'une ou plusieurs personnes désignent vos positions ou relèvent vos savoirs de façon condescendante ?

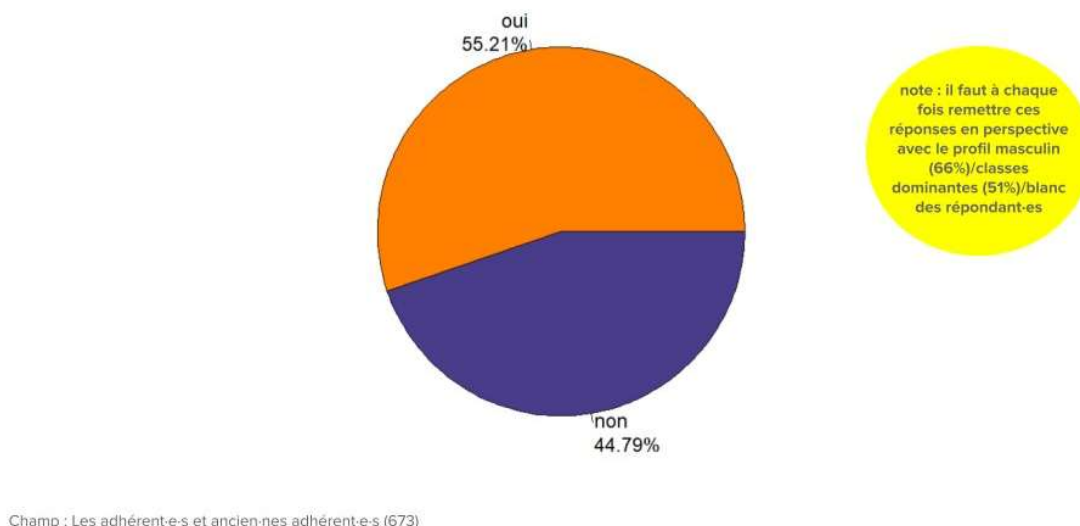
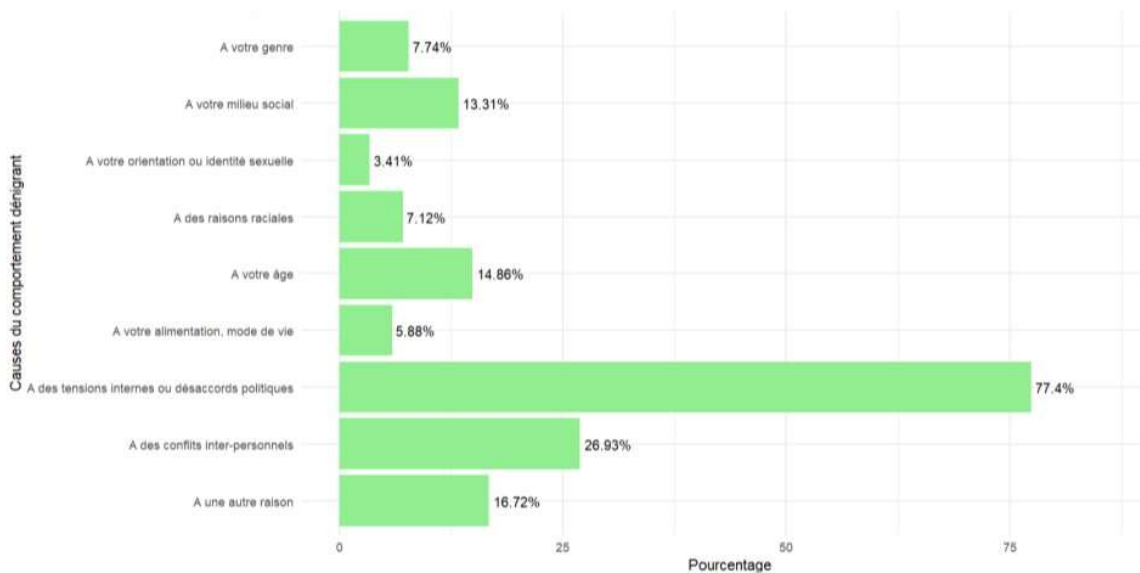
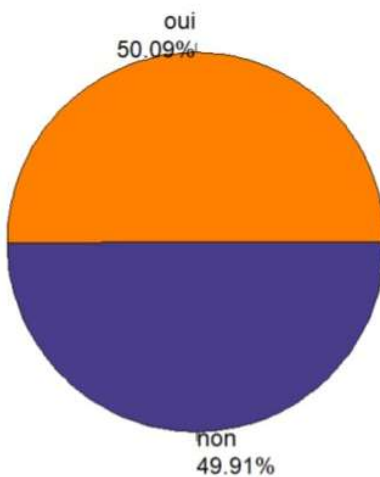


Figure 59 : Pensez-vous que ces comportements [dénigrement] étaient liés à...



Champ : Les répondant-e-s ayant subi un comportement dénigrant (411)

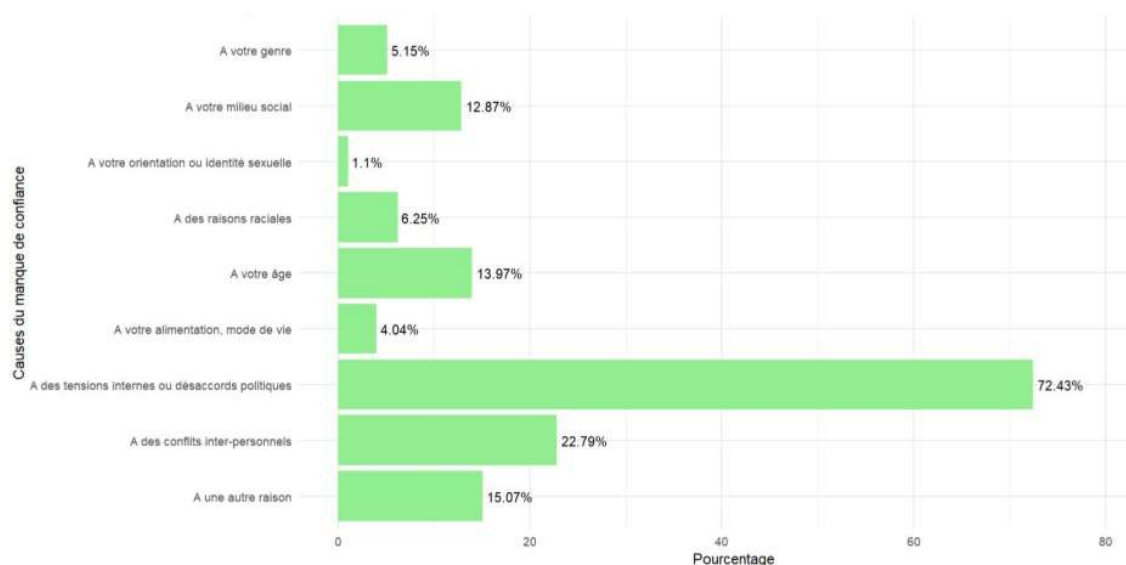
Figure 60 : Au sein d'EELV, avez-vous déjà eu le sentiment qu'on ne vous faisait pas confiance ?



note : il faut à chaque fois remettre ces réponses en perspective avec le profil masculin (66%)/classes dominantes (51%)/blanc des répondant-es

Champ : Les adhérent-e-s et ancien-nés adhérent-e-s (673)

Figure 61 : Pensez-vous que ces comportements [manque de confiance] étaient liés à...



Champ : Les répondant·e·s ayant subi un manque de confiance (402)

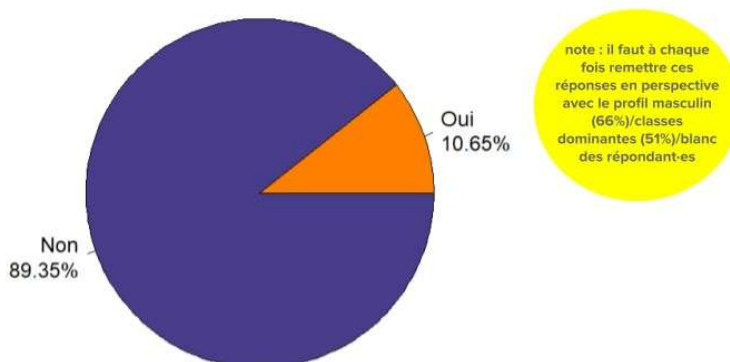
5.4. Discriminations et VSS : une réponse organisationnelle défailante

10,65% des adhérent·es et ex-adhérent·es déclarent avoir été victimes de propos ou actes discriminatoires ou de violences sexistes et sexuelles au cours des cinq dernières années (Figure 62). Ce chiffre constitue un plancher : il provient d'un échantillon majoritairement masculin, de classes dominantes, majoritairement blanc et d'un biais de réponses « de survivant·e ». Les réponses libres documentent des situations d'une gravité réelle : propos sexistes répétés, menaces physiques dont « l'affaire est connue mais sans que ça ait fait réagir », exclusion de réseaux d'information. Une formulation résume le mécanisme de neutralisation des discriminations : « toujours facile de prétendre que ce n'est pas le fait d'être femme qui pose problème ».

Parmi les 69 répondant·es ayant subi des discriminations ou des VSS, la répartition des soutiens révèle une défaillance institutionnelle nette (Figure 63). Le soutien principal vient des ami·es membres du parti (53,73%) et d'autres membres du parti (31,34%). Les instances sont quasi absentes : 20,9% pour les instances régionales, 16,42% pour le groupe local, 10,45% seulement pour les instances nationales. 34,33% des répondant·es déclarent ne s'être pas senti·es soutenu·es, tout en ayant souhaité l'être. Ce qui protège dans cette organisation, c'est le réseau d'ami·es, pas l'institution, de la même façon que celui-ci permet l'accès aux positions de pouvoir.

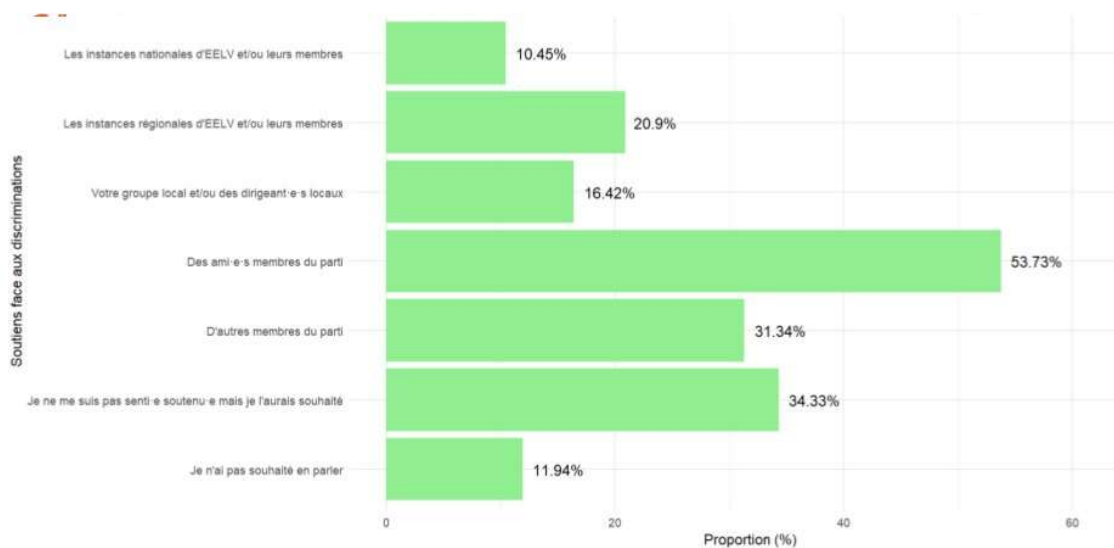
Dans un parti qui se pense pourtant historiquement très avancé sur les questions de discriminations, cette observation doit faire réagir, dans la continuité de récentes affaires internes ayant provoqué des frustrations voire des expériences de violences institutionnelles dans leurs gestions internes pour beaucoup de militantes. Il ne s'agit pas ici de dire que rien n'est fait, mais que le chemin à parcourir reste long.

Figure 62 : Au cours des cinq dernières années au sein d'EELV, est-il arrivé que vous soyez victimes de propos, d'actes discriminatoires ou de VSS ?



Champ : Les adhérent·e·s et ancien·ne·s adhérent·e·s (673)

Figure 63 : À la suite de comportements discriminants au sein d'EELV, les personnes suivantes ont-elles été des soutiens pour vous ?



Champ : Parmi les répondant·e·s ayant subi des discriminations (69)

5.5. Le cumul des expériences négatives : une mesure d'ensemble

Pour évaluer de façon plus globale l'expérience partisane et pouvoir la situer, toujours dans la continuité des enseignements méthodologiques de l'enquête TeO, nous avons construit un score d'expérience partisane qui agrège les quatre dimensions

ici présentées — dénigrement, manque de confiance, refus injuste de mandat, discriminations — en attribuant un point à chaque situation vécue (Figure 64). 42,35 % des adhérent·es et ex-adhérent·es n'ont eu aucune expérience négative. 38,93 % ont une expérience partisane négative. 18,72 % ont une expérience très négative, soit, cumulé, une majorité nette, dominée avant tout – rappelons-le – par les dysfonctionnements organisationnels.

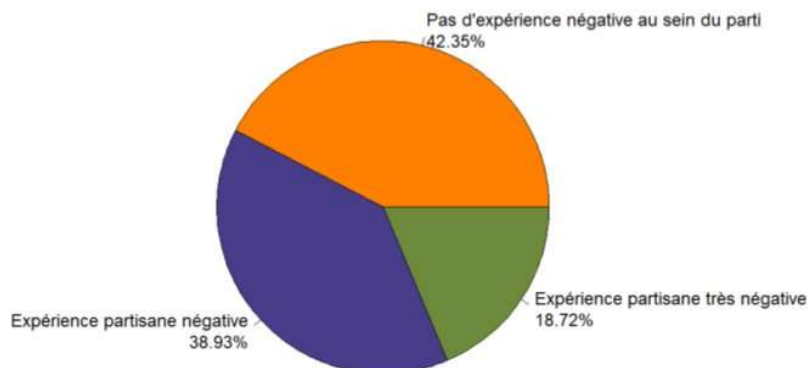
Deux croisements significatifs statistiquement permettent de caractériser ce tableau. Selon l'origine nationale des parents : parmi les répondant-es ayant une expérience partisane très négative, 9,7% ont deux parents d'origine étrangère — contre 5,2% dans l'ensemble des répondant-es (Figure 66). Selon la détention d'un mandat : parmi les répondant-es ayant une expérience très négative, 88,4% ont exercé ou exercent un mandat — contre 66% de l'ensemble (Figure 65). C'est en accédant aux responsabilités — en entrant dans la compétition réelle pour le pouvoir — que les expériences négatives s'intensifient.

Safia, militante en quartiers populaires exprime son sentiment et son analyse de façon très claire, en liant lutte pour les positions et discrimination raciale, produisant

ensemble une dépolitisation de l'action du parti : « Si y a de la place que pour un Arabe, alors on va faire que les Arabes se tuent entre eux. Et maintenant on va faire en sorte que les Noirs tuent les Arabes. On met le sens et le projet de côté. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

Si ici, comme à peu près tous les étages, les réponses institutionnelles défilent tout autant que les vexations sont nombreuses et très largement distribués parmi les membres, ce qui permet de reste aux écologistes est donc un réseau affinitaire, un sentiment de faire famille par rapport au-dehors, une culture commune très forte, qui semble tenir les fondations de l'organisation. Pour autant, ce filer de secours ne semble pas permettre une ouverture vers l'extérieur enthousiaste.

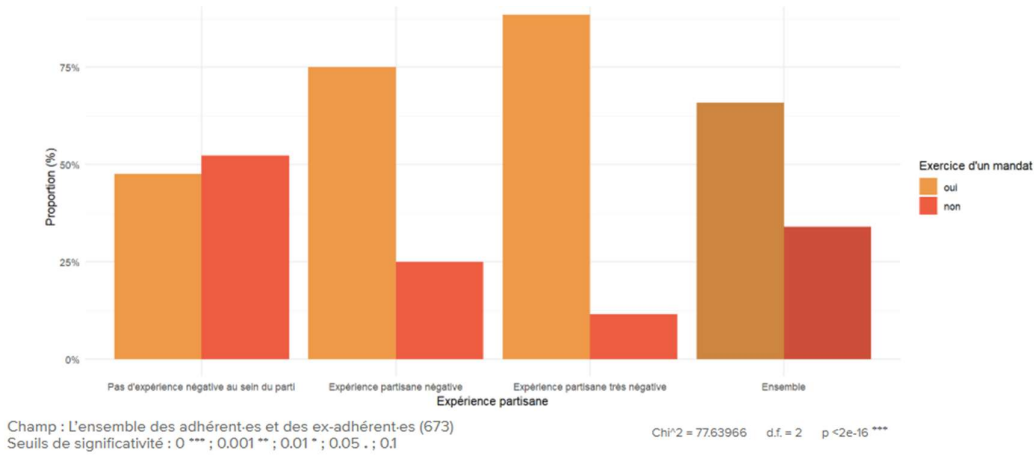
Figure 64 : Le cumul des expériences partisans négatives au sein d'EELV



Champ : L'ensemble des adhérent-es et des ex-adhérent-es (673)

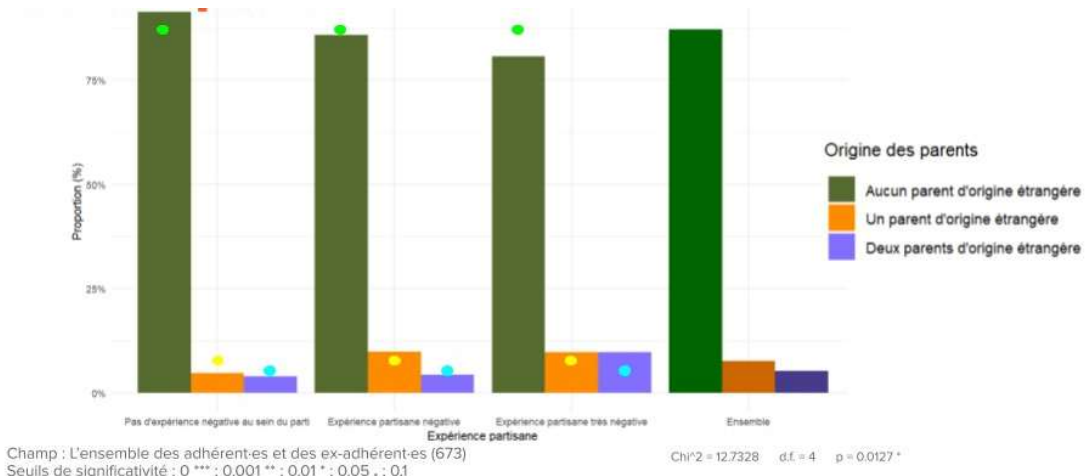
42.35% des adhérent-e-s et ex-adhérent-e-s n'ont jamais eu d'expérience négative au sein d'EELV (expérience dénigrante, de manque de confiance, de refus de mandat ou de discrimination), 38.93% ont une expérience partisane négative et 18.72% très négative.

Figure 65 : La répartition des répondant-es par expérience négative ou non selon l'exercice d'un mandat



Parmi les répondant-e-s ayant une expérience partisane très négative, 88,4% ont exercé ou exerce actuellement un mandat contre 66% de l'ensemble. Il y a donc une sur-représentation des titulaires de mandat(s) parmi les répondant-es ayant une expérience très négative avec le parti.

Figure 66 : La répartition des répondant-es par expérience négative ou non selon l'origine nationale des parents



Parmi les répondant-e-s ayant une expérience partisane très négative, 9,7 % ont deux parents d'origine étrangère. En comparaison, cette proportion est de 5,2 % dans l'ensemble des répondant-e-s. Cela indique une sur-représentation des personnes d'origine étrangère parmi celles et ceux qui ont vécu une expérience partisane très négative.

VI. LA PERCEPTION DU PARTI : UNE FAMILLE POUR SOI, MAIS PAS POUR LES AUTRES

6.1. Un parti-refuge « malgré tout »

Les données sur le bien-être au sein du parti constituant, à première vue, un démenti aux constats de sélection et de violence accumulés dans les parties précédentes. 71,77 % des répondant·es considèrent EELV comme une famille politique dans laquelle elles et ils se sentent bien accueilli·es. 70,58 % y ont des ami·es ou des personnes de confiance. 67,01 % en font l'endroit où elles et ils se sentent le plus à l'aise pour militer (Figure 67). Ces chiffres sont élevés et doivent être interprétés sérieusement. Ils ne sauraient être réduits à une posture ou à un biais de désirabilité sociale.

Ce quelque chose, les données sur les discriminations vécues permettent de le nommer. Une large majorité des répondant·es déclarent avoir déjà été la cible de discriminations au cours de leur vie en France — 56 % (Figure 68). Ce chiffre dit autant l'état de la société que la conscience que les militant·es ont de leur propre situation. Parmi les motifs invoqués (Figure 69), les discriminations systémiques classiques — genre, orientation sexuelle, origine raciale, milieu social — occupent une place significative. En creux, ces réponses dessinent le portrait d'un parti qui attire des personnes conscientes d'être, d'une manière ou d'une autre, minoritaires ou exposées dans l'espace social général.

C'est la raison « pour mon mode de vie, d'alimentation etc. » qui occupe toutefois la position modale parmi les discriminations subies (37 %, Figure 69). Plus encore, c'est la seule réponse qui fait un bond majeur lorsqu'on pose la question de manière prospective — « pensez-vous pouvoir être victime de discriminations ? » —, atteignant 57 % (Figure 71). Ce résultat dessine la figure d'un militant·e qui vit, dans la société ordinaire, son engagement écologiste comme une exposition potentielle au regard critique ou moqueur. Le parti devient alors un refuge non pas tant contre les discriminations de classe ou de genre — même si elles y sont aussi présentes — que contre un monde perçu comme hostile aux modes de vie et aux convictions écologistes. L'entre-soi, ici, n'est pas seulement social : il est aussi culturel et symbolique.

Cette qualification de refuge vis-à-vis de la société ne doit pas pour autant masquer le mal-être militant interne. Malgré l'attachement réel au parti, 52,15 % des répondant·es considèrent EELV comme un espace où les échanges peuvent être violents (Figure 67). Et 58,1 % seulement souhaitent convaincre leur entourage d'y venir s'engager — un score faible pour un parti, dont l'une des fonctions premières est le recrutement en vue de la conquête du pouvoir. La perception d'un risque de violence interne n'est pas un épiphénomène : elle pèse sur les prises de parole, sur les arbitrages d'engagement, sur la propension à se rendre visible. Elle touche plus fortement certains profils —

les personnes d'origine étrangère (70,6 % contre 57,1 %) et les mandaté·es (66,3 % contre 38,2 %), seuls résultats significatifs statistiquement (ce qui n'invalide pas que sur un échantillon plus large, d'autres critères auraient pu être significatif) — mais elle est diffuse dans l'ensemble du corps militant.

À cette contradiction entre refuge et violence interne s'en ajoute une autre. Lorsqu'on distribue par genre les réponses positives à l'item « discrimination du fait du genre » (Figure 72), 11 % des répondant·es déclarant l'avoir subie s'avèrent être des hommes. Dans un parti dont le discours officiel sur les discriminations intègre leur caractère systémique (c'est-à-dire que les discriminations de genre touchent les femmes et minorités de genre) est, plus qu'ailleurs, explicitement formé et revendiqué, ce résultat peut surprendre par son ampleur (d'autant que les répondant·es pouvaient s'auto-identifier comme minorités de genre et non comme hommes). Il est un indicateur de tensions entre le socle théorique et son appropriation réelle. Pour le dire directement : une

minorité non négligeable de répondants manifeste semblent considérer pouvoir être discriminés de façon sexiste en tant qu'homme, ce qui est un indice d'une compréhension de la notion de discrimination de genre qui reste en décalage avec ce que prône la culture partisane officielle. Ce n'est pas une surprise — aucun parti n'est imperméable aux représentations dominantes de la société dans laquelle il évolue, mais c'est un signal de difficultés du parti à protéger ses membres grâce à son socle théorique.

Le parti semble ainsi devenir un refuge dans un contexte hostile, renforçant ainsi la nécessité d'un entre-soi aux caractéristiques sociales plutôt dominantes. Le rapport de domination culturel (un parti de cadres diplômé·es) trouve donc un écho paradoxal : le sentiment de décalage culturel. Le parti est donc un refuge, et ce refuge est réel. Mais il ne l'est qu'au regard d'une distinction symbolique mal-vécue tant vers l'extérieur qu'en interne.

Figure 67 : Diriez-vous, que pour vous, EELV est :

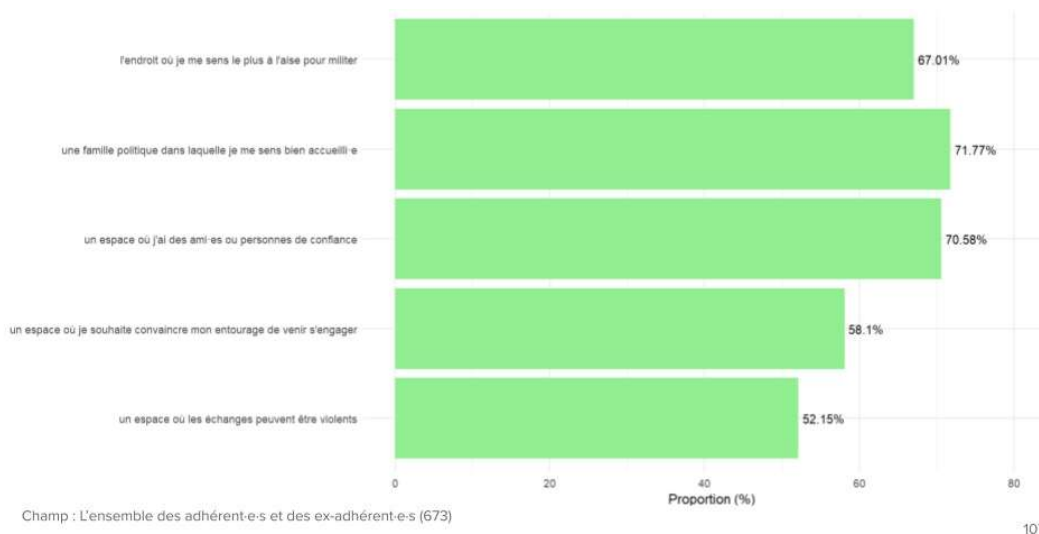
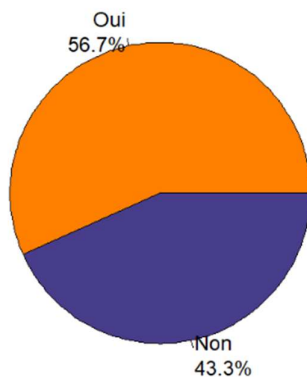


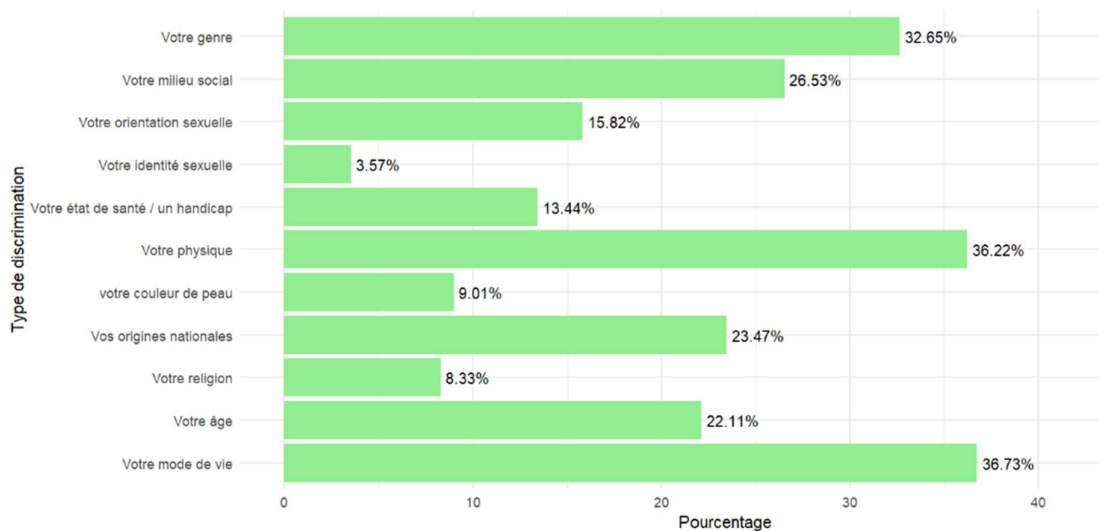
Figure 68 : Au cours de votre vie, en France, avez-vous déjà été la cible d'insultes, de propos ou d'attitudes ouvertement discriminatoires ?



Champ : Ensemble des répondant-e-s (1 072)

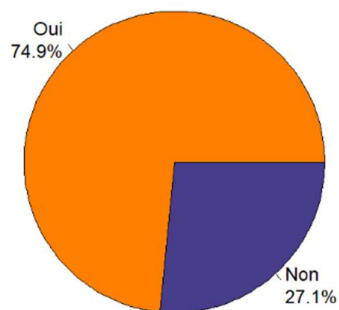
56.7% des répondant-e-s ont déjà subi des discriminations au cours de leur vie en France.

Figure 69 : Pour des raisons liées à [motifs de discriminations subies]



Champ : Les personnes ayant déjà subi des discriminations (588)

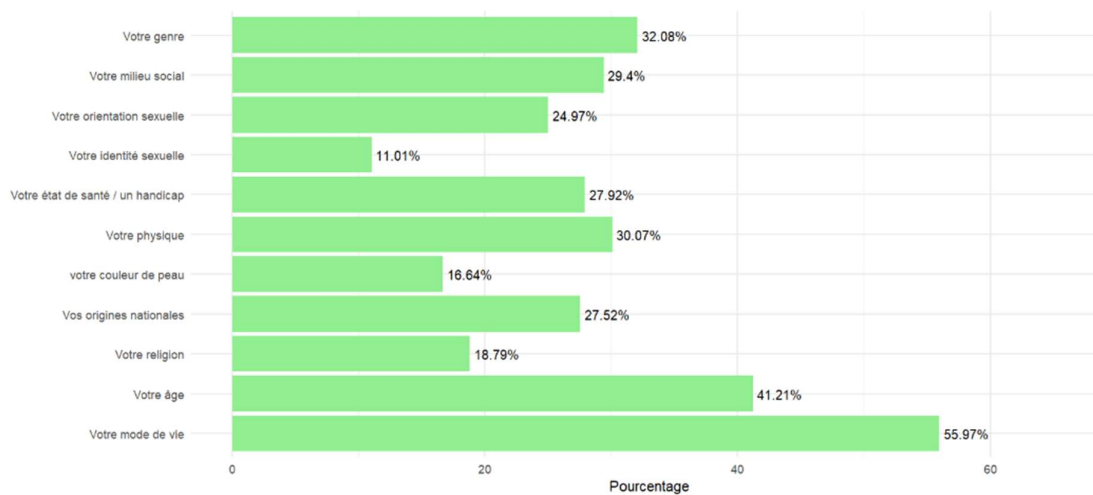
Figure 70 : Pensez-vous qu'en France métropolitaine, vous pourriez être victime un jour d'insultes ou d'attitudes ouvertement discriminatoires ?



Champ : Ensemble des répondant-e-s (1 072)

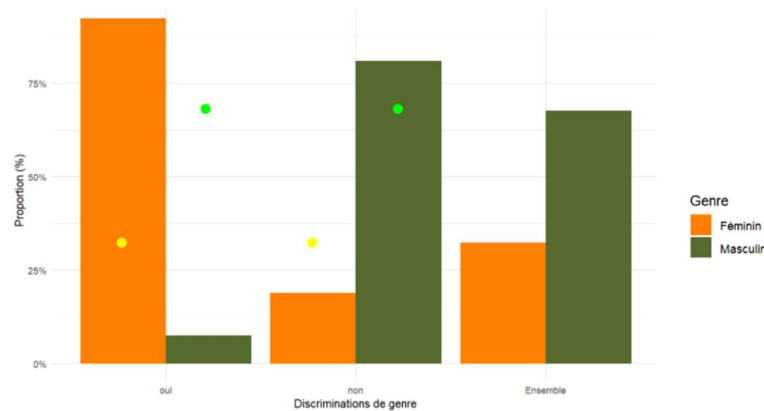
74.9% des répondant-e-s pensent pouvoir subir un jour des discriminations en France? soit 745 répondant-e-s sur les 1 072 .

Figure 71 : Pour des raisons liées à [motifs de discriminations anticipées]



Champ : Les personnes pensant pouvoir subir un jour des discriminations (745)

Figure 72 : La répartition genrée des répondant·es selon s'ils et elles déclarent avoir déjà subi des discriminations liées à leur genre



Champ : Les personnes ayant déjà subi des discriminations (588)

Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

Chi² = 372.3338 d.f. = 1 p < 2e-16 ***

92.5% des répondant·e-s ayant subi des discriminations de genre sont des femmes. Ces dernières représentent 32.4% des personnes ayant subi des discriminations de tout type. Il y a une forte sur-représentation des femmes parmi les discriminations liées au genre tandis que les hommes sont sous-représentés.

6.2. L'effort de rester n'est ni apaisant ni contagieux

Le croisement de ces données avec l'exercice du mandat produit les écarts à nouveau les plus forts (Figure 74). Si les titulaires de mandat déclarent davantage avoir des ami·es ou des personnes de confiance au sein du parti (84,5% contre 62,7% pour les non-mandaté·es), signe logique d'une intégration aux sociabilités intra partisanes, l'écart le plus frappant est sur la violence des échanges : 66,3% des mandaté·es contre 38,2% des non-mandaté·es. Avoir un mandat, c'est entrer dans la compétition interne et ses socialisations, mais y être simultanément davantage exposé·e à la conflictualité.

Le croisement par l'origine nationale (dont nous rappelons qu'elle ne recoupe que partiellement la question raciale, il s'agit donc probablement d'une donnée plancher) révèle des asymétries significatives (Figure 75). Les répondant·es d'origine étrangère se sentent moins à l'aise pour militer (72,8%

contre 82,4%) et perçoivent davantage la violence des échanges (70,6% contre 57,1%) mais, fait notable, elles et ils décrivent davantage Les Ecologistes comme une famille politique (77,8% contre 66,7%), dans un monde où la discrimination raciale se fait de plus en plus ressentir. Elles et ils sont très nettement moins nombreux·ses à souhaiter convaincre leur entourage d'y venir s'engager (43,8% contre 63,3%). On peut s'être fait une place, mais avoir conscience que celle-ci est le fruit d'un effort individuel et affinitaire, et non d'une caractéristique systémique.

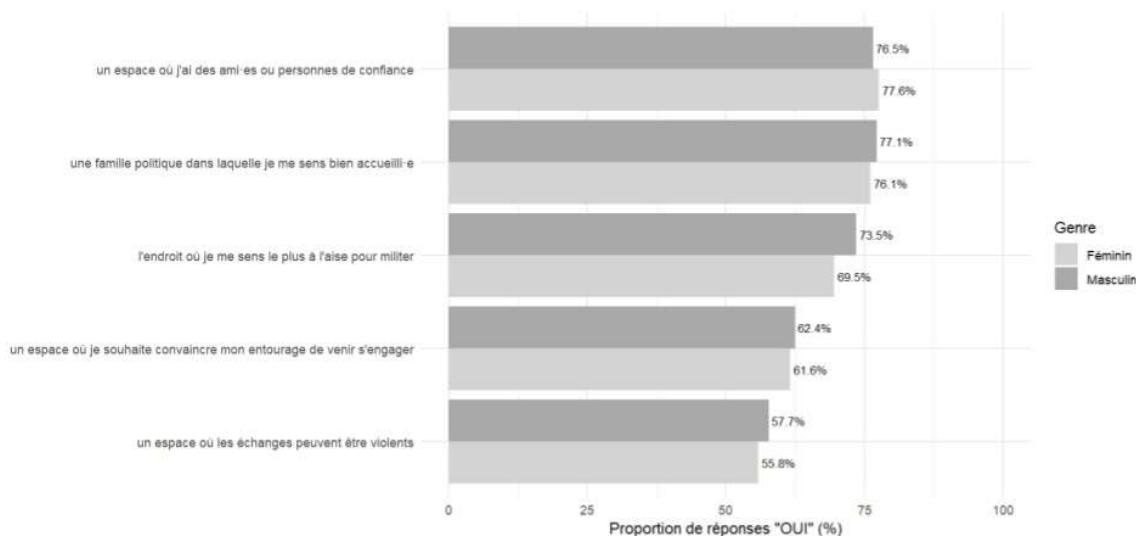
Le croisement par le genre montre des écarts plus modestes mais qui restent notables (Figure 73) : les femmes se sentent moins à l'aise pour militer (73,5% pour les hommes contre 69,5% pour les femmes) mais perçoivent marginalement moins la violence des échanges (57,7% contre 55,8%), du fait plutôt probable de leur moindre intégration à la violence de l'exercice du pouvoir interne plutôt que du fait du

genre. Nous faisons donc l'hypothèse que cette apparente contradiction dit d'une conscience et d'un sentiment bien présent mais d'une expérience moins concrétisée.

L'exercice d'un pouvoir interne ou électif exacerbe donc le mal-être militant. A ce stade, une hypothèse forte peut donc être posée et nous renvoie à la métaphore familialiste : ce parti, ce refuge, cette famille, pro-

tège et intègre, donne un sentiment d'appartenance - y compris aux personnes d'origine étrangère. Se faisant, il forme aussi à l'acceptation de la violence interne. Comme dans une famille, l'exercice apparemment contradictoire de la fonction protectrice « extra » et de la violence « intra » rendent possible la reproduction du mal-être militant, de génération en génération.

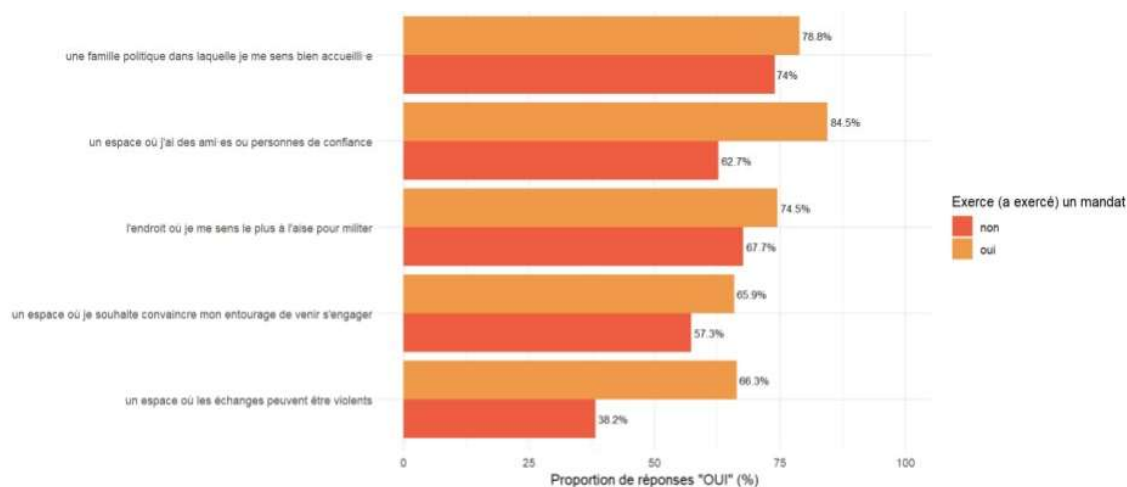
Figure 73 : Perception du bien-être au sein du parti selon le genre



Champ : L'ensemble des adhérent·e·s et des ex-adhérent·e·s (673)

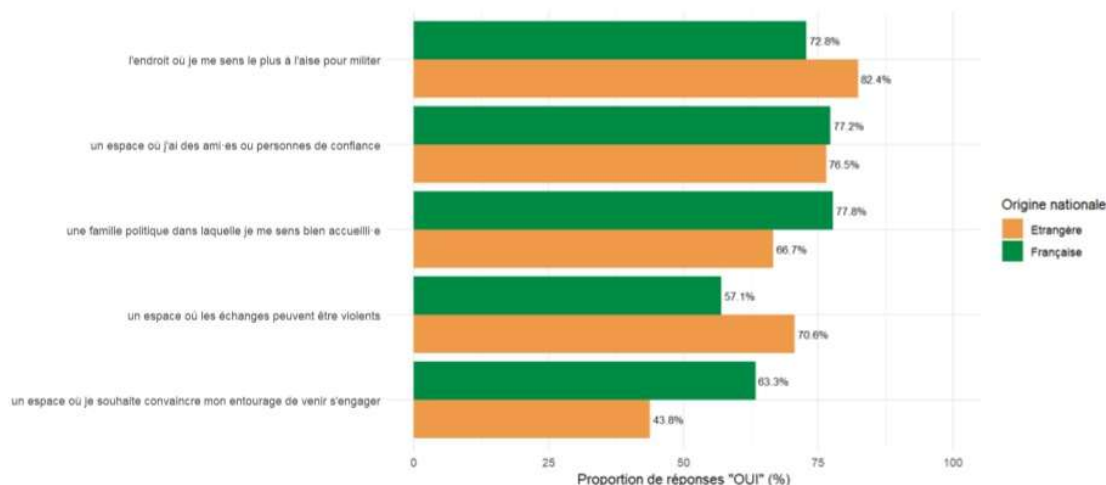
108

Figure 74 : Perception du bien-être au sein du parti selon l'exercice ou non d'un mandat



Champ : L'ensemble des adhérent·e·s et des ex-adhérent·e·s (673)

109

Figure 75 : Perception du bien-être au sein du parti selon l'origine nationale

Champ : L'ensemble des adhérent·e·s et des ex-adhérent·e·s (673)

110

6.3. Le sentiment de représentation : une fracture sociale mesurable

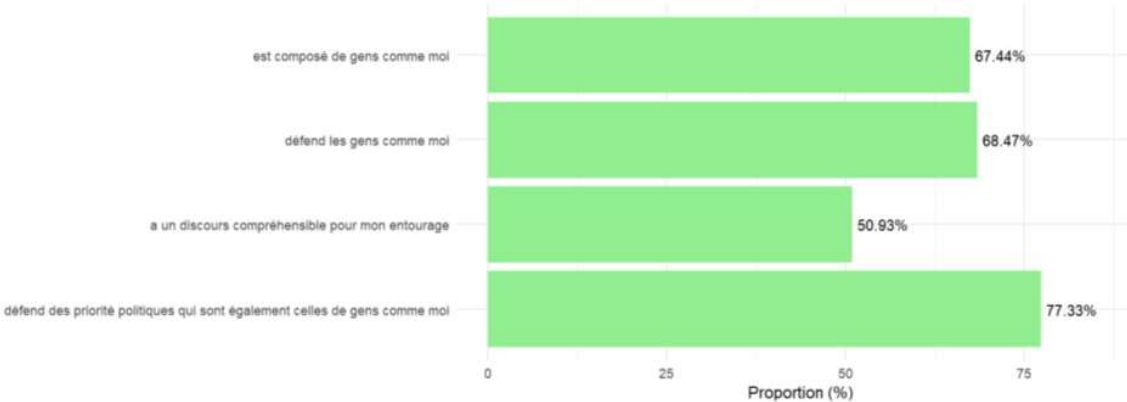
Qu'en est-il du sentiment plus politique d'appartenance ? 67,44% estiment qu'EELV est composé de gens comme eux·elles, 68,47% qu'il défend les gens comme eux·elles, 77,33% qu'il défend des priorités politiques qui sont également les leurs. Un seul item ne recueille qu'une très faible majorité : 50,93% seulement considèrent qu'EELV a un discours compréhensible pour leur entourage (Figure 76). Encore une fois : l'adhésion au parti-famille, comme espace de sociabilités comme à ses idées et positions, reste forte, même si toute relative, mais avec une conscience aigüe de son entre-soi, véritablement frein au recrutement.

Dès que l'on désagrège par classe sociale, la fracture apparaît. Sur « composé de gens comme moi » : les classes dominantes sont surreprésentées parmi les « oui » (53% contre 44% pour la réponse « non ») et les classes populaires sous-représentées (18% contre 22%) (Figure 77). Sur « défend des priorités politiques qui sont également

celles de gens comme moi » : les classes dominantes répondent « oui » à environ 50%, les classes moyennes à environ 30%, les classes populaires à environ 19% (Figure 78), ces deux dernières catégories sociales étant donc sous-représentées. Le parti est perçu comme représentatif par les personnes qu'il surreprésente déjà.

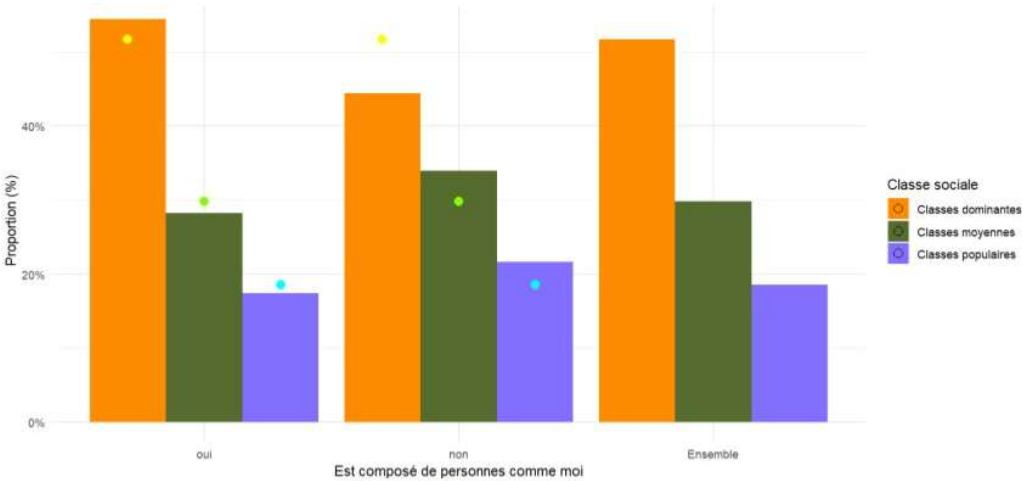
Ce sentiment de sous-représentation trouve un écho objectif dans les données électorales de la Partie II : la part des classes populaires parmi les élu·es écologistes n'excède pas 8 % dans les scrutins les plus favorables (législatives, départementales, contre 32% dans la population française), et descend à zéro aux européennes et au Sénat. Le ressenti subjectif des répondant·es correspond à une réalité mesurable — il ne s'agit pas d'une perception déformée. Hanane posait ce constat de « décalage » en ces termes : « Pour moi, l'écologie doit être compréhensible, mais les mots sont compliqués. On parle que des problèmes de bassines. J'ai grandi dans un quartier populaire, de l'écologie on en a fait : on finissait nos assiettes, on transmettait nos vêtements, on ne gaspillait pas. Je me sens en décalage. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.)

Figure 76 : Diriez-vous, qu'actuellement EELV est :



Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)

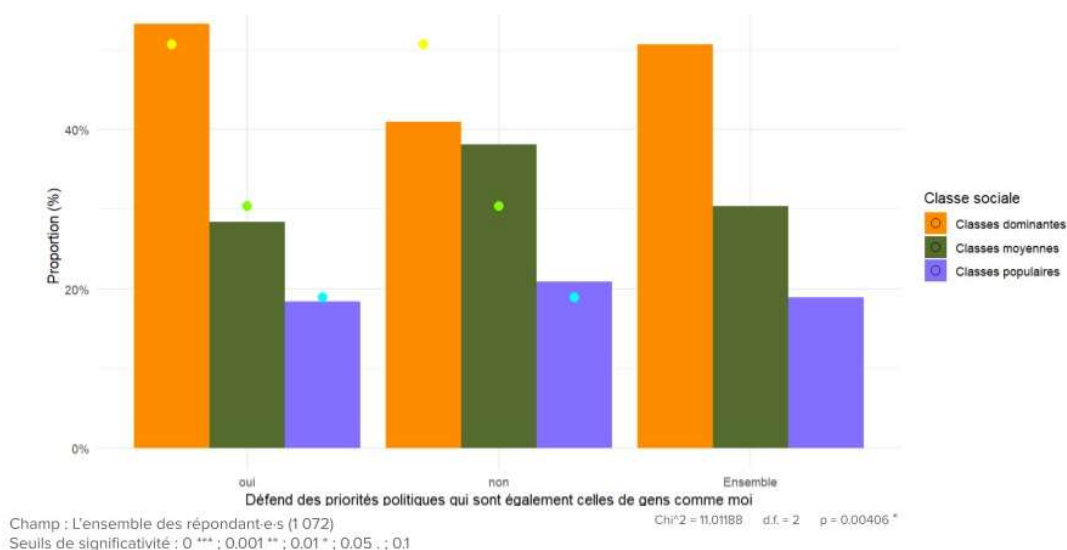
Figure 77 : EELV est composé de gens comme moi [répartition par classes]



Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)
Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

Chi² = 7.783661 d.f. = 2 p = 0.0204 .

Figure 78 : EELV défend des priorités politiques qui sont également celles de gens comme moi [répartition par classes]



114

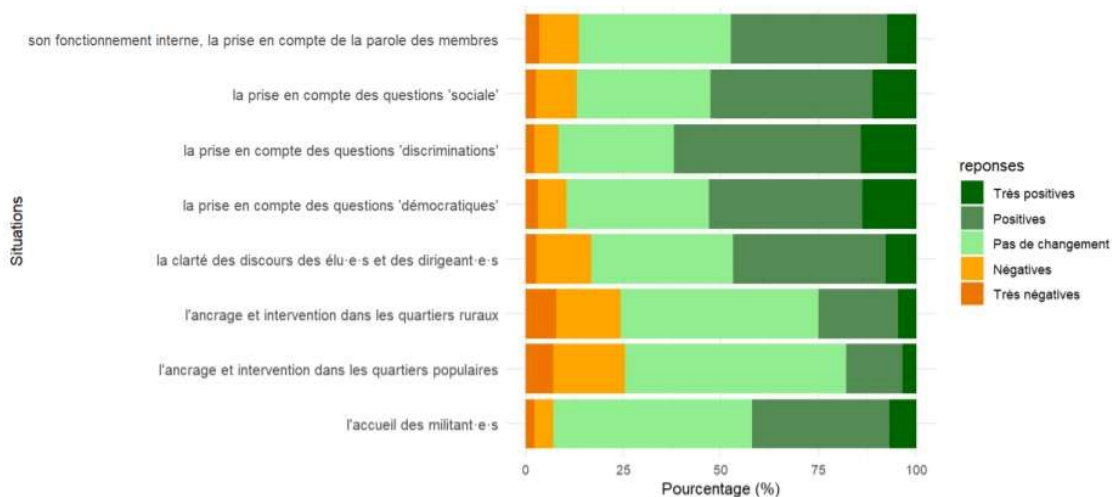
6.4. La démarche de réforme interne : encore de très fortes attentes situées socialement auxquelles répondre

Qu'en est-il des efforts fait par Les Ecologistes pour se réformer, ainsi que des attentes auxquelles il reste à répondre ? Les évolutions du parti sont jugées positivement sur les questions de discriminations et les questions démocratiques. Deux items se distinguent par la proportion de perceptions négatives : l'ancrage et l'intervention dans les quartiers populaires d'une part, dans les

territoires ruraux de l'autre (Figure 79). Ces deux dimensions cumulent les évaluations négatives et très négatives les plus élevées.

Sur l'ancrage dans les quartiers populaires : les répondant·es résidant en zone urbaine sont surreprésenté·es parmi les perceptions négatives (Figure 80). Sur l'ancrage rural : les répondant·es en territoire rural perçoivent le plus négativement les évolutions (Figure 81). Éric : « Franchement, vu comment EELV traite la ruralité, vaut mieux que tu n'aies pas de kit. » (atelier de problématisation, 26/09/2023.). Au plus proche des territoires concernés, les frustrations se font donc très significatives.

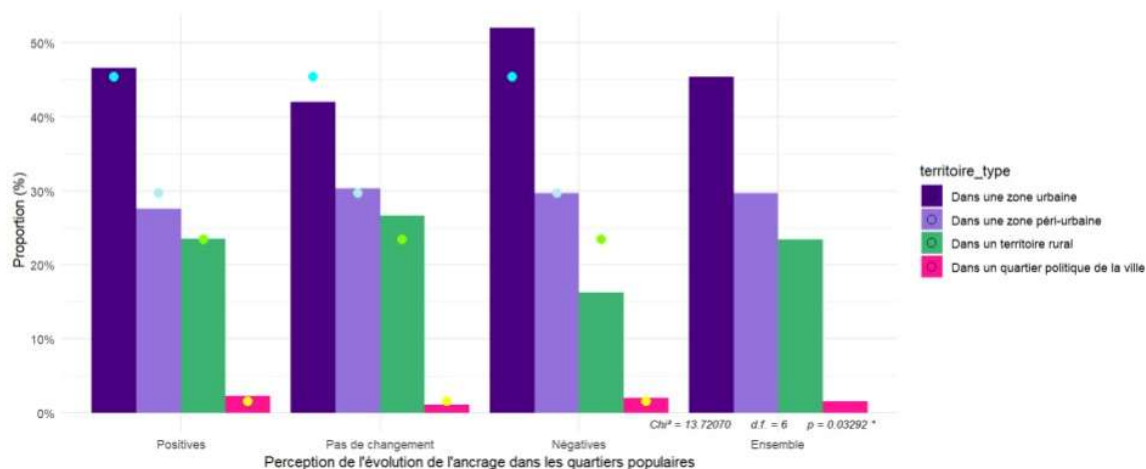
Figure 79 : Depuis que vous avez adhéré/pris contact avec EELV, diriez-vous que les évolutions du parti sur les points suivants ont été :



Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)

116

Figure 80 : Perception de l'ancrage dans les quartiers populaires selon le type de territoire de résidence

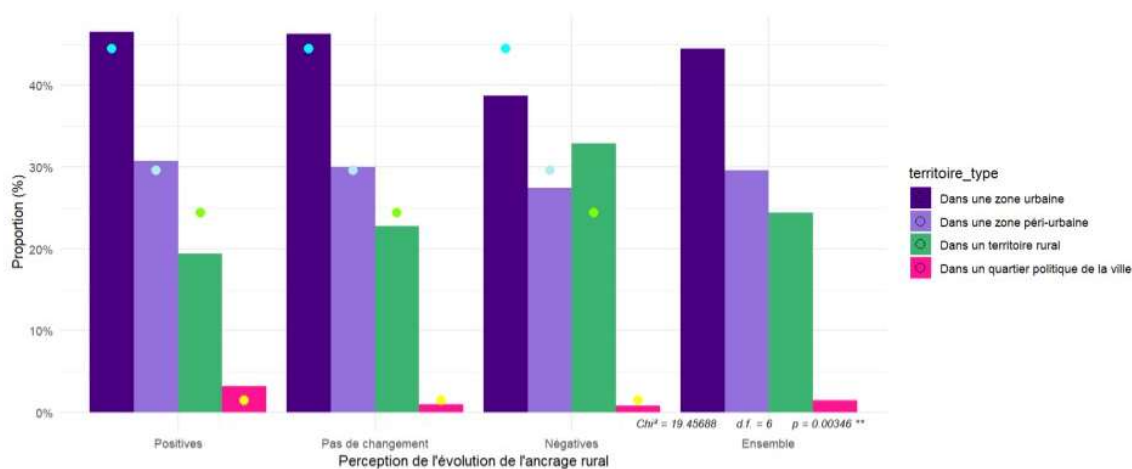


Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)

Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

117

Figure 81 : Perception de l'ancrage rural selon le type de territoire de résidence



Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)
Seuils de significativité : 0 *** ; 0.001 ** ; 0.01 * ; 0.05 . ; 0.1

118

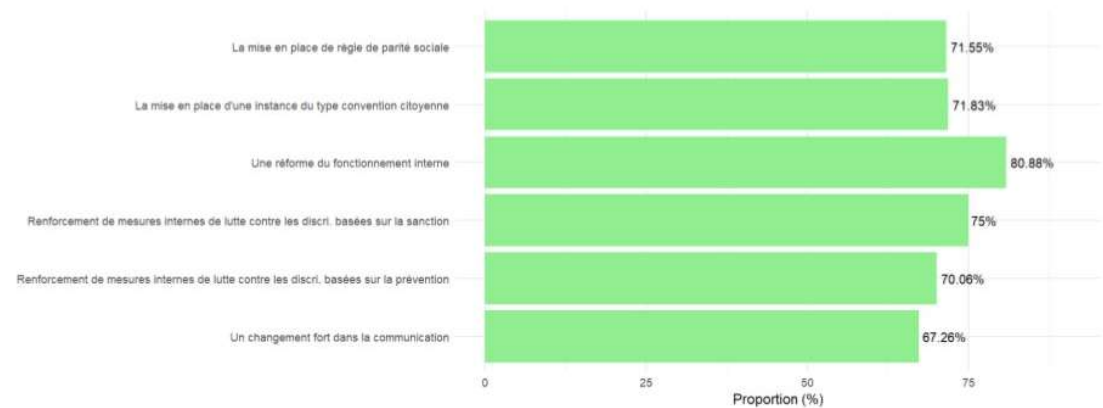
Voyons désormais les attentes vis-à-vis de l'actuelle refondation. L'ensemble des mesures proposées dans le questionnaire passé, et travaillé avec les participant-es à l'enquête comme avec le bureau politique recueillent des majorités larges (Figure 82). Sans surprise, la réforme du fonctionnement interne arrive en tête (80,88%), suivie du renforcement de mesures anti-discrimination basées sur la sanction (75%), de la mise en place d'une convention citoyenne interne (71,83%), de la parité sociale (71,55%), du renforcement de mesures anti-discrimination basées sur la prévention (70,06%), et d'un changement fort dans la communication (67,26%).

Le croisement par classe sociale révèle une gradation systématique (Figure 83) : sur chacune des six mesures, les classes populaires sont les plus demandeuses, les

classes dominantes les moins, marquant une attente plus forte de réforme interne. L'écart est le plus marqué sur les mesures anti-discrimination : pour la prévention, 80,7% des classes populaires contre 65,6% des classes dominantes ; pour la sanction, 74,3% contre 64,9%. L'écart entre ces classes sur ces deux items dit ici d'une acculturation ou d'une spontanéité plus forte vers une culture anti-punitivité dans les classes populaires. Sur la parité sociale, la demande est la même : 76,2% contre 68,7%.

Les personnes les plus concernées par les dysfonctionnements documentés — les classes populaires — sont aussi les plus demandeuses de transformation. Elles ne sont pas résignées. Elles attendent que le parti soit à la hauteur de ce qu'il dit être.

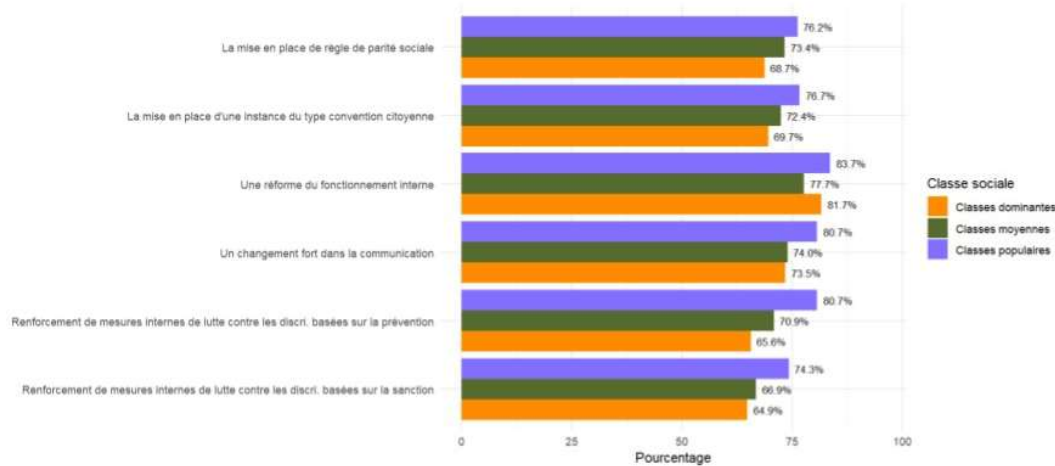
Figure 82 : Dans le cadre du futur mouvement, pensez-vous que ces mesures sont prioritaires ?



Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)

120

Figure 83 : Dans le cadre du futur mouvement, pensez-vous que ces mesures sont prioritaires ? (selon la classe sociale)



Champ : L'ensemble des répondant-e-s (1 072)

121

CONCLUSIONS

Synthèse des résultats

Parti de l'hypothèse que la sélection sociale opère au sein même du parti, ce rapport en a documenté les mécanismes à chaque étage de la vie partisane, en s'intéressant tout autant au pouvoir qu'aux expériences, aux perceptions et attentes.

Le profil sociologique des répondant·es est celui d'une organisation massivement diplômée, à capital culturel élevé, composée pour moitié de classes dominantes — et dont les quartiers populaires sont quasi absents. Ce n'est pas un parti d'élites économiques ; c'est un parti de la (petite) bourgeoisie intellectuelle, constitué en large partie de transclasses qui ont franchi le diplôme et quitté leur territoire d'origine, et dont l'homogamie sociale statistiquement très significative dit la profondeur de l'entre-soi de position actuelle.

La sélection s'intensifie à mesure qu'on progresse vers le cœur de l'organisation. Les conditions matérielles de la vie militante sont jugées peu ou partiellement adaptées par 77,12% des adhérent·es et ex-adhérent·es (Figure 46), et les classes populaires y sont surreprésentées parmi les plus entravé·es. Le multi-engagement est lui-même inégalement accessible tout autant qu'il est un facteur important de l'accession au pouvoir : le capital militant s'entretient lui-même et se combine aux autres capitaux. Entrer aux Écologistes est accessible ; y tenir, s'y imposer, y prendre des responsabilités suppose une familiarisation préalable avec les codes, les réseaux et les pratiques légitimes de la politisation que l'organisation ne transmet pas, qui s'acquièrent par appartenance à des réseaux internes, par l'homogamie sociale et politique ou par l'expérience militante externe au parti.

Le pouvoir est toutefois initialement accessible à de nombreux niveaux, un signe de vitalité démocratique, mais difficile. 65,95% des adhérent·es et ex-adhérent·es répondant·es ont ou ont eu un mandat (Figure 48), et parmi eux et elles le cumul est la règle. L'accès aux mandats est corrélé au multi-engagement et à la mobilité sociale ascendante, deux caractéristiques qui filtrent précisément les fractions les moins bien dotées en capitaux. Surtout, c'est en accédant aux responsabilités que les expériences négatives s'intensifient le plus : 88,4% des répondant·es ayant une expérience partisane très négative ont exercé ou exercent un mandat. Le pouvoir, dans cette organisation, expose davantage à la conflictualité — laquelle est inégalitaire — qu'il ne protège.

Enfin, les discriminations et le dénigrement ne sont pas des expériences marginales — elles touchent plus d'un·e répondant·e sur deux (55,21% pour le dénigrement, Figure 58 ; 50,09% pour le manque de confiance, Figure 60), dans un échantillon qui surreprésente précisément les profils les moins exposés. Les soutiens institutionnels en cas de discrimination sont quasi absents : 10,45% seulement citent les instances nationales comme soutien (Figure 63). Ce qui protège, dans cette organisation, c'est le réseau d'ami·es — et ce réseau est lui-même inégalement distribué.

La recherche d'une bouffée d'oxygène

Si l'organisation dysfonctionne, elle tisse donc tout de même un réseau d'affinités perçu comme une famille par les trois quarts des répondant·es. Si nous avons filé cette métaphore familiale, c'est que pendant nos ateliers, nous avons été surpris·es par l'attachement à l'organisation, de ceux et celles qui sont resté·es en tous cas. La centaine d'ex-adhérent·es ayant répondu indique également que même hors du parti, certain·es ancien·nes restent disponibles à contribuer à ses évolutions futures. Mais comme dans toute famille – ou tout parti – les dysfonctionnements se reproduisent de générations en générations. Toute la violence d'un cadre familial comme d'une promesse démocratique et inclusive répétée et probablement sincère – le nombre d'auto-analyses commanditées par le parti en sont, sinon une preuve, tout du moins un indice – réside dans cette distance entre l'expérience et l'attente. L'étude des perceptions du parti et les attentes de changements révèlent une forte conscience de ce problème par les militant·es. S'ils et elles ne semblent pas massivement prêt·es à convaincre leurs entou-rages, elles et ils restent et pour des bonnes raisons : dans un monde hostile, l'engagement – même difficile – reste un refuge.

On peut donc se sentir membre d'une famille politique tout en n'ayant pas prise sur ses décisions et sans participer aux plus hautes échelles du pouvoir et en vivant des expériences qui éroderont progressivement l'envie de rester. Ce que les militant·es semblent chercher, ce n'est pas à faire exploser cette cellule familiale, c'est à lui donner une bouffée d'oxygène.

Les données ne permettent pas de décrire précisément l'expérience des personnes qui sont parties avant que cette en-

quête existe. C'est l'angle mort le plus important de ce travail : les militant·es les plus marginalisé·es, celles et ceux qui n'ont pas tenu, sont en grande partie absent·es de l'échantillon. Ce que nous mesurons est un plancher. Ce que nous ne mesurons pas, c'est l'étendue réelle des pertes.

Passer de la lucidité à la confiance

L'audit de 2002 avait vu juste. L'atelier de 2019 avait vu juste. L'enquête de Vanessa Jérôme avait vu juste. L'accumulation de ces travaux pose inévitablement une question : pourquoi des diagnostics répétés, partagés, documentés, ne se sont-ils pas traduits en transformation organisationnelle ?

La réponse n'est pas dans un défaut de lucidité — le parti a été lucide, volontariste et continue de l'être. Elle n'est pas dans un défaut d'intention de diagnostic qui remonte jusqu'au sommet, quand bien même celui est le fruit de rapports de force — les États Généraux de l'Écologie, la motion écologie populaire au dernier congrès, et la commande de cette enquête attestent d'une intention réelle. Les Ecologistes disposent des courrois de transmissions nécessaires à la visibilisation de ses propres dysfonctionnements.

Le problème dans la nature même des mécanismes décrits. Les filtres implicites documentés dans ce rapport ne sont pas des dysfonctionnements que l'on corrige par circulaire — ils sont la forme devenue normale de fonctionnement d'une organisation dont les structures, les pratiques et les codes ont été construits par et pour un profil sociologique spécifique, et dans une culture universitaire et technique spécifique. On pourrait pousser jusqu'à formuler l'hypothèse que l'accumulation de ces constats et leur documentation participe à les normaliser : ils

sont connus, personne ne le nie, ce qui désamorce potentiellement l'accusation en immobilisme.

Pourtant, ceux et celles qui restent souhaitent pouvoir accueillir les leurs et construire une organisation capable de porter leur projet politique. La réforme du fonctionnement interne est la mesure la plus demandée — et l'écart entre les classes populaires et les classes dominantes sur cette demande est le plus faible de toutes les mesures, ce qui dit que le consensus sur ce point dépasse les clivages sociaux. Le renforcement des mesures anti-discrimination basées sur la sanction arrive en deuxième position (75%, Figure 82), avec un écart de classe cette fois significatif : les classes populaires sont les plus demandeuses. La parité sociale récolte 71,55% d'adhésion globale, et 76,2% parmi les classes populaires (Figure 83). Si la direction du parti est en accord avec ces dernières propositions, si le parti lui-même souhaite faire confiance en ses membres les plus sensibles aux dysfonctionnements repérés, alors une place significative doit être faite aux catégories les plus demandeuses qui, nous pouvons l'espérer, seront donc les plus déterminées à de tels changements.

Se saisir des opportunités

Ces personnes constituent des ressources qui sont donc disponibles. D'autres signaux en attestent : la récente victoire de Mélissa Youssouf à Villepinte, l'intégration du sénateur Akli Melouli après son élection, l'engagement syndical, les origines sociales des membres, l'implantation du parti en ruralités, sont des indices certes minoritaires mais réels d'une hétérogénéité plus forte qu'attendue. Ceux-ci sont pour le moment aux marges des dynamiques organisationnelles du parti, elles peuvent passer au centre.

Le contexte dans lequel ce rapport est produit n'est pas neutre. Les Écologistes sortent d'un processus de refondation — les États Généraux de l'Écologie — qui a explicitement mis la question de l'élargissement de la base sociale du parti à son agenda. Ce rapport est, pour partie, le produit de cette fenêtre d'opportunité et de l'action de militant-es qui ont su se saisir de rapports de force internes. Cette fenêtre ne restera pas ouverte indéfiniment.

Les moments de refondation ne produisent des transformations durables que lorsqu'ils s'accompagnent de mécanismes contraignants et de changements de perspectives. Les recommandations qui suivent partent de ce constat. Elles ne prétendent pas épuiser le problème — elles proposent un premier ensemble de leviers concrets, directement ancrés dans nos conclusions.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations qui suivent sont organisées selon une logique d'emboîtement : des changements structurels qui conditionnent l'efficacité des mesures concrètes, et des mesures concrètes qui ancrent les changements structurels dans des pratiques vérifiables. Les deux niveaux sont nécessaires — chacun échoue sans l'autre. Les mesures concrètes sans cadre systémique deviennent des dispositifs isolés, contournés ou abandonnés dès le premier changement de direction. Ces propositions découlent des données quantitatives présentées ici, mais également d'un croisement entre l'enquête, les ateliers, la littérature et les précédents travaux du GDRV.

Axe 1 — Rendre visible ce qui est invisible : la donnée comme condition de la responsabilité

Aucune transformation organisationnelle durable ne s'est produite sans identifier où est le problème, mais ce n'est pas suffisant. Ce rapport en a apporté la démonstration : les diagnostics de 2002 et 2019 ont formulé les mêmes constats sans pouvoir les quantifier de façon systématique et surtout : sans effet probant. Ce que l'on ne mesure pas, on ne peut pas se tenir responsable de le changer. La production régulière de données sur la composition sociale du parti — à l'entrée, dans les mandats, dans les instances — est la condition première de toute politique de transformation, mais ne doit pas devenir une fin en soi.

Mesure 1.1 — Recenser la composition sociale des instances et des mandats.

Intégrer dans le rapport annuel du parti une cartographie sociologique des titulaires de mandats internes et des candidat·es présenté·es aux élections, selon les variables de classe (revenus, diplôme, CSP, patrimoine...), de genre, et d'origine — en s'appuyant sur la méthodologie d'écritage développée dans cette enquête ou celle du collectif dlp. Ce recensement doit être public et accessible à toutes les adhérent·es.

Mesure 1.2 — Collecter systématiquement des données sociodémographiques au moment du renouvellement de l'adhésion.

Intégrer dans un formulaire de renouvellement annuel de l'adhésion un module court de données sociodémographiques (CSP, revenus, diplôme, territoire de résidence, genre, origine) sur le modèle du questionnaire de cette enquête. Ces données, anonymisées, permettront de suivre l'évolution de la composition sociale du parti d'une année sur l'autre, sans attendre un nouveau questionnaire complet. Cet outil de suivi continu est la version minimale et pérenne de ce que ce rapport a produit ponctuellement.

Axe 2 — Lever les barrières matérielles à l'engagement

Les obstacles à l'engagement sont distribués selon la classe, le genre et la situation familiale. 66,7% des répondant·es dont l'engagement est entravé appartiennent aux CSP-. La conciliation est significativement plus difficile pour les femmes et pour les parents. Ces obstacles ne relèvent pas d'une insuffisance de motivation — ils relèvent de conditions matérielles que l'organisation peut modifier.

Mesure 2.1 — Créer un fonds de solidarité militant.

Institutionnaliser à l'échelle nationale une contribution aux frais de déplacement et de participation aux événements du parti — Journées d'Été, formations, réunions des instances — pour les adhérent·es dont les revenus sont inférieurs au revenu médian ou ayant des charges familiales pesantes financièrement. Ce fonds doit être financé sur le budget de fonctionnement du parti, pas sur la bonne volonté des structures locales ni des adhérent·es. L'auto-exclusion par dignité que Safia a décrite lors de l'atelier de problématisation est documentée et évitable (*atelier de problématisation*, 26/09/2023).

Mesure 2.2 — Systématiser les solutions de garde d'enfants lors des événements militants.

La garde d'enfants est l'item le moins bien noté de la batterie sur les conditions matérielles (Figure 45). Les événements nationaux et les réunions d'instances doivent prévoir, par défaut, un dispositif de garde intégré au budget de l'organisation.

Mesure 2.3 — Diversifier les formats et horaires de la vie militante.

Les réunions en visioconférence obtiennent l'une des meilleures évaluations (Figure 45). Institutionnaliser des formats hybrides comme norme, et non comme palliatif. Expérimenter des réunions à des horaires variés ou systématiser à défaut ou de façon complémentaire une activité de rappels téléphoniques pour permettre aux absent·es de raccrocher et partager leurs points de vues.

Mesure 2.4 — Créer et financer un poste dédié à l'accompagnement et à la mobilisation sur les commissions quartiers populaires et ruralités.

L'ancrage territorial dans les QPV et les ruralités ne se fera pas par bonne volonté ni par communication. Il suppose un investissement humain et financier réel : un poste salarié, clairement mandaté, dont la mission est d'accompagner la création et le développement de groupes locaux dans ces territoires, d'accompagner les groupes locaux à construire des partenariats avec les acteurs associatifs et syndicaux présents, et de faire remonter les besoins spécifiques vers les instances nationales. Les récents événements d'universités des ruralités ou organisés en commun avec l'Assemblée des quartiers sont des exemples à suivre.

Axe 3 — Transformer l'accueil en processus, pas en geste

L'audit de 2002 a documenté la faiblesse de l'accueil (*Rapport final de l'audit interne participatif*, p. 41). Quand nous menons cet audit vingt-deux ans après, 24,24% des ex-adhérent·es citent le sentiment de mal-intégration parmi les raisons de leur départ (Figure 57). L'accueil n'est pas un geste de bienvenue — c'est un processus continu et permanent d'intégration à la culture organisationnelle, à ses codes implicites, à ses règles non écrites.

Mesure 3.1 — Créer un parcours d'intégration standardisé et obligatoire.

Tout·e nouvel·le adhérent·e doit recevoir, dans les 30 jours suivant son adhésion, un référent·e désigné·e, un document de présentation du fonctionnement interne et une invitation à une réunion d'accueil (locale, régionale). Ce parcours doit être tracé, son absence signalable.

Mesure 3.2 — Instaurer un mentorat militant pour les nouvelles et nouveaux adhérent·es.

Un dispositif de mentorat structuré — distinct du parrainage informel actuel — doit mettre en relation les nouvelles et nouveaux adhérent·es avec des militant·es expérimenté·es volontaires et formé·es, désigné·es indépendamment des réseaux de motion.

Mesure 3.3 — Revoir la cartographie des formations à partir des besoins.

La refonte de l'offre de formation interne doit partir d'un diagnostic des besoins réels des adhérent·es — et non de l'offre existante reconduite par habitude. L'utilité direct, notamment pour les moins doté·es en

capitaux culturels ou militants, doit être renforcée. Ce diagnostic doit associer des adhérent·es des classes populaires, des territoires ruraux et des QPV, dont les besoins de formation diffèrent structurellement de ceux des militant·es déjà familiarisé·es avec les codes de la politisation interne. Les formations doivent intégrer une dimension idéologique et stratégique comme pratique, et une familiarisation explicite avec le fonctionnement interne du parti (exp des formations niveau 1 instituées à la CGT).

Mesure 3.4 — Changer de posture : valoriser les expériences et les origines populaires comme des ressources politiques.

L'écologie scientifique et technique est le registre dominant de la culture interne du parti. Elle n'est pas illégitime — elle est insuffisante. L'écologie populaire que des militant·es comme Hanane ont décrite — finir ses assiettes, transmettre ses vêtements, ne pas gaspiller (*atelier de problématisation*, 26/09/2023) — est une forme d'écologie pratiquée depuis toujours dans les milieux populaires, sans en avoir le nom. Mais cela ne résume pas à cela, de nombreuses expériences ont été également théorisées ou produites de façon organisationnelles par des associations, collectifs ou syndicats. Le parti doit apprendre à reconnaître et à valoriser ces expériences et acquis théoriques comme des ressources politiques à part entière, et non comme des anecdotes à intégrer dans un discours déjà construit ailleurs ou des illustrations qui justifie le bien-fondé de l'écologie telle qu'elle est. Cela suppose une transformation des pratiques discursives et pédagogiques au sein du parti mais aussi un aggiornamento du cadre théorique, qui ne s'opère pas par déclaration mais par formatage de la culture militante elle-même et par la formation – y compris des cadres actuel·les qui disposent déjà d'un bagage de formation théorique incomplet.

Axe 4 — Former les classes dominantes et les dirigeant·es à ce qu'elles et ils ne voient pas

La surreprésentation des classes dominantes dans les instances du parti n'est pas seulement un problème de composition — c'est un problème de perspective. Les personnes qui décident sont, pour plus de la moitié, issues de milieux où les mécanismes de sélection sociale documentés dans ce rapport sont invisibles, parce qu'ils jouent en leur faveur. Former les dirigeant·es du parti à reconnaître ces mécanismes n'est pas une concession symbolique — c'est une condition de l'efficacité de toutes les autres mesures. Cela permettra d'organiser un véritable retrait et un renouvellement des directions qui soit accepté par tou·tes.

Mesure 4.1 — Former les classes dominantes et les dirigeant·es du parti à l'écologie populaire, à la lutte contre le classisme et à identifier leur propre position sociale.

Concevoir et rendre obligatoire pour l'ensemble des responsables d'instances nationales et régionales une formation sur : les mécanismes de reproduction sociale dans les organisations politiques, documentés par ce rapport et par la littérature disponible ; l'histoire et la sociologie des classes populaires en France et dans le monde ; et leur propre position de classe et ses effets sur leur perception du fonctionnement interne. Cette formation doit être conçue et animée par des intervenant·es issu·es des milieux concernés y compris membres du parti, pas seulement par des expert·es extérieur·es. Nous soulignons ici un risque à cette mesure, si elle était isolée d'autres réformes in-

ternes : se complaire dans un excès de théorisation qui pourraient se révéler un nouvel effort de distinction symbolique et d'appropriation culturelle plutôt qu'une véritable appel d'air aux savoirs populaires et à leur mise en œuvre par les personnes concernées.

Mesure 4.2 — Créer et financer une instance de conseil interne permanente.

Créer un organe de conseil composé de militant·es formé·es, issu·es des classes populaires, avec une parité de genre et une diversité raciale effectives, dont le mandat est d'accompagner (toutes) les commissions thématiques et les instances dans la prise en compte des enjeux de classe, de genre et de race dans leur fonctionnement et leurs prises de position. Cette instance doit être financée — ses membres doivent recevoir une compensation pour le temps consacré. Ne pas financer ce travail, c'est reproduire exactement le mécanisme que ce rapport documente : faire reposer la charge de transformation de l'organisation sur les personnes les moins bien dotées en temps et en ressources. Le travail de transformation interne ne peut pas être une nouvelle charge sociale, raciale et genrée non rémunérée.

Axe 5 — Réformer les règles du jeu interne : transparence et inversion de la hiérarchie sociale

Le jeu des motions fonctionne comme un système de cooptation opaque qui filtre l'accès aux responsabilités selon l'appartenance à des réseaux préalables. Ce mécanisme n'est pas intentionnellement exclusif — il est structurel. Le transformer suppose de réduire la dépendance de l'accès aux mandats vis-à-vis des courants, d'introduire des procédures de désignation plus transparentes, et d'expérimenter des formes de participation qui contournent partiellement la logique des motions.

Mesure 5.1 — Inverser la logique du congrès : une convention citoyenne interne avant les motions.

Expérimenter, dès le prochain congrès, un processus dans lequel une convention citoyenne interne — composée par tirage au sort parmi les adhérent·es selon six critères de représentativité : genre, diplôme, âge, CSP, type de territoire, niveau de revenus — produit un document-cadre à partir duquel les motions sont tenues de travailler. Un comité de garant·es issu de cette convention collabore tout au long du processus de rédaction pour s'assurer que le document final reste ancré dans les orientations initiales. Ce dispositif ne supprime pas les motions — il les soumet à un cadre produit par une représentation plus large que les militant·es les mieux organisé·es.

Mesure 5.2 — Introduire la parité sociale dans les procédures de désignation des candidat·es.

71,55% des répondant·es soutiennent la parité sociale, et 76,2% parmi les classes populaires (Figure 82 et 83). Sa mise en œuvre suppose des règles de composition des listes et des instances internes intégrant des objectifs progressifs et mesurables de représentation des classes populaires, sur le modèle de la parité de genre.

Mesure 5.3 — Conditionner les négociations électorales avec les autres partis à une progression vers la parité sociale.

La parité sociale dans les candidatures présentées ou soutenues par Les Écologistes ne peut pas demeurer une ambition interne pendant que les accords électoraux reproduisent les logiques de sélection des partis partenaires. Les négociations électorales — notamment pour les législatives de 2027 — doivent explicitement inclure des critères de composition sociale des listes partagées. Sans cette condition, les engagements en faveur de l'écologie populaire restent une promesse sans traduction électorale. Le collectif DLP propose un seuil maximal de classes supérieures — 15 à 25 % selon la catégorisation — avec une obligation de résultat analogue à la parité de genre, appliquée aux seuils d'éligibilité pour les scrutins de liste et par circonscription classée par gagnabilité pour les scrutins nominaux (DLP, op. cit., p. 37, objectif 6).

Mesure 5.4 — Rendre les procédures de désignation lisibles et auditables.

Publier les règles de désignation dans un document accessible à tou·tes les adhérent·es. Introduire un droit de recours explicite en cas de contestation d'une désignation, avec une instance de traitement distincte.

Axe 6 — Traiter les discriminations comme un problème organisationnel, pas individuel

55,21% des adhérent·es et ex-adhérent·es ont subi un comportement dénigrant (Figure 58), 10,65% des discriminations ou des VSS (Figure 62), et les soutiens institutionnels sont quasi absents — les instances nationales ne sont citées que par 10,45% des victimes (Figure 63). Ce déficit de réponse institutionnelle n'est pas une omission — c'est ce qui permet aux comportements discriminatoires de se reproduire.

Mesure 6.1 — Réaliser un audit des instances internes existantes de traitement des discriminations et des VSS.

Avant de créer de nouveaux dispositifs, il faut évaluer ceux qui existent : quelles instances traitent actuellement les signalements, selon quelles procédures, avec quels résultats, et pourquoi elles sont si peu mobilisées par les personnes concernées. Dans le temps de cette enquête, un nouveau pôle régulation a été créé, qui devrait être analysé à l'aune des changements qu'il aura pu permettre et des résultats du présent rapport. Cet audit, conduit en collaboration avec des intervenant·es extérieur·es au parti, doit être rendu public et constituer le point de départ de la réforme des dispositifs existants.

Mesure 6.2 — Renforcer un dispositif de signalement indépendant.

Le pôle régulation doit permettre un dispositif de signalement formalisé, avec une instance de traitement distincte des instances ordinaires du parti, une procédure

claire, un délai de réponse garanti et une accessibilité anonyme. Son fonctionnement doit être rendu public annuellement.

Mesure 6.3 — Introduire des sanctions effectives en cas de discrimination avérée.

75% des répondant·es soutiennent le renforcement des mesures anti-discrimination basées sur la sanction (Figure 82). Des sanctions statutairement prévues — gradées, allant de l'avertissement à l'exclusion — doivent pouvoir être rendues applicables.

Mesure 6.4 — Former les responsables locaux et régionaux à la détection et au traitement des discriminations.

Les instances régionales sont citées comme soutien par seulement 20,9% des victimes (Figure 63). Ce déficit reflète en grande partie un déficit de formation. Les responsables locaux et régionaux doivent être formés à la reconnaissance des comportements discriminatoires et à leur rôle de premier niveau de réponse.

Axe 7 — Penser un momentum de refondation à la hauteur du diagnostic

Les transformations documentées dans ce rapport ne peuvent pas être absorbées dans le fonctionnement ordinaire du parti sans risquer de disparaître dans les arbitrages du quotidien militant. Elles supposent un moment délibéré de refondation — pas une réforme de plus, mais une décision collective sur ce que le mouvement veut être et qui doit en tenir les leviers.

Mesure 7.1 — Faire des États Généraux de l'Écologie une période d'essai, et non une fin.

Les EGE ont constitué un espace d'ouverture. Leur bilan doit être conduit de façon rigoureuse et rendu public avant tout nouveau processus statutaire. Ce bilan doit répondre à une question simple : les EGE ont-ils produit une transformation mesurable de la composition sociale du parti et de ses instances ? Si la réponse est non — ou partiellement — les suites doivent en tirer les conséquences, y compris en remettant en question les formats et les règles du jeu qui ont prévalu jusqu'ici.

Mesure 7.2 — Ouvrir une refondation plus profonde où les clefs sont données à d'autres.

La refondation qui doit suivre le bilan des EGE ne peut pas être conduite selon les mêmes mécanismes qui ont produit la situation documentée dans ce rapport. Elle doit être structurée autour de la convention

citoyenne interne décrite en mesure 5.1 — un processus dans lequel les personnes les plus éloignées des instances actuelles du parti ont une influence réelle sur le cadre politique et organisationnel qui en sort.

Note finale sur la mise en œuvre

L'expérience documentée dans ce rapport suggère que le principal facteur d'échec des réformes passées n'est pas le manque de lucidité sur le diagnostic. C'est l'absence de mécanismes contraignants — de règles qui tiennent indépendamment de la bonne volonté des personnes qui les mettent en œuvre. Les dysfonctionnements repérés ne sont pas originaux dans la vie d'un parti politique, mais ils en deviendront plus insupportables à mesure qu'ils seront répétés sans action pour y remédier. Nous ne sommes pas militant·es au parti Les Écologistes et n'avons pour seule ambition que d'accompagner une cause qui nous tient à cœur — la parité sociale et plus largement les idées progressistes et écologistes. Nos recommandations ne sont donc que des esquisses, des idées qui devront rencontrer la matérialité, la socialité, l'incorporation des rapports de pouvoir qu'elles entendent participer à défaire. Il n'y a nul secret quant aux stratégies les plus efficaces pour se faire : seule une mobilisation de toutes parts, par chaque instance et militant·e, par des coalitions respectueuses et une remise en cause collective, peut aboutir.

Notre mot final sera donc simple : ce rapport s'arrête là, la suite appartient au parti Les Écologistes mais surtout, à ses militant·es.

BIBLIOGRAPHIE

Beauchemin, C., Hamel, C., & Simon, P. (dir.). (2016). Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France. Paris : INED.

Bouvet, C., Le Menestrel, J., & Persico, S. (2009). Atelier de consensus du 6 avril 2009 autour de la refondation d'EELV : synthèse des discussions. 16 avril 2009.

Cohen, C., & Potin-Finette, A. (2024). *Portrait des nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville en France métropolitaine*. Insee Première. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8236231#onglet-1>

Collectif Démocratiser la politique, Vacher, K. B. (dir.), Vallipuram, T., Dickman, T., & Machado, E. (2025). *Tous les mêmes ? Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours*. Rapport de recherche, Martigues : Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille citoyenne.

Demoulin, J., & Baqué, M.-H. (2025). *Élus des banlieues populaires*. Paris : Presses Universitaires de France.

Devulder, A. (2024). « Gatekeeping theory : origine et explication ». *BARA Think Tank*. <https://bara-think-tank.com/baragouin/gatekeeping-theory-origine-et-explication>

Fillieule, O. (2015). "Demobilization and Disengagement in a Life Course Perspective". In D. Della Porta & M. Diani (dir.), *The Oxford Handbook of Social Movements*. Oxford University Press. https://www.academia.edu/8740346/Demobilization_and_Disengagement_in_a_Life_Course_Perspective Olivier Fillieule The Oxford Handbook of Social Movements Forthcoming Edited by Donatella Della Porta and Mario Diani

Jaquet, C. (2014). *Les transclasses ou la non-reproduction*. Paris : Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.jaqu.2014.01>

Jérôme, V. (2021). *Militer chez les Verts*. Paris : Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.jerom.2021.01>

Joignant, A. (2007). « Compétence politique et bricolage : les formes profanes du rapport au politique ». *Revue française de science politique*, 57(6), 799-817. <https://doi.org/10.3917/rfsp.576.0799>

Lê, J., Simon, P., & Coulmont, B. (2022). *La diversité des origines et la mixité des unions progressent au fil des générations*. Insee Première. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468640>

Rihoux, B., Peirano, A., & Faucher, F. (2002). Audit participatif interne (API) des Verts : rapport final. Vers un parti en mouvement : démocratie, efficacité, convivialité. Les Verts.

ANNEXES

Annexe 1 : note d'opportunité initiale « Expérience partisane, discrimination et sous-représentations à EELV » (sept. 2023)

Partenaires : EELV, GDRV

Partenaires secondaires (conseils, suivi) : Démocratie Ouverte, Ouishare, Le Next Level

Contexte et opportunité

EELV a récemment mis la question de la représentation des classes populaires au cœur de son agenda de refondation. Son soutien aux dernières législatives à des candidatures aux profils atypiques et/ou issues de territoires et catégories populaires (Nadhéra Beltreche, Lumir Lapray, Stéphane Ravacley...), en atteste notamment. Lors du dernier congrès, la motion écologie populaire a également permis d'envisager un système de vigilance quant à la participation populaire à la candidature aux diverses échéances électorales. Le processus d'Etat Généraux de l'Écologie qui est en cours et auquel Démocratie Ouverte (partenaire du projet DLP) participe, semble également être l'occasion d'avancer plus en amont sur ce sujet. Dernièrement, des échanges fournis avec Augustin Augier et l'équipe de coordination de DLP à propos de la situation d'EELV, des EGE et des suites attendues nous ont donné la conviction commune qu'un travail de recherche collaborative pourrait bénéficier à l'ensemble des acteur·ices. Ce processus d'EGE intervient dans un contexte marqué notamment par 3 éléments :

- une réorientation d'EELV dans une stratégie plus volontariste vis à vis des territoires populaires, marqué par l'élection de Marine Tondelier à la tête du parti
- la construction d'une NUPES dans laquelle EELV souhaite se démarquer comme une force politique plus massive (objectif : un million de personne) et se suffisant à elle-même en terme d'ancrage social et de représentativité sociologique ;
- la recherche d'un narratif politique issu de la séquence CCC, où un modèle d'écologie populaire a pu potentiellement être identifié comme possible.

GDRV porte le programme de recherche Démocratiser la politique qui vise à interroger la place des classes populaires dans le champ politique et mobiliser celle-ci dans une stratégie d'enquête-interpellation. Le projet émerge dans un contexte de contestations sociales multiformes (quartiers populaires demandeurs de représentation sociale, révoltes suite à la mort de Nahel M., Gilets Jaunes, expériences municipalistes, crises de la représentation faisant l'objet d'une attention médiatique et politique...). Suite et en parallèle au lancement de ce programme, GDRV et ses partenaires ont souhaité construire un dispositif secondaire de partenariat avec les partis politiques partageant les mêmes objectifs et valeurs.

Objectifs et hypothèses

Nous repartons du constat d'absence relative de traitements de données concernant la représentation des classes populaires en France ainsi que des groupes minorisés. En interne à EELV et notamment dans le cadre des EGE, des signaux sont repérés par ses dirigeant·es, concernant l'imaginaire adossé à l'organisation (l'idée que l'écologie serait une question de classes

moyennes et supérieures des centre-ville), les faibles scores électoraux dans les quartiers populaires et des demandes internes de militant·es concernant l'amélioration de la représentation populaire et des groupes minorisés (cf. la motion écologie populaire du dernier congrès).

Le lien historique entretenu par l'écologie politique avec les luttes antiracistes et les quartiers populaires, malgré un constat d'insuffisance, est un atout important dans cette démarche. L'objectif de cette étude est de repartir de l'expérience des personnes déjà engagées à EELV pour établir un état des lieux du ressenti des classes populaires et des groupes minorisés.

Il s'agit ici de comprendre l'expérience différenciée de la vie partisane selon l'appartenance de classe, de "race" et de genre. Nous cherchons ainsi à identifier les obstacles à l'intégration partisane, à vérifier les intuitions des dirigeant·es d'EELV comme celles des personnes concernées et de produire une donnée fine par le croisement des différentes variables : classe, origines, genre, âge, expérience politique préalable, situations de handicap, territoires etc.

Nous faisons l'hypothèse, dans le cadre d'une analyse systémique, que l'insuffisante représentation des groupes étudiés est croissante selon la hiérarchie partisane et s'explique par l'éviction tacite des entrant·es dès la pratique ordinaire de la vie militante. Nous étudierons pour cela les différentes dimensions de la vie partisane : appropriation de la culture de l'écologie politique, formation, accessibilité matérielle à la vie militante etc.

A la demande des dirigeant·es d'EELV, nous nous intéresserons également à la connaissance par les adhérent·es d'EELV des propositions pouvant permettre l'amélioration de l'inclusion des classes populaires et groupes minorisés au sein de la vie du parti, en vue d'établir un dispositif de mise en débat et d'appropriation de ces mesures, dans le cadre du processus de refondation en cours.

Cette étude conduira à la définition de préconisations co-construites par l'équipe de recherche, les dirigeant·es et adhérent·es participant·es à cette étude, dans le cadre de la refondation en cours d'EELV et des suites à donner aux EGE.

Méthode

Cette étude se fera par questionnaire, en auto-passation via un envoi aux adhérent·es sous format numérique. Ce questionnaire sera co-construit avec les personnes directement concernées et la direction d'EELV, afin de repartir de leurs expériences, leurs constats et en cherchant à les vérifier. Cette démarche d'auto-réflexivité et de vérification permettra l'élaboration de préconisations qui seront mieux appropriées.

Annexe 2 : questionnaire

Note : pour palier à la longueur du questionnaire, un système d'enregistrement des réponses anonymisé a été mis en place permettant aux répondant·es de faire une pause avant de continuer à répondre. Par ailleurs, la version présentée ici est complète, c'est-à-dire qu'elle inclut toutes les variations de questions selon le statut du / de la répondante (adherent·e, ex, sympathisant·e...). Aucun·e répondant·e n'a donc eu à faire à ce questionnaire complet mais seulement aux questions qui le/la concernaient.

Cher·es “Les écologistes”,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous proposer de participer à une étude inédite sur la représentation des classes populaires et des personnes discriminées au sein de l'écologie politique. Pour cela, nous vous proposons de prendre entre quinze et trente minutes pour répondre à un questionnaire. A partir de vos expériences, nous voulons imaginer ce que deviendra le mouvement “Les écologistes” et comment celui-ci pourra participer à rassembler le peuple de l'écologie dans toute sa diversité.

Beaucoup d'entre nous voient les partis comme déconnectés de nos vies quotidiennes, restant dans l'entre soi, parfois animés par les disputes et les égos. Ce sont les quatre alertes que vous avez posées dans la consultation menée par EELV dans le cadre des Etats Généraux de l'Ecologie initiés en février 2023 et dont les conclusions ont été rendues le 14 octobre lors du lancement du mouvement Les Écologistes. Ce sont les quatre principales choses que “vous ne voulez plus voir dans un parti politique”.

Dans les ruralités comme dans les quartiers populaires, mais aussi plus généralement pour les 59 % de la population qui n'ont pas de diplôme supérieur, pour les personnes victimes de discriminations liées au genre, à l'orientation ou l'identité sexuelle ou victimes de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie et de xénophobie ... prendre sa juste place dans un parti n'est pas chose facile. En vue de poursuivre sa démarche de refondation après le 14 octobre, la direction des Écologistes a donc décidé de s'attaquer de front à ce problème. Sortir de l'entre-soi (qu'il soit réel ou perçu), de la déconnexion, de la violence des échanges, qui font fuir certain·es d'entre-vous, demande un travail sérieux, transparent, d'autocritique.

C'est pourquoi le laboratoire de recherche et d'éducation populaire GDRV a accepté d'accompagner Les Écologistes pour comprendre d'où viennent ces problèmes et comment les résoudre. Pour cela, nous sommes reparti·es de votre propre expérience, de vos perceptions des Écologistes et de l'écologie, pour ensuite pouvoir chercher des solutions ensemble. Pour mettre le maximum de chances de notre côté, nous avons constitué un “comité de garant·es” composé de militant·es écologistes venu·es de quartiers populaires et de territoires ruraux. Il est chargé de suivre de très près l'élaboration de

ce questionnaire et la mise en œuvre des mesures qui lui feront suite. Nous avons rédigé ce questionnaire en collaborant avec l'équipe de recherche, le bureau exécutif d'EELV et à partir d'ateliers avec des militant·es issues de classes populaires rurales ou urbaines. Ses résultats seront analysés avec des personnes concernées et viendront alimenter la construction du mouvement "Les Ecologistes". Des mesures structurelles, fortes, pourront ainsi être prises et elles seront issues de vos propres expériences.

Il vous paraîtra peut-être un peu long, certes, mais vous n'êtes pas obligé·es de répondre à toutes les questions. Vos réponses sont entièrement anonymes et l'ensemble des documents de l'étude sont accessibles, en totale transparence. Nous voulions prendre le temps de couvrir toutes les situations qui nous semblaient essentielles. Nous avons besoin de toutes et tous dans cette démarche : peu importe vos origines sociales, culturelles, nationales, votre genre, votre identité, votre âge Nous voulons savoir ce que vous avez vu du parti actuel, pour construire demain un mouvement qui réunit tout le peuple de l'écologie. Cette fois, nous prenons le temps : vous avez jusqu'au DATE pour participer.

Par avance, merci !

Si vous souhaitez en savoir plus sur cette étude avant d'y répondre, vous pouvez nous rejoindre lors d'une présentation en visioconférence qui aura lieu le vendredi 3 novembre, à 18h. Pour vous inscrire, rendez-vous sur ce formulaire : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfu4UF9em0mkI-KOltpSyMT09-RMT565IC0BC5yAm6LTQAtMA/viewform?usp=sf_link

QCON - Avant de commencer ...

QCON01 : NOTICE D'INFORMATION

La collecte de vos données a pour objectif de mesurer la diversité d'origine et sociale au sein d'EELV afin de comprendre les obstacles à l'intégration partisane des classes populaires et des groupes discriminés au sein du parti, dans le but de permettre leur meilleure représentation.

Au sens de la réglementation applicable, EELV est le responsable de traitement et le laboratoire associatif GDRV, qui réalise l'enquête, est le sous-traitant.

Les données personnelles ne seront utilisées qu'à des fins scientifiques, et cette étude conduira à la définition de préconisations co-construites par l'équipe de recherche, les dirigeant·e·s et adhérent·e·s participant à cette étude, dans le cadre de la refondation en cours d'EELV. Parmi ces données personnelles, seront notamment collectées des données sensibles telles que des informations susceptibles de révéler vos origines ethno-raciales, votre orientation sexuelle ou votre religion.

Vos réponses seront entièrement anonymisées et conservées dans le respect le plus strict des réglementations et des normes de sécurité. EELV n'aura jamais accès à vos données personnelles.

Vous disposez de plusieurs droits :

- Un droit d'accès à vos données ;
- Un droit de rectification vos données ;

- Un droit de demande l'effacement de vos données ;
- Un droit de demander le gel temporaire de l'utilisation de vos données ;
- Un droit de retirer à tout moment votre consentement.

Pour plus d'informations et précisions concernant la collecte de vos données et vos droits, vous pouvez consulter la politique de confidentialité disponible ici : **lien vers la politique de confidentialité**.

EELV a en effet mis en place, dans le cadre du présent traitement, un protocole rendant votre identification impossible, y compris par GDRV, et ce dès l'envoi du questionnaire.

La garantie d'anonymat rend donc inopérant la possibilité d'exercer vos droits (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit de limitation du traitement, et droits relatifs au consentement).

L'ensemble des documents de référence de l'étude, que nous publions par transparence, sont disponibles en cliquant **sur ce lien**.

Consentez-vous à répondre à ce questionnaire ?

Oui

Non

QCLENCHE

Êtes-vous :

adhérent-es ou coopérateur-ice d'EELV

un-e ex-adhérent-e ou ex-coopérateur-ice d'EELV

un-e membre du mouvement "Les écologistes"

QDEM - Parlons d'abord de vous

Avant de commencer, présentons-nous. Si vous souhaitez en savoir plus sur le laboratoire GDRV, qui mène cette enquête, vous pouvez nous découvrir sur cette plaquette de présentation. Dans les questions qui suivent, nous allons vous poser quelques questions un peu "personnelles" pour mieux vous connaître, avant de vous demander comment vous vivez votre militantisme ou votre sympathie pour l'écologie politique. Rassurez-vous : ces résultats seront totalement anonymes, nous ne récoltons aucune donnée permettant de vous identifier.

Répondre à cette partie vous prendra environ 5 minutes. Les questions sans astérisque sont facultatives.

QDEM01 GENRE

obligatoire

Quel est votre genre ?

QDEM01R01 Féminin

QDEM01R02 Masculin

QDEM01R03 Non-binaire

QDEM01R04 Je ne souhaite pas le préciser

QDEM01R00 Autre :

QDEM01RX Préciser (champ libre)

QDEM02 AGE

obligatoire

Quelle est votre année de naissance ?

QDEM02R00 champ numérique 4 chiffres

QDEM03 DIPLOME

obligatoire

Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?

- QDEM03R01 Sans diplôme
- QDEM03R02 BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges, DNB
- QDEM03R03 BEP/CAP
- QDEM03R04 Baccalauréat
- QDEM03R05 DEUG, BTS, DUT, DEUST
- QDEM03R06 Licence/licence professionnelle
- QDEM03R07 Maîtrise, Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur
- QDEM03R08 Doctorat, habilitation à diriger des recherches

QDEM04 CSP

obligatoire

Quelle est votre profession ou catégorie sociale actuelle (ou passée si vous êtes retraité-e ou dans une autre situation de non-activité) ?

- Agriculteur-riche employant moins de 10 salarié-es
- Agriculteur-riche employant plus de 10 salarié-es
- Artisan-e, commerçant-e
- Chef-fe d'entreprise de plus de 10 salarié-es
- Artiste et profession de l'information, de l'art et du spectacle
- Profession intellectuelle et assimilé-e
- Profession libérale
- Cadre du privé
- Personnel politique ou élu-e
- Autre cadre du public et fonctionnaire de catégorie A
- Professeur-e des écoles, instituteur-ice et assimilé-e
- Profession intermédiaire de la santé et du travail social
- Profession intermédiaire administrative de la fonction publique
- Profession intermédiaire administrative et commerciale du privé
- Autres professions intermédiaires du public
- Employé-e de la fonction publique
- Employé-e administratif-ve du privé
- Employé-e de commerce
- Personnel de service direct aux particuliers
- Ouvrier-e qualifié-e
- Ouvrier-e non-qualifié-e
- Ouvrier-e agricole
- Autres fonctionnaires de catégorie C
- Étudiant-e, Lycéen-ne
- Sans activité professionnelle

QDEM05 STATUT

obligatoire

Êtes-vous actuellement (plusieurs réponses possibles)

- Chef-fe d'entreprise
- Fonctionnaire, à temps plein
- Fonctionnaire, à temps partiel

- En Contrat à Durée Indéterminée, à temps plein
- En Contrat à Durée Indéterminée, à temps partiel
- En Contrat à Durée Déterminée, à temps plein
- En Contrat à Durée Déterminée, à temps partiel
- Intermittent-e du spectacle
- Intérimaire/extra
- Chômeur-se au régime général
- Bénéficiaire du R.S.A.
- Bénéficiaire de l'A.A.H.
- Je vis principalement d'une rente patrimoniale ou actionnariale
- Auto-entrepreneur-se
- Mère/père au foyer sans autre activité
- Retraité-e du secteur privé
- Retraité-e du secteur public
- Autres retraité-es (artisan-es, artistes, agriculteur-ice, chef-fes d'entreprise...)
- Autres : précisez

QDEM06 CSPex

(seulement pour adhérent-es et ancien-nés)

non obligatoire

Si vous exerciez une autre activité professionnelle au moment de votre adhésion à EELV, quelle était votre profession ou catégorie sociale à l'époque (ou la dernière activité si vous étiez déjà re-traité-e ou dans une autre situation de non-activité)?

- J'étais dans la même situation qu'actuellement
- Agriculteur-rice employant moins de 10 salarié-es
- Agriculteur-rice employant plus de 10 salarié-es
- Artisan-e, commerçant-e
- Chef-fe d'entreprise de plus de 10 salarié-es
- Artiste et profession de l'information, de l'art et du spectacle
- Profession intellectuelle et assimilé-e
- Profession libérale
- Cadre du privé
- Personnel politique ou élu-e
- Autre cadre du public et fonctionnaire de catégorie A
- Professeur-e des écoles, instituteur-ice et assimilé-e
- Profession intermédiaire de la santé et du travail social
- Profession intermédiaire administrative de la fonction publique
- Profession intermédiaire administrative et commerciale du privé
- Autres professions intermédiaires du public
- Employé-e de la fonction publique
- Employé-e administratif-ve du privé
- Employé-e de commerce
- Personnel de service direct aux particuliers
- Ouvrier-e qualifié-e
- Ouvrier-e non-qualifié-e
- Ouvrier-e agricole
- Autres fonctionnaires de catégorie C
- Étudiant-e, Lycéen-ne
- Sans activité professionnelle

QDEM07 REVENUS

non obligatoire

Vos revenus mensuels nets (salaires, revenus du patrimoine, rente, indemnités chômage, re-traite...), hors aides sociales, se situent :

- en-dessous du seuil de pauvreté (789€ pour une personne seule)
- entre le seuil de pauvreté et le SMIC (entre 789€ et 1383€ net)
- entre le SMIC et le revenu médian (entre 1383€ et 1940€ nets)
- entre le revenu médian et le seuil de richesse (entre 1940€ et 3880€ nets)
- au-dessus du seuil de richesse (3880€ nets)

QDEM08 PATRIMOINE

non obligatoire

Actuellement, vous estimez que votre patrimoine se situe :

- en-dessous de 14 000€
- entre 14 000€ et 180 000€
- entre 180 000€ et 700 000€
- au-dessus de 700 000€

QDEM09 TERRITOIRE

obligatoire

Vous vivez actuellement (plusieurs réponses possibles) :

- Dans une ville métropolitaine (plus de 200 000 habitant-es : Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Montpellier, Strasbourg, Bordeaux, Lille et Rennes)
- Dans une grande ville (entre 50 000 et 200 000 habitant-es)
- Dans une petite ville (entre 5 000 et 50 000 habitant-es)
- Dans un bourg ou village (moins de 5 000 habitant-es)
- Dans un quartier politique de la Ville ou dit "quartier populaire"
- Dans une commune située en zone péri-urbaine (à proximité directe d'une grande ville)
- Dans un territoire rural

QDEM10 DEPARTEMENT

obligatoire

Vous vivez actuellement :

liste départements en pj + hors France

QDEM10B PAYS

si Hors France : liste pays dans un menu déroulant

QCON02

Les deux questions suivantes ont trait à votre expérience des discriminations. Elles nous permettront de comprendre si les personnes ayant vécu ou étant susceptibles de vivre des situations discriminantes sont également susceptibles de vivre une expérience particulière de la vie politique. Si vous pensez ne pas être concerné-e : nous avons également besoin de vos réponses !

- ☐ J'accepte que des informations susceptibles de révéler mes origines ethno-raciales, mon état de santé ou handicap, ma religion ou enfin mon orientation sexuelle soient collectées et traitées dans le cadre de l'enquête
- ☐ Je n'accepte pas que des informations susceptibles de révéler mes origines ethno-raciales, mon état de santé ou handicap, ma religion ou enfin mon orientation sexuelle soient collectées et traitées dans le cadre de l'enquête

Si NON > sauter à QPRX1

QDEM11 DISCRI

obligatoire si oui à QCON02

Au cours de votre vie, en France, avez-vous déjà été la cible d'insultes, de propos ou d'attitudes ouvertement discriminatoires en raisons de (plusieurs réponses possibles) :

- Votre genre
- Votre milieu social
- Votre orientation sexuelle
- Votre identité sexuelle
- Votre état de santé ou un handicap
- Votre physique
- Votre couleur de peau
- Vos origines ou votre nationalité
- Votre religion
- Votre âge
- Votre mode de vie, d'alimentation
- Je n'ai jamais été directement concerné-e par de tels comportements

QDEM12 DISCRIBis

obligatoire si oui à QCON02

Pensez-vous qu'en France "métropolitaine", et même si cela ne vous est jamais arrivé, vous pourriez être victime un jour d'insultes, de propos ou d'attitudes ouvertement discriminatoires en raisons de (plusieurs réponses possibles) :

- Votre genre
- Votre milieu social
- Votre orientation sexuelle
- Votre identité sexuelle
- Votre état de santé ou un handicap
- Votre physique
- Votre couleur de peau
- Vos origines ou votre nationalité
- Votre religion
- Votre âge
- Votre mode de vie, d'alimentation
- Je ne pense pas pouvoir être un jour concerné-e par de tels comportements

QTRAJ - Trajectoire militante

Maintenant que nous nous connaissons un peu mieux, nous souhaitons savoir quelle a été votre vie militante ou comment vous envisagez celle-ci. Répondre à cette partie vous prendra environ entre 5 et 10 minutes (voire moins si vous n'êtes pas adhérent-e d'EELV).

QCON03

- ☐ J'accepte que des informations qui révèlent mes opinions politiques soient collectées et traitées dans le cadre de l'enquête
- ☐ Je n'accepte pas que des informations qui révèlent mes opinions politiques soient collectées et traitées dans le cadre de l'enquête

Code	Question/réponses	Cible
QTRAJ01 - AVANT-TEELV obligatoire	Adhérent-es/ancien-nes : Avant d'adhérer à EELV aviez-vous déjà été engagé-e dans (plusieurs réponses possibles) : Sympath : Avant de prendre contact avec EELV, aviez-vous déjà été engagé-e dans (plusieurs réponses possibles) : - une association ou un collectif de quartier	adhérent-es ancien-nes sympathisant-es

	- une association caritative ou d'entraide - une association de parents d'élèves - une association sportive - une association religieuse - une association, collectif ou ONG environnementale - une association ou collectif féministe, anti-raciste, contre les LGBTQIA-phobies, anti-validiste ... - un autre type d'association, de collectif ou d'ONG - un syndicat professionnel - un syndicat étudiant ou lycéen - un autre parti politique de gauche - un autre parti écologiste - un autre parti de la droite ou du centre	
QTRAJ02 - ADHESION EELV obligatoire	adh/ancien·nes : En quelle année avez-vous adhéré à EELV pour la première fois ? sympath : En quelle année avez-vous pris votre premier contact avec EELV ? champ 4 chiffres	adhérent·es ancien·nes sympathisant·es
QTRAJ03 - DESENGAGEMENT MILITAIRE obligatoire	En quelle année avez-vous arrêté de militer à EELV ? champ 4 chiffres	ancien·nes
QTRAJ04 - DESENGAGEMENT ADHESION non obligatoire	En quelle année avez-vous arrêté de cotiser à EELV ? champ 4 chiffres	ancien·nes
QTRAJ05 - DESENGAGEMENT CAUSE obligatoire	Pour quelle raison avez-vous arrêté de militer/de cotiser à EELV ? (plusieurs réponses possibles) - pour des raisons liées à ma vie professionnelle - pour des raisons liées à ma vie personnelle et familiale - en raison de désaccords politiques avec EELV - en raison de tensions internes qui me dérangeaient - je me sentais mal intégré·e dans la vie du parti - je me sentais discriminé·e dans la vie du parti - je ne me sentais pas/plus représenté·e par EELV - je n'avais plus assez de temps - je trouvais que la vie militante n'était pas faite pour moi - je ne souhaite pas répondre	ancien·nes

QTRAJo6 - ACTIONPRIMOENGAGEMENT non obligatoire	Comment avez-vous adhéré et/ou pris contact avec EELV ? (plusieurs réponses possibles) - en me rendant à une action/réunion publique/un meeting, en période électorale - en me rendant à une autre réunion ou action, hors période électorale - par un-e proche membre d'EELV - par un-e proche ayant un mandat électif ou interne à EELV - par une personne rencontrée dans un autre espace militant - en prenant contact par le site internet, un réseau social ou par voie postale - je ne me souviens plus - je ne souhaite pas répondre	adhérent-es ancien·nes sympathisant-es
QTRAJo7 - INTEGRATIONSENTIMENT non obligatoire	Lors de votre intégration à EELV, diriez-vous que : (plusieurs réponses possibles) - "j'ai été bien accueilli-e" - "les informations étaient claires" - "on m'a rapidement expliqué comment le parti/la procédure fonctionnait" - "à part quelques difficultés, cela s'est globalement bien passé" - "l'accueil n'a pas été agréable" - "je me suis senti-e surveillé-e" - "la procédure m'a parue longue" - "je ne comprenais pas comment la procédure/le parti fonctionnait" - "je ne comprenais pas ce que les gens disaient" - "je n'ai pas eu/lu le livret d'accueil" - "je n'ai pas été accueilli-e"	adhérent-es ancien·nes
QTRAJo8a - MANDAT obligatoire	Êtes-vous ou avez-vous été titulaire d'un mandat : - interne à EELV (local) - interne à EELV (régional) - interne à EELV (national) - électif (collectivité territoriale) - électif (parlement, euro-parlement) - syndical - interne à une autre organisation (association, collectif, ONG...) - aucun mandat	adhérent-es ancien·nes
QTRAJo8b - MANDAT1ANNEE obligatoire	En quelle année avez-vous commencé votre premier mandat ? interne : année électif : année dans une autre organisation : année	adhérent-es ancien·nes si réponse positive à la 08a

	ajouter une coche "je n'ai jamais eu de tels mandats" si impossible de ventiler l'apparition des Q	
QTRAJo8c - MANDATSENTIMENT non obligatoire	Dans vos divers mandats internes à EELV ou électifs, passés et présents, considérez-vous que vous vous sentiez/sentez : abscisse: Totalelement / Plutôt / Peu / Pas du tout ordonnée : - légitime - fier-e - utile - accompagné-e ou soutenu-e par le parti - accompagné-e ou soutenu-e par le CEDIS - accompagné-e ou soutenu-e par vos proches - accompagné-e ou soutenu-e par d'autres personnes ayant des mandats similaires - accompagné-e ou soutenu-e par votre groupe local ou des personnes de confiance, membres du parti - ajouter une coche "je n'ai jamais eu de tels mandats" si impossible de ventiler l'apparition des Q	adhérent-es ancien-nés si réponse positive à la o8a
QTRAJog - MANDAT-FUTUR non obligatoire	A l'avenir, souhaitez-vous : - arrêter d'avoir des mandats internes - arrêter d'avoir des mandats électifs - renouveler vos mandats internes - renouveler vos mandats électifs - avoir pour la première fois un mandat interne / avoir un mandat plus important - avoir pour la première fois un mandat électif / avoir un mandat plus important - ne pas avoir de mandat	adhérent-es ancien-nés sympathisant-es
QTRAJ10 - AUTRE-SORGAS obligatoire	Actuellement, êtes-vous également engagé-e dans : - une association ou collectif de quartier - une association caritative ou d'entraide - Une association de parents d'élèves - Une association sportive - Une association religieuse - Une association, collectif ou ONG environnementale - Une association ou collectif féministe, anti-raciste, contre les LGBTQIA-phobies, anti-validiste ... - Un autre type d'association, de collectif ou d'ONG - Un syndicat professionnel - Un syndicat étudiant ou lycéen - Un autre parti politique de gauche	adhérent-es ancien-nés sympathisant-es

	- Un autre parti écologiste - Un autre parti de la droite ou du centre - Aucune autre organisation	
QTRAJ11 - COMPLE-MENTARITE non obligatoire	adh/anciens : En comparaison à votre engagement à EELV, diriez-vous que : - je me sens plus à l'aise dans mes autres engagements qu'à EELV - je me sens autant à l'aise dans mes autres engagements qu'à EELV - je me sens moins à l'aise dans mes autres engagements qu'à EELV sympath : Prochainement, si vous deviez vous engager dans le futur mouvement "Les écologistes", diriez-vous que : - militer dans un mouvement politique me semble plus satisfaisant que mes autres engagements - militer dans un mouvement politique me semble aussi satisfaisant que mes autres engagements - militer dans un mouvement politique me semble moins satisfaisant que mes autres engagements	adhérent-es ancien·nes sympathisant-es si réponse positive à la QTRAJ10

QEXP - pratiques militantes discriminations

Concrètement, comment ça se passe pour vous avec EELV ? C'est la lune de miel ou la galère ? Dans les questions suivantes, nous souhaitons en savoir plus sur votre expérience du parti et peut-être parler de discriminations si vous le souhaitez. Si vous ne vous sentez pas totalement à l'aise, vous pouvez sauter certaines questions mais rassurez-vous : elles seront toutes anonymisées. Notre équipe de recherche et notre agence de conseil veilleront à ce que nous respections totalement la protection de vos données. Répondre à cette partie vous prendra environ entre 7 et 12 minutes (1 minute si vous êtes un·e sympathisant·e).

Code	Question/réponses	Cible
QEXP01 - accueil obligatoire	Pour chacune des situations suivantes, comment vous sent(i)ez-vous au sein d'EELV? ordonnée - "Je me sens bien accueilli·e à EELV" - "Je me sens écouté·e au sein d'EELV" - "Ma façon de voir l'écologie est accueillie comme légitime par les autres membres d'EELV" - "Ce que je propose est régulièrement mis en place" - "Je me sens à l'aise dans les échanges au sein d'EELV"	adhérent-es ancien·nes

Code	Question/réponses	Cible
	- "Je trouve qu'EELV représente bien les gens comme moi" abscisse Très d'accord/ Assez d'accord / Neutre/ Plutôt pas d'accord / Pas du tout d'accord / Je ne souhaite pas répondre	
QEXP02a - DENI-GRE non obligatoire QEXP02b - DENI-GRECAUSE non obligatoire	Au sein d'EELV, arrive-t-il ou est-il arrivé qu'une ou plusieurs personnes dénigrent votre militantisme, vos prises de position, relèvent vos erreurs ? - Oui, souvent - Oui, parfois - Oui, mais rarement - Non, jamais - Je ne sais pas - Je ne souhaite pas répondre Pensez-vous que ces comportements étaient liés à (plusieurs réponses possibles) - Votre genre - Votre milieu social - Votre orientation sexuelle - Votre identité sexuelle - Votre état de santé ou un handicap - Votre physique - Votre couleur de peau - Vos origines ou votre nationalité - Votre religion - Votre âge - Votre mode de vie, d'alimentation - Un conflit inter-personnel - Un désaccord politique - Un climat de tension général dans le parti - Un climat de tension à ce moment précis - Aucune de ces raisons - Autres : précisez	adhérent-es ancien·nes Si réponse positive à la question a
QEXP03a - CONFIANCE non obligatoire QEXP03b - CONFIANCECAUSE non obligatoire	Au sein d'EELV, avez-vous déjà eu le sentiment qu'on ne vous faisait pas confiance - Oui, souvent - Oui, parfois - Oui, rarement - Non, jamais - Je ne sais pas - Je ne souhaite pas répondre Pensez-vous que ces comportements étaient liés à (plusieurs réponses possibles)	adhérent-es ancien·nes

Code	Question/réponses	Cible
	- Votre genre - Votre milieu social - Votre orientation sexuelle - Votre identité sexuelle - Votre état de santé ou un handicap - Votre physique - Votre couleur de peau - Vos origines ou votre nationalité - Votre religion - Votre âge - Votre mode de vie, d'alimentation - Un conflit inter-personnel - Un désaccord politique - Un climat de tension général dans le parti - Un climat de tension à ce moment précis - Aucune de ces raisons - Autres : précisez	Si réponse positive à la question a
QEXP04 - RE-SPOOK non obligatoire	Au sein d'EELV, diriez-vous que les responsabilités qui vous sont/étaient confiées sont/étaient : - Au niveau de votre engagement et de vos compétences - En-dessous de votre engagement et de vos compétences - Au-dessus de votre engagement et de vos compétences - Je ne sais pas - Je ne souhaite pas répondre	adhérent-es ancien·nes
QEXP05a - MANDATJUSTE non obligatoire QEXP05b - MANDATJUSTECAUSE non obligatoire	adh : Au cours des cinq dernières années, est-il arrivé qu'on vous refuse injustement un mandat (interne, candidature, autres responsabilités...) ancien·nes : Au cours des dernières années où vous militiez à EELV, est-il arrivé qu'on vous refuse injustement un mandat (interne, candidature, autres responsabilités...) Oui non Je ne souhaite pas répondre Pensez-vous que ces comportements étaient liés à (plusieurs réponses possibles) - Votre genre - Votre genre - Votre milieu social - Votre orientation sexuelle - Votre identité sexuelle - Votre état de santé ou un handicap - Votre physique	adhérent-es ancien·nes

Code	Question/réponses	Cible
	- Votre couleur de peau - Vos origines ou votre nationalité - Votre religion - Votre âge - Votre mode de vie, d'alimentation - Un conflit inter-personnel - Un désaccord politique - Un climat de tension général dans le parti - Un climat de tension à ce moment précis - Aucune de ces raisons - Autres : précisez	Si réponse positive à la question a
QEXPo6a - DISCRI obligatoire	adh : Au cours des cinq dernières années, est-il arrivé que vous soyez victimes de propos, d'actes discriminatoires ou de violences sexistes et sexuelles au sein d'EELV ? ancien·nes : Au cours des dernières années où vous militiez à EELV, est-il arrivé que vous soyez victimes de propos, d'actes discriminatoires ou de violences sexistes et sexuelles au sein d'EELV ? - Oui, en réunion - Oui, dans un cadre informel - Oui, par mail, téléphone ou voie numérique - Oui, dans un autre cadre - Non - Je ne souhaite pas répondre Pensez-vous que ces comportements étaient liés à (plusieurs réponses possibles) - Votre genre - Votre milieu social - Votre orientation sexuelle - Votre identité sexuelle - Votre état de santé ou un handicap - Votre physique - Votre couleur de peau - Vos origines ou votre nationalité - Votre religion - Votre âge - Votre mode de vie, d'alimentation - Un conflit inter-personnel - Un désaccord politique - Un climat de tension général dans le parti - Un climat de tension à ce moment précis - Aucune de ces raisons - Autres : précisez	adhérent·es ancien·nes
QEXPo6b - DIS-CRICAUSE obligatoire	- Votre genre - Votre milieu social - Votre orientation sexuelle - Votre identité sexuelle - Votre état de santé ou un handicap - Votre physique - Votre couleur de peau - Vos origines ou votre nationalité - Votre religion - Votre âge - Votre mode de vie, d'alimentation - Un conflit inter-personnel - Un désaccord politique - Un climat de tension général dans le parti - Un climat de tension à ce moment précis - Aucune de ces raisons - Autres : précisez	Si réponse positive à la question o6a

Code	Question/réponses	Cible
QEXP06c - DIS-CRIREACTION non obligatoire	A la suite de comportements discriminants que vous avez vécues au sein d'EELV, diriez-vous que les personnes suivantes ont été des soutiens pour vous (plusieurs réponses possibles) : - les instances nationales d'EELV ont été un soutien - des membres des instances nationales d'EELV ont été un soutien - les instances régionales d'EELV ont été un soutien - des membres des instances régionales d'EELV ont été un soutien - votre groupe local a été un soutien - des dirigeant·es locaux du parti ont été un soutien - des ami·es membres du parti ont été un soutien - d'autres membres du parti ont été un soutien - je ne me suis pas senti·e soutenu·e mais je l'aurai souhaité - je ne souhaitais pas en parler dans le parti	adhérent·es ancien·nes si réponse positive à la 06a
QEXP06d - DIS-CRICOMPLEMENT non obligatoire	Si vous le souhaitez, vous pouvez préciser ici de quel type d'acte il s'agissait : champ libre (comme toutes vos autres réponses, cela restera totalement anonyme)	Si réponse positive à la question QEXP06a
QEXP07a - DIS-CRIAUTRE non obligatoire	adh : Au cours des cinq dernières années, est-il arrivé que vous soyez témoins de propos ou d'actes discriminatoires au sein d'EELV envers d'autres personnes que vous ? ancien·nes : Au cours des dernières années où vous militiez à EELV, est-il arrivé que vous soyez témoins de propos ou d'actes discriminatoires au sein d'EELV envers d'autres personnes que vous ? - Oui, en réunion - Oui, dans un cadre informel - Oui, par mail ou voie numérique - Oui, dans un autre cadre - Non, mais on m'a rapporté de telles comportements - Non, je n'ai jamais eu écho de tels comportements - Je ne souhaite pas répondre Pensez-vous que ces comportements étaient liés - Au genre de la personne - Au milieu social de la personne - A l'orientation sexuelle de la personne	adhérent·es ancien·nes
QEXP07b - DIS-CRIAUTRECAUSE		

Code	Question/réponses	Cible
non obligatoire	- A l'identité sexuelle de la personne - A l'état de santé ou au handicap de la personne - Au physique de la personne - A la couleur de peau de la personne - Aux origines ou à la nationalité de la personne - A la religion de la personne - A l'âge de la personne - Au mode de vie, d'alimentation de la personne - A un conflit inter-personnel - A un désaccord politique - A un climat de tension général dans le parti - A un climat de tension à ce moment précis - Aucune de ces raisons - Autres : précisez	si réponse positive à la QEXP07a
QEXP07c - DIS-CRIAUTREREAC-TION non obligatoire	A la suite de comportements discriminants dont vous avez été témoins au sein d'EELV, diriez-vous que les personnes suivantes ont été des soutiens pour la personne concernée (plusieurs réponses possibles) : - les instances nationales d'EELV ont été un soutien - des membres des instances nationales d'EELV ont été un soutien - les instances régionales d'EELV ont été un soutien - des membres des instances régionales d'EELV ont été un soutien - votre groupe local a été un soutien - des dirigeant-es locaux du parti ont été un soutien - des ami-es membres du parti ont été un soutien - d'autres membres du parti ont été un soutien - la personne ne s'est pas sentie soutenue mais l'aurait souhaité - la personne ne souhaitait pas en parler dans le parti	adhérent-es ancien-nes si réponse positive à la QEXP07a
QEXP07d - DIS-CRICOMPLEMENT non obligatoire	Si vous le souhaitez, vous pouvez préciser ici de quel type d'acte il s'agissait : champ libre (comme toutes vos autres réponses, cela restera totalement anonyme)	Si réponse positive à la question QEXP07a
QEXP08 - FREINS obligatoire	Pour chacun des sujets suivants, diriez-vous qu'ils sont adaptés à votre situation, à votre envie de vous engager et à vos besoins/attentes ? ordonnée : - Le vocabulaire/langage utilisé au sein d'EELV - L'accès et la clarté des informations - Le contenu et la forme des formations internes - Les lieux et horaires des réunions	adhérent-es ancien-nes

Code	Question/réponses	Cible
	- Les réunions en visioconférence - La possibilité de gardes d'enfants - Le temps nécessaire pour s'engager - Le montant des cotisations abscisse : - Très adapté - Adapté - Peu Adapté - Pas du tout adapté - Je ne sais pas	
QEXP09 - COMPATIBILITES obligatoire	Considérez-vous que votre vie professionnelle/personnelle et la vie militante sont : - compatibles - peu compatibles - incompatibles	adhérent-es ancien·nes sympathisant-es
QEXP10 - OBSTACLES obligatoire	adh/anciens : Quels sont les principaux obstacles à votre engagement personnel à EELV ? (plusieurs réponses possibles) - le manque de temps, au vu de ma situation familiale - le manque de temps, au vu de ma situation professionnelle - le manque de moyens financiers - les réunions sont trop loins de chez moi - je pourrai subir des pressions qui exercées contre moi dans mon travail - militer à EELV me semble trop abstrait par rapport à mon entourage et ma vie quotidienne - je ne vois pas ce que je peux apporter - je n'ose pas m'exprimer dans les réunions - je ne trouve pas ma place - je ne comprend pas tout - l'engagement politique n'est pas ma priorité - l'engagement politique ne me semble pas accueillant - autre : préciser sympath : Quels sont les principaux obstacles à votre engagement personnel ? (plusieurs réponses possibles) - le manque de temps, au vu de ma situation familiale - le manque de temps, au vu de ma situation professionnelle - le manque de moyens financiers - les réunions sont trop loins de chez moi - je pourrai subir des pressions qui exercées contre moi dans mon travail	adhérent-es ancien·nes sympathisant-es

Code	Question/réponses	Cible
	- militer à EELV me semble trop abstrait par rapport à mon entourage et ma vie quotidienne - je ne vois pas ce que je peux apporter - j'ai peur de ne pas m'exprimer dans les réunions - j'ai peur de ne pas trouver ma place - j'ai peur de ne pas tout comprendre - l'engagement politique n'est pas ma priorité - l'engagement politique ne me semble pas accueillante - autre : préciser	
QEXP11a FORMATIONJDE obligatoire	Avez-vous déjà participé aux journées d'été des écologistes et quel bilan global en tirez-vous ? ordonnée : - la qualité des contenus - la clarté/l'accessibilité des contenus - l'utilité des contenus dans ma vie militante abscisse : très satisfaisant / satisfaisant / peu satisfaisant / pas satisfaisant / je n'y ai jamais participé	adh anciens sympath
QEXP11b FORMATIONCEDIS obligatoire	Avez-vous déjà participé à une formation des élu-es organisée par le CEDIS et quel bilan global en tirez-vous ? ordonnée : - la qualité des contenus - la clarté/l'accessibilité des contenus - l'utilité des contenus dans ma vie militante abscisse : très satisfaisant / satisfaisant / peu satisfaisant / pas satisfaisant / je n'y ai jamais participé	adh anciens sympath si réponse "électif" à QTRAJ08a
QEXP11c FORMATIONEELV obligatoire	Avez-vous déjà participé à une formation dans le cadre d'EELV (hors JDE et CEDIS) et quel bilan global en tirez-vous ? ordonnée : - la qualité des contenus - la clarté/l'accessibilité des contenus - l'utilité des contenus dans ma vie militante abscisse : très satisfaisant / satisfaisant / peu satisfaisant / pas satisfaisant / je n'y ai jamais participé	adh anciens sympath

QEELV - perception du parti

Nous avons bientôt fini ! Dans les questions suivantes, nous allons maintenant vous demander comment vous voyez EELV aujourd'hui. Ces questions vont nous permettre de comprendre les défis à relever ! Répondre à cette partie vous prendra environ entre 2 et 5 minutes.

Code	Question/réponses	Cibles
QEELV01 - INCARNATION	Diriez-vous qu'actuellement, EELV : ordonnée :	adhérent-es ancien·nes

obligatoire	- est composé de gens comme moi - défend les gens comme moi - a un discours compréhensible pour mon entourage - défend des priorités politiques qui sont également celles de gens comme moi abscisse - Oui, clairement - Oui, un peu - Non, pas vraiment - Non, Pas du tout - Je ne sais pas	sympa- thisant·es
QEELV02 BIENÊ- TRE non obligatoire	Diriez-vous que pour vous, EELV est : ordonnée : - L'endroit où je me sens/me sentais le plus à l'aise pour militer - Une famille politique dans laquelle je me sens/me sentais accueilli·e - Un espace où j'ai/j'avais des ami·es ou des personnes de confiance - Un espace où je souhaite/je souhaitais convaincre mon entourage de venir s'engager - Un espace où les échanges peuvent/pouvaient être violents abscisse : - Oui, clairement - Oui, un peu - Non, pas vraiment - Non, Pas du tout - Je ne sais pas	adhérent·es ancien·nes
QEELV03 - EVO- LUTIONS non obligatoire	adh/ancien·nes : Depuis que vous avez adhéré à EELV, diriez vous que les évolutions du parti sur les points suivants ont été : sympath : Depuis que vous vous intéressez à EELV, diriez vous que les évolutions du parti sur les points suivants ont été : ordonnée : - son fonctionnement interne, la prise en compte de la parole des adhérent·es et des sympathisant·es - la clarté des discours des élu·es et dirigeant·es - l'accueil des militant·es - la prise en compte des questions "sociales" - la prise en compte des questions "discriminations" - la prise en compte des questions "démocratiques" - l'ancrage et intervention dans les quartiers populaires - l'ancrage et intervention dans les territoires ruraux	adhérent·es ancien·nes sympa- thisant·es

	abscisse : - très positives - positives - pas de changement - négatives - très négatives	
QEELV04 - GL obligatoire	Diriez-vous que votre groupe local / les militant·es écologistes de votre territoire : - comprend les enjeux locaux et agit de façon pertinente - cherche à mieux comprendre les enjeux locaux et à agir de façon pertinente - ne comprend pas suffisamment les enjeux locaux et n'agit pas assez de façon pertinente - ne comprend pas du tout les enjeux locaux et n'agit pas du tout de façon pertinente - je ne les connais pas	adhérent·es ancien·es sympathisant·es
QEELV05 - GLVSPARTI non obligatoire	Diriez-vous que l'activité nationale d'EELV (congrès, élections, campagnes...) : - prend trop de temps à mon groupe local - est coûteuse financièrement pour mon groupe local - a un contenu/des orientations adaptées à mon territoire - prend en compte les retours d'expérience locaux que nous faisons Très d'accord/Assez d'accord/Pas d'accord/Pas du tout d'accord/Je ne sais pas	adhérents

QPRX- Parlons maintenant de celles et ceux qui vous entourent et de vos origines
Voici nos avant-dernières questions, merci d'avoir participé jusque là ! Nous aimerions avant de conclure en savoir un peu plus sur votre entourage. En effet, nous militons (aussi) pour elles et eux, nos familles, conjoint·es, ami·es, voisin·es. Mieux les connaître, c'est aussi comprendre comment vous militez ou pensez militer un jour, voire même comment elles et eux pourraient un jour s'engager ! Répondre à cette partie vous prendra environ entre 3 et 6 minutes.

QPRX01 CSPENTOURAGE obligatoire

Pour chacune des personnes suivantes, faisant partie de votre entourage, quelle est sa catégorie socio-professionnelle ?

QPRX01a - Votre père : mêmes réponses que QDEM04 + Je ne sais pas + Ne peux ou ne souhaite pas répondre

QPRX01b - Votre mère : mêmes réponses que QDEM04 + Je ne sais pas + Ne peux ou ne souhaite pas répondre

QPRX01c - Votre parent 2 (si nécessaire) : mêmes réponses que QDEM04 + Je ne sais pas + Ne peux ou ne souhaite pas répondre

QPRX01d - Votre conjoint·e : mêmes réponses que QDEM04 + Je ne sais pas + Ne peux ou ne souhaite pas répondre

QPRX02 ENGAGEMENTENTOURAGE

obligatoire

Pour chacune des personnes suivantes, faisant partie de votre entourage, diriez-vous qu'elle est ou était engagée :

abscisse: Père/Mère/Parent 2/Conjoint-e (possibilité de laisser les coches vides et plusieurs réponses possibles)

ordonnées: très engagé-e/un peu engagé-e/politisé-e mais pas engagé-e/pas politisé-e

QPRX03 ORIGINESFAMILLE

non obligatoire

Pour chacune des personnes suivantes, quelle est/était sa nationalité ? (si la personne a/a eu plusieurs nationalités, indiquez sa première nationalité dans l'ordre chronologique ou celle qui correspond au pays où elle a principalement vécu)

Répondre à cette question est un peu long, mais les réponses nous permettront de comprendre les origines nationales des écologistes et comment mieux prendre en compte cette diversité.

Vous-même / Père / Mère / Parent 2 (si nécessaire) / Conjoint-e / Grand-parent 1-2-3-4

menu déroulant liste de nationalités +

en premier : Français-e + Je ne sais pas + Ne peux ou ne souhaite pas répondre + "Indigène français-e" né-e dans un territoire colonisé et ayant choisi la nationalité française après l'indépendance + "Indigène français-e" né-e dans un territoire colonisé et ayant choisi la nationalité de son pays après l'indépendance

QPRX04 ORIGINESTERRITORIALES

obligatoire

J'ai grandi dans : (plusieurs réponses possibles)

- Dans une ville métropolitaine (plus de 200 000 habitant-es : Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Montpellier, Strasbourg, Bordeaux, Lille et Rennes)
- Dans une grande ville (entre 50 000 et 200 000 habitant-es)
- Dans une petite ville (entre 5 000 et 50 000 habitant-es)
- Dans un bourg ou village (moins de 5 000 habitant-es)
- Dans un quartier politique de la Ville ou dit "quartier populaire"
- Dans une commune située en zone péri-urbaine (à proximité directe d'une grande ville)
- Dans un territoire rural

QPRX05 ORIGINEDEPARTEMENT

obligatoire

Vous avez grandi dans le territoire suivant :

liste départements en pj + hors France

si Hors France : liste pays dans un menu déroulant

QPRX06 - VIEFAMILIALE

non obligatoire

Vous vivez actuellement :

- seul-e, sans enfants dont vous avez la garde exclusive
- seul-e, avec un ou des enfants en garde partagée
- seul-e, avec un ou des enfants en garde exclusive
- avec votre conjoint-e, sans enfants
- avec votre conjoint-e et un ou des enfants en garde partagée

- avec votre conjoint-e et un ou des enfants en garde exclusive

QEGE - attentes vis à vis de la refondation d'EELV

Merci d'être allé-e jusqu'ici ! Avant de nous quitter, nous aimerions vous poser quelques questions sur vos attentes vis-à-vis du futur mouvement. Répondre à cette partie prendra environ 2 minutes

QEGE01 MESURES

non obligatoire

Dans le cadre du futur mouvement "les écologistes", pensez-vous que ces mesures sont prioritaires :

ordonnée :

- la mise en place de règles de "parité sociale" permettant que les candidatures soient à l'image de l'ensemble des classes sociales telles qu'elles existent dans la population, au sein des listes présentées ou soutenues par le mouvement.
- la mise en place d'une instance de type "convention citoyenne" au sein du futur mouvement, pour accompagner ses prises de décision
- une réforme du fonctionnement interne qui permette de rendre la vie militante du mouvement plus simple et accueillante
- le renforcement de mesures internes de lutte contre les discriminations permettant la médiation ou la sanction en cas d'actes discriminatoires
- le renforcement de mesures internes de lutte contre les discriminations basées sur la prévention et la formation
- un changement fort dans la communication du mouvement, pour rendre les messages plus accessibles, plus concrets et plus connecté aux réalités des classes populaires urbaines ou rurales

Abscisse :

Très prioritaire / Prioritaire / Peu prioritaire / J'y suis défavorable

QEGE02 COM

non obligatoire

Selon vous, de quelle manière EELV ou le futur mouvement devrait se positionner et communiquer dans les mois et années à venir ?

ordonnée :

- Plus pédagogique
- Plus offensive
- Plus incarnée
- Plus ancrée, pragmatique
- Plus radicale
- Plus sérieuse
- Plus indignée, scandalisée
- Plus humble
- Plus enflammée, galvanisante
- Plus émue, sensible
- Plus catastrophiste
- Plus mobilisatrice, enthousiaste
- Plus clivante
- Plus fédératrice / Rassembleuses
- Plus conflictuelle

abscisse :

réponses en OUI/NON/ Ne se prononce pas

QCCL - pour conclure

QCCL01 INFOEELV

Souhaitez-vous recevoir les résultats de cette enquête et être informé·e de ses suites ?

obligatoire

OUI/NON

QCCL02 INFOGDRV

Souhaitez-vous être informé·e de futurs travaux et événements portant sur les discriminations, la vie politique et les classes populaires, menés par le laboratoire associatif GDRV et ne portant pas nécessairement sur EELV ou le futur mouvement ?

QCCL03 MAIL

Si vous avez répondu OUI à l'une des deux questions précédentes, merci d'indiquer votre adresse mail : >

Afin de préserver votre anonymat, cette information sera collectée séparément de vos réponses à ce questionnaire et ne permettra donc en aucun cas d'identifier la personne ayant répondu à ce questionnaire.

non obligatoire

obligatoire

OUI/NON

QCCL04 CONTACT

Acceptez-vous d'être recontacté·e pour répondre à des questions supplémentaires destinées à compléter les réponses à ce questionnaire ?

obligatoire

OUI/NON

QCCL05 CONTACTMAIL

Si oui, merci d'indiquer votre adresse mail :

Afin de préserver votre anonymat, cette donnée ne pourra en aucun cas être transmise à EELV et sera supprimée dès la fin du traitement de cette étude, au plus tard en avril 2024. A tout moment, vous pouvez exercer votre droit d'accès, de modification ou de suppression de cette donnée en nous contactant à gdrv.etude.eelv@gmail.com

QCCL06 LIBRE

Souhaitez-vous nous faire un retour sur ce questionnaire, ce qu'il vous a inspiré ou à propos de vos attentes dans le cadre de la refondation d'EELV ?

non obligatoire

champ libre

QCCL06 RGPD

obligatoire OUI

MESSAGE DE FIN

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à toutes ces questions.

L'audit interne et l'accompagnement menée par GDRV, pour le compte d'EELV, est une démarche inédite : elle est basée sur l'expérience des membres d'EELV concerné·es par des situations de discrimination et appartenant aux classes populaires.

Nous espérons pouvoir ainsi accompagner des changements en profondeur de la vie politique française et sommes très heureux·ses que vous ayez pu y contribuer en partageant votre expérience avec nous.

Si vous souhaitez en savoir plus sur cette étude, vous pouvez nous rejoindre lors d'une présentation en visioconférence qui aura lieu le XXXX.

QCCLo7 VISIO

Je souhaite participer à cette présentation et recevoir le lien par mail : renvoie nouveau formulaire email

Pour toute question et demande d'information, vous pouvez nous écrire à gdrv.etude.eelv@gmail.com. Nous essaierons de répondre dès que possible.

Les résultats de cette étude seront rendus publics et présentés en mars prochain, ainsi que des préconisations. Nous avons hâte de vous faire découvrir cela !

Annexe 3 : mobilisation effective des réponses au questionnaire

Cette annexe présente l'utilisation des différentes questions du questionnaire dans ce rapport, documentant notamment le fait que quelques questions n'ont pas pu être mobilisées en raison du faible nombre de réponses ou de la dispersion des réponses.

Code	Question	Mobilisation si bonne qualité des réponses (significatives ou suffisantes pour être descriptives, pas de réponses aberrantes, pertinente pour l'étude)
QCLENCHE	Statut vis-à-vis d'EELV / des Écologistes	OUI
QDEM01	Quel est votre genre ?	OUI
QDEM02	Quelle est votre année de naissance ?	
QDEM03	Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?	OUI
QDEM04	Quelle est votre profession ou catégorie sociale actuelle ?	OUI
QDEM05	Quel est votre statut professionnel actuel ?	Peu pertinent
QDEM06	Quelle était votre profession/catégorie sociale au moment de votre adhésion à EELV ?	Peu pertinent
QDEM07	Dans quelle tranche se situent vos revenus mensuels nets ?	OUI
QDEM08	Dans quelle tranche se situe votre patrimoine ?	OUI
QDEM09	Dans quel type de territoire vivez-vous actuellement ?	OUI
QDEM10	Dans quel département vivez-vous actuellement ?	Peu pertinent
QDEM10B	Dans quel pays vivez-vous actuellement ?	Peu pertinent
QDEM11	Avez-vous déjà été victime de discriminations au cours de votre vie ?	OUI
QDEM12	Pensez-vous pouvoir être victime de discriminations à l'avenir ?	OUI
QCON03	Consentement à la collecte de données révélant des opinions politiques	
QTRAJ01	Avant EELV, aviez-vous déjà été engagé-e dans des organisations militantes, associatives ou politiques ?	OUI
QTRAJ02	En quelle année avez-vous adhéré/pris contact avec EELV ?	Peu pertinent
QTRAJ03	En quelle année avez-vous arrêté de militer à EELV ?	Peu pertinent
QTRAJ04	En quelle année avez-vous arrêté de cotiser à EELV ?	Peu pertinent
QTRAJ05	Pour quelles raisons avez-vous arrêté de militer/de cotiser à EELV ?	OUI
QTRAJ06	Comment avez-vous adhéré ou pris contact avec EELV ?	Peu pertinent

Code	Question	Mobilisation si bonne qualité des réponses (significatives ou suffisantes pour être descriptives, pas de réponses aberrantes, pertinente pour l'étude)
QTRAJ07	Comment avez-vous vécu votre intégration à EELV ?	OUI
QTRAJ08a	Avez-vous déjà exercé des mandats internes, électifs ou associatifs ?	OUI
QTRAJ08b	En quelle année avez-vous commencé votre premier mandat ?	Peu pertinent
QTRAJ08c	Comment vous sentiez/sentez-vous dans vos mandats ?	Peu pertinent
QTRAJ09	Souhaitez-vous exercer ou poursuivre des mandats à l'avenir ?	OUI
QTRAJ10	Êtes-vous actuellement engagé-e dans d'autres organisations ?	OUI
QTRAJ11	Comparez-vous votre engagement à EELV avec vos autres engagements ?	Peu pertinent
QEXP01	Comment vous sentez-vous au sein d'EELV ?	OUI
QEXP02a	Avez-vous déjà été dénigré-e au sein d'EELV ?	OUI
QEXP02b	Selon vous, à quoi étaient liés ces comportements de dénigrement ?	OUI
QEXP03a	Avez-vous déjà eu le sentiment qu'on ne vous faisait pas confiance au sein d'EELV ?	OUI
QEXP03b	Selon vous, à quoi étaient liés ces comportements de défiance ?	OUI
QEXP04	Les responsabilités confiées correspondaient-elles à vos compétences et votre engagement ?	OUI
QEXP05a	Vous a-t-on déjà refusé injustement un mandat ou une responsabilité ?	OUI
QEXP05b	Selon vous, à quoi étaient liés ces refus ?	OUI
QEXP06a	Avez-vous été victime de discriminations ou de violences sexistes/sexuelles au sein d'EELV ?	OUI
QEXP06b	Selon vous, à quoi étaient liés ces comportements discriminatoires ?	OUI
QEXP06c	Avez-vous reçu du soutien après ces comportements discriminatoires ?	OUI
QEXP06d	Pouvez-vous préciser le type d'actes discriminatoires subis ?	Anonymisation mais prise en compte
QEXP07a	Avez-vous été témoin de discriminations envers d'autres personnes au sein d'EELV ?	OUI, mais pas mobilisé
QEXP07b	Selon vous, à quoi étaient liés ces comportements discriminatoires envers d'autres personnes ?	OUI, mais pas mobilisée
QEXP07c	Les personnes concernées ont-elles reçu du soutien ?	OUI
QEXP07d	Pouvez-vous préciser le type d'actes discriminatoires observés ?	Anonymisation mais prise en compte

Code	Question	Mobilisation si bonne qualité des réponses (significatives ou suffisantes pour être descriptives, pas de réponses aberrantes, pertinente pour l'étude)
QEXP08	Les modalités de fonctionnement d'EELV sont-elles adaptées à votre situation et vos besoins ?	Peu pertinent
QEXP09	Votre vie personnelle/professionnelle est-elle compatible avec la vie militante ?	OUI
QEXP10	Quels sont les principaux obstacles à votre engagement ?	OUI
QEXP11a	Avez-vous participé aux Journées d'été des écologistes et quel bilan en tirez-vous ?	Partiellement pris en compte
QEXP11b	Avez-vous participé à une formation du CEDIS et quel bilan en tirez-vous ?	OUI
QEXP11c	Avez-vous participé à une autre formation EELV et quel bilan en tirez-vous ?	OUI
QEELV01	EELV représente-t-il des gens comme vous et vos priorités ?	OUI
QEELV02	Quel rapport affectif et militant entretenez-vous avec EELV ?	OUI
QEELV03	Comment jugez-vous l'évolution d'EELV sur différents sujets ?	OUI
QEELV04	Comment jugez-vous votre groupe local ou les militant-es écologistes de votre territoire ?	Peu pertinent
QEELV05	Comment percevez-vous l'impact de l'activité nationale d'EELV sur votre groupe local ?	Peu pertinent
QPRX01	Quelle est la catégorie socio-professionnelle des membres de votre entourage ?	OUI
QPRX02	Quel est le niveau d'engagement politique ou militant de votre entourage ?	OUI
QPRX03	Quelle est la nationalité/origine nationale de votre entourage familial ?	OUI
QPRX04	Dans quel type de territoire avez-vous grandi ?	OUI
QPRX05	Dans quel département ou pays avez-vous grandi ?	Peu pertinent
QPRX06	Quelle est votre situation familiale actuelle ?	OUI
QEGE01	Quelles mesures de refondation du mouvement vous semblent prioritaires ?	OUI
QEGE02	Comment EELV devrait-il communiquer et se positionner politiquement ?	Peu pertinent

TABLE DES MATIERES (DONT FIGURES)

<u>SOMMAIRE</u>	<u>1</u>
<u>SYNTHESE (FR/EN)</u>	<u>7</u>
RESUME (FRANÇAIS)	7
ABSTRACT (ENGLISH)	9
<u>INTRODUCTION</u>	<u>12</u>
CHRONOLOGIE D'UNE LUCIDITE SANS TRANSFORMATION	12
ACCEDER N'EST PAS RESTER, IDENTIFIER N'EST PAS CHANGER	13
METHODOLOGIE	14
LA DEMARCHE COLLABORATIVE — UNE ENQUETE ISSUE D'UN RAPPORT DE FORCE INTERNE	14
PASSATION DU QUESTIONNAIRE ET TRAITEMENT DES DONNEES	15
Encadré 1 — Limites structurelles de l'échantillon	16
L'APPORT DE L'ENQUETE TEO	17
UNE INNOVATION : LA CONSTRUCTION DE LA VARIABLE DE CLASSE SOCIALE	17
Encadré 2 — Matrice d'écrtage pour la construction de la variable classes sociales	18
<u>I. QUI MILITE AUX ÉCOLOGISTES ? L'ASCENSION VERS L'ENTRE-SOI</u>	<u>19</u>
1.1. UN PARTI D'ÉLITES CULTURELLES ET MASCULINES MAIS PAS DE GRANDS BOURGEOIS	19
Figure 1 : La répartition des répondant-es selon le genre	20
Figure 2 : La répartition des répondant-es selon le niveau de diplôme	20
Figure 3 : Comparaison des CSP : répondant-es VS population générale	21
Figure 4 : La répartition des répondant-es selon les revenus mensuels	21
Figure 5 : La répartition des répondant-es selon le niveau de patrimoine	22
Figure 6 : L'homogamie sociale des répondant-es	22
1.2. UNE ABSENCE STRUCTURELLE DES QUARTIERS POPULAIRES MAIS PAS DES CLASSES POPULAIRES	23
Figure 7 : La répartition des répondant-es selon le type de territoire de résidence	24
Figure 8 : La répartition des répondant-es selon la taille du territoire de résidence	24
Figure 9 : La répartition des répondant-es selon le type de territoire d'origine	25
Figure 10 : La répartition des répondant-es en classes sociales selon le type de territoire	25
1.3. DES ADHERENT·ES EN ASCENSION SOCIALE ET EN MOBILITE RESIDENTIELLE	26
Figure 11 : La répartition des répondant-es selon la mobilité résidentielle	27
Figure 12 : La catégorie socioprofessionnelle du père	27
Figure 13 : La catégorie socioprofessionnelle de la mère	28

Figure 14 : La répartition des répondant·es selon l'origine sociale	28
Figure 15 : La répartition des répondant·es selon la mobilité sociale	29
1.4. UN PARTI DOMINE PAR LES ELITES MAIS PAS TOTALEMENT HOMOGENE	29
Figure 16 : La répartition des répondant·es en classes sociales	31
Figure 17 : La répartition des répondant·es en classes sociales selon le statut au sein du parti	31
Figure 18 : La répartition des répondant·es en classes sociales selon la tranche d'âge	32
Figure 19 : Les classes dominantes bénéficient d'un double avantage dans les zones urbaines denses	32
Figure 20 : La répartition des répondant·es selon l'origine nationale des parents et grands-parents	33

II. LA COMPETITION ELECTORALE : UNE DISTRIBUTION SOCIALE ET GENREE DES RÔLES 34

Encadré 3 — Périmètre, sources et limites des données issues de la base DLP	34
2.1. L'ESCALIER DU POUVOIR : LES CLASSES DOMINANTES SURREPRESENTEE A CHAQUE ECHELON	35
Figure 21 : Composition sociale des candidatures EELV par scrutin	36
2.2. LE PLAFOND DE VERRE : DE LA CANDIDATURE A L'ELECTION	36
Figure 22 : Comparaison candidatures vs élu·es — Législatives	37
Figure 23 : Comparaison candidatures vs élu·es — Départementales	37
Figure 24 : Comparaison candidatures vs élu·es - Européennes	38
Figure 25 : Comparaison candidatures vs élu·es — Sénat	38
2.3. UNE TENDANCE DE FOND : L'EMBOURGEOISEMENT DANS LE TEMPS	39
Figure 26 : Évolution de la composition sociale des candidatures — Législatives	40
Figure 27 : Évolution de la composition sociale des candidat·es — Départementales	40
Figure 28 — Évolution de la composition sociale des candidat·es — Européennes	41
Figure 29 — Évolution de la composition sociale des candidat·es — Sénat	41
2.4. LE DOUBLE FILTRE : GENRE ET CLASSE	42
Figure 30 — Double filtre genre × classe — Législatives, candidat·es	42
Figure 31 — Double filtre genre × classe — Législatives, élu·es	43
Figure 32 — Double filtre genre × classe — Départementales, candidat·es	43
Figure 33 — Double filtre genre × classe — Départementales, élu·es	44

III. S'ENGAGER AUX ÉCOLOGISTES : DES DISPOSITIONS QUI S'HÉRITENT ET UNE DISPONIBILITÉ QUI S'AUTO-REPRODUIT 45

3.1. UNE ENTREE CONDITIONNEE PAR LA SOCIALISATION PREALABLE	45
Figure 34 : La répartition des répondant·es selon la socialisation à l'engagement	46
3.2. L'ENGAGEMENT PRODUIT L'ENGAGEMENT... ET L'INEGALITE	46
Figure 35 : Actuellement, êtes-vous également engagé·e dans une autre organisation ?	47
Figure 36 : Vous êtes par ailleurs engagé·e dans un(e) :	47
Figure 37 : La répartition des répondant·es multi-engagé·es ou non selon le niveau de diplôme	47
Figure 38 : La répartition des répondant·es multi-engagé·es ou non selon leur mobilité sociale	48
3.3. LA DISPONIBILITE PERSONNELLE COMME FILTRE IMPLICITE	49
Figure 39 : La répartition des répondant·es selon s'ils trouvent la vie militante compatible avec la vie personnelle	49

Figure 40 : La répartition des répondant-es par compatibilité vie militante/vie personnelle selon le genre	50
Figure 41 : La répartition des répondant-es par compatibilité vie militante/vie personnelle selon la présence d'enfant(s)	50
Figure 42 : La répartition des répondant-es par compatibilité vie militante/vie personnelle selon l'engagement par ailleurs	51
Figure 43 : Quels sont les principaux obstacles à votre engagement personnel à EELV ?	51
Figure 44 : La répartition des répondant-es selon les obstacles à l'engagement et la CSP	52
3.4. LES CONDITIONS MATERIELLES : LE PARTI QUI ACCUEILLE MAIS N'INTEGRE PAS	52
Figure 45 : Diriez-vous que les éléments suivants sont adaptés à votre situation pour vous engager à EELV ?	53
Figure 46 : Les conditions matérielles et immatérielles au sein d'EELV	53
Figure 47 : La répartition des répondant-es par adaptation des conditions matérielles selon la classe sociale	54

IV. LE POUVOIR QUI USE, ET L'USURE D'UN SYSTEME DE POUVOIR **55**

4.1. UN POUVOIR DISTRIBUE MAIS...	55
Figure 48 : Êtes-vous ou avez-vous été titulaire d'un mandat ?	56
Figure 49 : La répartition des répondant-es selon le type de mandat	56
Figure 50 : Le nombre de personnes cumulant un mandat interne à EELV avec un autre mandat	57
Figure 51 : La répartition des répondant-es titulaires d'un mandat ou non selon le multi-engagement	57
Figure 52 : La répartition des répondant-es titulaires d'un mandat ou non selon la mobilité sociale	58
4.2. UNE FORMATION PAR L'EXTERIEUR ET LE LOCAL, SIGNE D'UNE FAIBLE AUTONOMIE POLITIQUE ?	58
Figure 53 : Quel bilan tirez-vous des formations auxquelles vous avez participé ?	59
4.3. LES MOTIONS, LE NŒUD DU PROBLEME OU SON ENDROIT D'EXACERBATION ?	59
4.4. LE MANDAT COMME RESSOURCE INEGALEMENT VECUE	60
Figure 54 : Au cours des cinq dernières années au sein d'EELV, est-il arrivé qu'on vous refuse injustement un mandat ?	61
Figure 55 : La répartition des répondant-es en classe selon les souhaits en termes de mandat	61

V. L'EXPERIENCE DU PARTI : ON RESTE QUAND-MÊME **62**

5.1. LE PARADOXE FAMILIAL : ON S'Y SENT BIEN MAIS...	62
Figure 56 : Pour chacune des situations suivantes, comment vous sentiez-vous au sein d'EELV ?	62
5.2. LES RAISONS DE L'EXIT : LA CONFLICTUALITE INTERNE COMME PREMIER FACTEUR	63
Figure 57 : Pour quelle(s) raison(s) avez-vous arrêté de militer/cotiser à EELV ?	63
5.3. DENIGREMENT ET MANQUE DE CONFIANCE : UNE EXPERIENCE MAJORITAIRE	64
Figure 58 : Au sein d'EELV, arrive-t-il ou est-il arrivé qu'une ou plusieurs personnes désignent vos positions ou relèvent vos savoirs de façon condescendante ?	64
Figure 59 : Pensez-vous que ces comportements [dénigrement] étaient liés à...	65

Figure 60 : Au sein d'EELV, avez-vous déjà eu le sentiment qu'on ne vous faisait pas confiance ?	65
Figure 61 : Pensez-vous que ces comportements [manque de confiance] étaient liés à...	66
5.4. DISCRIMINATIONS ET VSS : UNE REPOSE ORGANISATIONNELLE DEFAILLANTE	66
Figure 62 : Au cours des cinq dernières années au sein d'EELV, est-il arrivé que vous soyez victimes de propos, d'actes discriminatoires ou de VSS ?	67
Figure 63 : À la suite de comportements discriminants au sein d'EELV, les personnes suivantes ont-elles été des soutiens pour vous ?	67
5.5. LE CUMUL DES EXPERIENCES NEGATIVES : UNE MESURE D'ENSEMBLE	67
Figure 64 : Le cumul des expériences partisanes négatives au sein d'EELV	68
Figure 65 : La répartition des répondant-es par expérience négative ou non selon l'exercice d'un mandat	69
Figure 66 : La répartition des répondant-es par expérience négative ou non selon l'origine nationale des parents	69

VI. LA PERCEPTION DU PARTI : UNE FAMILLE POUR SOI, MAIS PAS POUR LES AUTRES **70**

6.1. UN PARTI-REFUGE « MALGRE TOUT »	70
Figure 67 : Diriez-vous, que pour vous, EELV est :	71
Figure 68 : Au cours de votre vie, en France, avez-vous déjà été la cible d'insultes, de propos ou d'attitudes ouvertement discriminatoires ?	72
Figure 69 : Pour des raisons liées à [motifs de discriminations subies]	72
Figure 70 : Pensez-vous qu'en France métropolitaine, vous pourriez être victime un jour d'insultes ou d'attitudes ouvertement discriminatoires ?	73
Figure 71 : Pour des raisons liées à [motifs de discriminations anticipées]	73
Figure 72 : La répartition genrée des répondant-es selon s'ils et elles déclarent avoir déjà subi des discriminations liées à leur genre	74
6.2. L'EFFORT DE RESTER N'EST NI APAISANT NI CONTAGIEUX	74
Figure 73 : Perception du bien-être au sein du parti selon le genre	75
Figure 74 : Perception du bien-être au sein du parti selon l'exercice ou non d'un mandat	75
Figure 75 : Perception du bien-être au sein du parti selon l'origine nationale	76
6.3. LE SENTIMENT DE REPRESENTATION : UNE FRACTURE SOCIALE MESURABLE	76
Figure 76 : Diriez-vous, qu'actuellement EELV est :	77
Figure 77 : EELV est composé de gens comme moi [répartition par classes]	77
Figure 78 : EELV défend des priorités politiques qui sont également celles de gens comme moi [répartition par classes]	78
6.4. LA DEMARCHE DE REFORME INTERNE : ENCORE DE TRES FORTES ATTENTES SITUEES SOCIALEMENT AUXQUELLES REpondre	78
Figure 79 : Depuis que vous avez adhéré/pris contact avec EELV, diriez-vous que les évolutions du parti sur les points suivants ont été :	79
Figure 80 : Perception de l'ancrage dans les quartiers populaires selon le type de territoire de résidence	79
Figure 81 : Perception de l'ancrage rural selon le type de territoire de résidence	80
Figure 82 : Dans le cadre du futur mouvement, pensez-vous que ces mesures sont prioritaires ?	81

Figure 83 : Dans le cadre du futur mouvement, pensez-vous que ces mesures sont prioritaires ?
(selon la classe sociale) _____ 81

CONCLUSIONS _____ **82**

SYNTHESE DES RESULTATS _____ **82**

LA RECHERCHE D'UNE BOUFFEE D'OXYGENE _____ **83**

PASSER DE LA LUCIDITE A LA CONFIANCE _____ **83**

SE SAISIR DES OPPORTUNITES _____ **84**

RECOMMANDATIONS _____ **85**

AXE 1 — RENDRE VISIBLE CE QUI EST INVISIBLE : LA DONNEE COMME CONDITION DE LA RESPONSABILITE _____ **85**

MESURE 1.1 — RECENSER LA COMPOSITION SOCIALE DES INSTANCES ET DES MANDATS. _____ 85

MESURE 1.2 — COLLECTER SYSTEMATIQUEMENT DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES AU MOMENT DU
RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION. _____ 85

AXE 2 — LEVER LES BARRIERES MATERIELLES A L'ENGAGEMENT _____ **86**

MESURE 2.1 — CREER UN FONDS DE SOLIDARITE MILITANT. _____ 86

MESURE 2.2 — SYSTEMATISER LES SOLUTIONS DE GARDE D'ENFANTS LORS DES EVENEMENTS MILITANTS. _____ 86

MESURE 2.3 — DIVERSIFIER LES FORMATS ET HORAIRES DE LA VIE MILITANTE. _____ 86

MESURE 2.4 — CREER ET FINANCER UN POSTE DEDIE A L'ACCOMPAGNEMENT ET A LA MOBILISATION SUR LES
COMMISSIONS QUARTIERS POPULAIRES ET RURALITES. _____ 86

AXE 3 — TRANSFORMER L'ACCUEIL EN PROCESSUS, PAS EN GESTE _____ **87**

MESURE 3.1 — CREER UN PARCOURS D'INTEGRATION STANDARDISE ET OBLIGATOIRE. _____ 87

MESURE 3.2 — INSTAURER UN MENTORAT MILITANT POUR LES NOUVELLES ET NOUVEAUX ADHERENT·ES. _____ 87

MESURE 3.3 — REVOIR LA CARTOGRAPHIE DES FORMATIONS A PARTIR DES BESOINS. _____ 87

MESURE 3.4 — CHANGER DE POSTURE : VALORISER LES EXPERIENCES ET LES ORIGINES POPULAIRES COMME
DES RESSOURCES POLITIQUES. _____ 87

AXE 4 — FORMER LES CLASSES DOMINANTES ET LES DIRIGEANT·ES A CE QU'ELLES ET ILS NE VOIENT PAS _____ **88**

MESURE 4.1 — FORMER LES CLASSES DOMINANTES ET LES DIRIGEANT·ES DU PARTI A L'ECOLOGIE POPULAIRE,
A LA LUTTE CONTRE LE CLASSISME ET A IDENTIFIER LEUR PROPRE POSITION SOCIALE. _____ 88

MESURE 4.2 — CREER ET FINANCER UNE INSTANCE DE CONSEIL INTERNE PERMANENTE. _____ 88

**AXE 5 — REFORMER LES REGLES DU JEU INTERNE : TRANSPARENCE ET INVERSION DE LA HIERARCHIE
SOCIALE** _____ **89**

MESURE 5.1 — INVERSER LA LOGIQUE DU CONGRES : UNE CONVENTION CITOYENNE INTERNE AVANT LES
MOTIONS. _____ 89

MESURE 5.2 — INTRODUIRE LA PARITE SOCIALE DANS LES PROCEDURES DE DESIGNATION DES CANDIDAT·ES.
_____ 89

MESURE 5.3 — CONDITIONNER LES NEGOCIATIONS ELECTORALES AVEC LES AUTRES PARTIS A UNE
PROGRESSION VERS LA PARITE SOCIALE. _____ 89

MESURE 5.4 — RENDRE LES PROCEDURES DE DESIGNATION LISIBLES ET AUDITABLES. _____ 89

AXE 6 — TRAITER LES DISCRIMINATIONS COMME UN PROBLEME ORGANISATIONNEL, PAS INDIVIDUEL _____ **90**

MESURE 6.1 — REALISER UN AUDIT DES INSTANCES INTERNES EXISTANTES DE TRAITEMENT DES
DISCRIMINATIONS ET DES VSS. _____ 90

MESURE 6.2 — RENFORCER UN DISPOSITIF DE SIGNALEMENT INDEPENDANT.	90
MESURE 6.3 — INTRODUIRE DES SANCTIONS EFFECTIVES EN CAS DE DISCRIMINATION AVEREE.	90
MESURE 6.4 — FORMER LES RESPONSABLES LOCAUX ET REGIONAUX A LA DETECTION ET AU TRAITEMENT DES DISCRIMINATIONS.	90
AXE 7 — PENSER UN MOMENTUM DE REFONDATION A LA HAUTEUR DU DIAGNOSTIC	91
MESURE 7.1 — FAIRE DES ÉTATS GENERAUX DE L'ÉCOLOGIE UNE PERIODE D'ESSAI, ET NON UNE FIN.	91
MESURE 7.2 — OUVRIR UNE REFONDATION PLUS PROFONDE OU LES CLEFS SONT DONNEES A D'AUTRES.	91
NOTE FINALE SUR LA MISE EN ŒUVRE	91
 <i><u>BIBLIOGRAPHIE</u></i>	 <i><u>92</u></i>
 <i><u>ANNEXES</u></i>	 <i><u>93</u></i>
 ANNEXE 1 : NOTE D'OPPORTUNITE INITIALE « EXPERIENCE PARTISANE, DISCRIMINATION ET SOUS-REPRESENTATIONS A EELV » (SEPT. 2023)	93
ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE	95
ANNEXE 3 : MOBILISATION EFFECTIVE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE	119
 <i><u>TABLE DES MATIERES (DONT FIGURES)</u></i>	 <i><u>122</u></i>

Pour citer ce rapport :

K.B. Vacher (dir.), E. Machado, T. Vallipuram, *L'écologie politique, une « famille difficile » comme les autres ?*, *Expériences partisans, discriminations et inégalités sociales au sein du parti Les Écologistes*, Rapport de recherche suite à un audit interne et collaboratif, Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille citoyenne - GDRV, p/ Les Écologistes, Martigues, Août 2026. DOI : 10.5281/zenodo.20444320

Version abrégée : K.B. Vacher *ed. al.*, *L'écologie politique, une « famille difficile » comme les autres ?*, Rapport de recherche, GDRV, p/ Les Écologistes, 2026. DOI : 10.5281/zenodo.20444320

DOI : 10.5281/zenodo.20444320

Equipe scientifique :

Kevin-Bhema Vacher (directeur scientifique, rédacteur),
Eléonore Machado (chargée d'étude quantitative) &
Taoufik Vallipuram (consultant)

Comité de garanties :

Annie Lahmer, Annick Minnaert, Nadia Azoug, Magali Sautreuil, Boris Tavernier, Akli Mellouli, Soufiane El Mounafis, Hassen Hammou & Abdoulaye Diarra

Appui technique et administratif (Les Écologistes) :

Wilfried Maurin, Léa Balage El Mariky, Francis Feytout & Augustin Augier

Conseil stratégique, juridique et appui technique (GDRV et partenaires) :

Tara Dickman (Le Next Level), Cabinet d'avocats Clyde & Co, Jérémy Garniaux & Cédric Rossi

Suivi (bureau politique des Écologistes) :

Hélène Hardy & Jean-Baptiste Pegeon.

Les conclusions de ce rapport n'engagent que leurs auteur·ices. Les données anonymisées sont la propriété exclusive du GDRV et des Écologistes.

Le laboratoire GDRV remercie chaleureusement le collectif dlp pour l'usage de sa base de données ainsi que l'ensemble des contributeur·ices à cette étude, répondant·es au questionnaire et membres du groupe de pairs ayant participé anonymement à sa construction et son analyse.

Pour tout contact :

kevin.vacher@labo-gdrv.org

GDRV - chez MJC, bd Emile Zola, 13500 MARTIGUES

SIRET : 90287601000023